L'EXPRESS

19 JUIN 1958. — N° [illegible] 100 FR.

(Eric Lessing-Magnum)

IMRE NAGY ET SA PETITE-FILLE

« La chose capitale de la mort, c'est qu'elle rend irrémédiable ce qui l'a précédée. »

(André Malraux, « L'Espoir ».)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

CETTE lente euphorie qui gagne les esprits, on peut se garder d'y glisser. Mais il faut la comprendre.

Il y a longtemps que les Français n'avaient connu de conjoncture plus propre à les satisfaire.

Ils avaient mal partout : mal à l'Armée, mal à la démocratie, mal à l'Algérie, mal à l'économie. Et voilà qu'avec une pilule de cette drogue miracle nommée de Gaulle toutes leurs douleurs se sont assoupies. Comment n'en demanderaient-ils pas encore ? Comment ne s'espéreraient-ils pas guéris ?

Nichés dans le creux de la main d'un homme, ils peuvent aujourd'hui, croient-ils, savourer en même temps toutes les joies que donne le pouvoir d'un seul, et toutes celles que procure l'exercice de la démocratie.

Le gouvernement du général de Gaulle, c'est lui, lui seul. Nul ne s'y trompe, à l'exception peut-être de quelques-uns de ses ministres, plus sensibles aux honneurs dont ils sont comblés qu'au mépris que ces honneurs traduisent. Il faut beaucoup mépriser pour bien flatter, et on sait que de ce côté-là le général de Gaulle ne sera jamais à court. Mais il y a si longtemps que le gouvernement, ce n'était personne...

Etre représenté à Alger par M. Mollet et à la T.V. par M. Gaillard, voilà des choses qui finissent par brouiller un peuple avec la République.

Les décisions du général de Gaulle, nul n'ignore qu'il les prend seul. Et après tant de tables rondes où l'on décidait de ne rien décider, cela n'est pas pour effrayer. D'autant que, jusqu'à présent, il n'a rien décidé non plus, n'ignorant pas que l'autorité s'use lorsqu'on s'en sert.

Les intentions du général de Gaulle, nul ne doute qu'elles correspondent aux vœux de chacun. Il n'est guère possible, en effet, de prendre à part les Français un à un lorsqu'il s'agit d'obtenir leur bulletin de vote. Mais dès lors qu'il s'agit d'en rencontrer cent qui en rencontreront chacun cent auxquels ils rapporteront la bonne parole, la chose devient possible. Qui n'a pas rencontré dernièrement le général possède au moins celui-ci une lettre, celui-là une carte, cet autre un message par où on l'assure qu'il a été compris. Qui n'a pas été compris par le général ?

Mais Richelieu n'agissait pas autrement, et comme nul ne doute que la ruse, s'il l'exerce, est au service de grands et nobles desseins, on se réjouit encore davantage lorsque apparait qu'il sait en user.

Comblés ici, de quoi les Français se plaindraient-ils d'autre part ? Ils peuvent librement continuer à jouer avec leur panoplie de petit démocrate, tenir des congrès, voter des motions, lancer des appels, esquisser des regroupements. Le M.R.P. babille, la S.F.I.O. grommelle, M. Duchet gazouille... Ce n'est pas que ça serve, non, mais ça fait plaisir.

L'économie ? Nul n'ignore que le général a une façon personnelle et toute maurrassienne de la considérer. Il dit, au détour d'une phrase : « Le monde occidental auquel nous appartenons sans devoir nous y confiner... » et un diplomate anglais conclut : « Maintenant, les Américains n'ont plus qu'à se demander comment ils vont pouvoir faire accepter à de Gaulle, sans le vexer, les deux milliards de dollars dont il a besoin. »

Enfin, rien n'interdit de se donner l'illusion d'être unis derrière le général, puisque, jusqu'à présent, les intérêts de personne ne sont en aucun domaine menacés.

Seul, le général de Gaulle lui-même serait sans illusion sur le temps que durera ce point d'orgue, tel que l'histoire en ménage parfois, mais qu'elle ne prolonge jamais.

Mais gardez-vous bien de le dire. Vous attristeriez et passeriez pour une mauvaise tête...

Le passé ? N'en parlons plus. L'avenir ? N'en parlons pas. Le présent ? Juillet, dit-on, sera chaud.

Françoise Giroud.

Ce déchirement est le mien

Sincèrement je ne comprends pas.

Que les événements aient été tels que des hommes comme d'une part le général de Gaulle, d'autre part MM. Mendès France, A. Philip, Mitterrand s'éloignent aussi tragiquement les uns des autres... ce déchirement est le mien. Il est aussi, je crois, celui d'un grand nombre.

Qu'il ait fallu un général de Gaulle pour éviter la guerre civile : j'en suis peiné.

Qu'il ait été hissé sur le pavois par des hommes et au nom d'idées que nous combattons : cela m'est pénible.

Mais que d'ores et déjà il lui soit fait un procès qui n'est d'ailleurs que d'intention, sous les seuls motifs de son arrivée au pouvoir, cela relève d'une attitude qui n'est pas à notre honneur. Je dis « notre » parce que je me considère de cette gauche. (...)

Le problème auquel le général de Gaulle s'attaque à bras le corps, n'est-ce pas celui-là même que nous lui avons laissé pour compte, celui que nous avons mis des années à ne pas résoudre ?

ALAIN GRIMAL,
Mulhouse.

Un « réseau » pire que le « système »

L'origine du drame algérien, c'est la puissance économique et financière de cinq cents grands propriétaires, leur refus de toute réforme, leur prétention à garder des privilèges exorbitants, la puissante orchestration qui a mis à leur service et merci, la presse, le gouvernement général tout entier, la police. (...)

Le mécontentement de l'armée, conjugué avec le refus de cinq cents colons d'accepter les réformes, exploité depuis deux ans par des extrémistes, s'est retourné dans un spectaculaire coup de poker qui se nomme « intégration ». On ne peut sans erreur affirmer que les foules étaient absentes, ou qu'un miracle se soit produit ? Ce retournement tactique peut-il se confondre avec un « appel à la France de sa vocation » ? Cet ultime retournement auquel il a bien fallu consentir, sous la pression de l'armée, en face d'une obstination sans espoir des fellagha, cette attitude dont les précédents autorisent à suspecter la sincérité, est-ce là cet « entraînement vers les sommets du monde » ? (...)

Si fort que soit l'Etat, il se brisera, s'il méconnaît les exigences de la vérité. Ce n'est pas dans le coup d'Alger que se trouve la vocation de la France, mais dans sa tradition humaine et culturelle. Le sentiment public qu'exprime la démocratie est à l'origine de toutes les œuvres vouées à l'immortalité. Ce n'est pas Jean de Chelles qui a décidé les Parisiens du XIIIe siècle à bâtir Notre-Dame ; c'est la ferveur des Parisiens qui enflamma son génie. (...)

Nous ne voulons pas d'une révolution des oligarchies financières.

Nous n'acceptons pas d'avoir l'âme intégrée par ces nouveaux missionnaires dans un « réseau » pire que le « système ».

PAUL DE NOIRMOUT,
Lyon.

Pour l'instant, j'attends

Je ne suis ni pour ni contre de Gaulle, je suis simplement pour la France et la vérité, ce que je crois être la vérité historique.

Pour l'instant, j'attends, je n'anticipe pas sur les événements. C'est à l'œuvre qu'on reconnaît l'artisan.

L'histoire, tous documents en main, dira un jour si de Gaulle a été investi par « les légions » ou par la représentation légale du pays, et aussi par la très grande majorité du peuple français, qui a rendu possible l'avènement que beaucoup attendaient et qui doit, d'après eux, à tort ou à raison, sauver la République en la réformant et en la rénovant dans ses méthodes, son esprit, ses mœurs.

R. TANDONNER,
Charenton.

La confiance payante

Je vous en prie, taisez-vous ; oubliez des arguments trop particuliers pour vous mettre à l'écoute des vrais intérêts publics : aidez-nous à refaire la France. Il faut plus de courage, dans un sens, pour se confier que pour s'opposer. A coup sûr, à l'heure qu'il est, la confiance sera payante. Je vous en prie : faites confiance. En vous humiliant, vous ne pourrez que vous grandir.

ANNE FRANÇOIS D'HARCOURT,
Paris.

L'homme de tous les Français

Le libérateur de 1944 ne sera jamais le prisonnier d'une faction. Il n'est pas un homme de droite, lui, le seul avec Léon Blum à avoir pratiqué en France une politique sociale. Il est l'homme de tous les Français. D'accord avec Mauriac, « nous savons que nous resterons libres tant qu'il sera là. »

BERNADETTE DE MEAUX,
Conseillère municipale,
Gadancourt.

Il est encore temps

Il est encore temps peut-être que Mendès France, Mitterrand et ces hommes courageux qui ont maintenu dans la jeunesse du pays l'espoir et la fierté, luttent aux côtés de de Gaulle. Qu'ils fassent comme Mauriac, qu'ils aient confiance dans le général de Gaulle, mais qu'ils ne laissent pas certaines factions l'engluer lentement puis le ligoter tout à fait. Ils en porteraient une lourde responsabilité.

JACQUES ROLLET,
Marseille.

De ceux-qui-font-les-discours

Pas de réunification des hommes politiques qui pensent et écrivent les mêmes choses mais appartiennent à une multitude de partis, pas de Front populaire, pas de de Gaulle, pas de gouvernement Bidault. Voilà, si je ne me trompe, ce que nos hommes de gauche ont fait ces derniers temps... et ce fut Alger !

Pour beaucoup de militants de base, c'est, je vous l'assure, un grand désespoir, une grande tristesse, et pourtant cet élan unitaire ne peut pas venir de la base. Il doit venir de ceux-qui-font-les-discours, de ceux à qui nous avons donné mandat... et salaire pour ce travail de permanence politique Si vous êtes convaincus de la nécessité de ce regroupement des forces, si vous êtes convaincus qu'il est possible actuellement... alors faites-le comprendre à Mendès France, à Mitterrand, à Deferre et à leurs amis.

Si cette action n'est pas entreprise dans les mois qui viennent, je suis certain que la gauche française n'est pas pour demain.

FERDINAND DAVID,
Bordeaux.

C'était très beau

C'était en 1949. J'avais une douzaine d'années, et la majeure partie de mon temps passait à garder des chèvres dans la montagne de Kabylie, et à apprendre à lire et à écrire — quand c'est possible.

Un matin, à l'école, notre instituteur nous annonça que nous devions nous rendre sur la route — celle de Tizi-Ouzou à Fort-National — qui passe à quelques kilomètres de notre village, et ceci afin de souhaiter la bienvenue à « un ministre » qui devait passer là avec son cortège.

Je n'ai jamais su de quel ministre il s'agissait. On nous remit force drapeaux et pancartes que l'on nous recommanda d'agiter au passage dudit ministre, en criant d'abord « Vive M. le ministre » et aussi « Vive la France ».

L'Algérie française n'existait pas encore...

Après le passage d'une interminable file de voitures éclatantes — qui nous réjouirent d'ailleurs plus que tout — et de motards en noir et blanc, nous regagnâmes notre école en commentant l'événement et en se disputant les slogans les plus fort poussés.

C'était, je vous l'assure, très beau de voir tous ces montagnards, petits et grands, regagner leurs hameaux à pas lents, si seulement c'était spontané.

Tout cela, c'était pour vous dire que les « Forums » et la manifestation spontanée de « fraternité » ne datent pas du 13 mai 58.

SINACER A.,
C...

Vieilli de dix ans

Pourquoi avoir choisi pour illustrer la page une de votre dernier numéro une photo où le général de Gaulle paraît vieilli de dix ans et comme déformé ? Il me semble que ce ne sont pas des armes très loyales. De votre part, elles surprennent. Le combat à mener est infiniment plus sérieux...

ELIANE JUIN,
Paris.

[Nous avons enregistré plusieurs réactions analogues qui nous ont, autant l'avouer, surpris. Cette photo, lorsque nous l'avons choisie, nous a paru dramatique mais belle, et dépourvue de tout caractère désobligeant, alors que les instantanés du général de Gaulle sont souvent peu flatteurs.

Ce n'est, en tout cas, pas sur ce terrain que l'idée nous viendrait d'exercer délibérément l'ironie.]

Et encore dans notre courrier :

Le Comité Maurice Audin nous envoie la note suivante :

● C'est le 21 juin 1957 que Maurice Audin a disparu : nous nous faisons un devoir d'attirer votre attention sur le fait que le premier anniversaire de sa disparition tragique tombe ce samedi 21 juin. Depuis un an, les pouvoirs publics n'ont fait aucune lumière sur cette affaire dont de nombreuses enquêtes ont montré les aspects troublants.

Cette affaire est devenue le symbole de toutes les atteintes aux Droits de l'Homme et nous pensons donc que cette date anniversaire permettra de rappeler à vos lecteurs certains aspects déshonorants de la guerre d'Algérie.

LES PETITES ANNONCES DE L' EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

INSPECTION
confiée à CADRE
énergique et ambitieux, pouvant donner sérieuses références dans le domaine
COMMERCIAL-VENTE
Age minimum 30 ans, domicilié à
PARIS
ou environs. Connaissant parfaitement la SEINE et capable d'étudier le marché des départements limitrophes. Ne répondons qu'à C.V. manuscrit accompagné d'une photo. Ecr. à no 10.444 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris, qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS

EXCELLENTE SITUATION
A
jeune Maquettiste
DE VALEUR
dans important magazine hélio
Ecrire à O.P.G. no 372, 46, rue de Lille à Paris qui transmettra

Recherchons ETUDIANTS
ou autres personnes désireux de recueillir des abonnements pour « L'EXPRESS »
COMMISSION 30 %
Ecr. au journal L'Express 29, rue de Marignan, Paris

PROPOSITIONS COMMERCIALES

A personnalités intéressées par contacts avec industriels et commerçants américains, offrons parts dans société avec direction revue diffusée aux U.S.A. Ecr. Ch. FINCK, 22, r. La Condamine, Paris

PENSIONS

HOTES PAYANTS - Château XVe près SAUMUR
Parc - Bois - Cuisine soignée - Vie de famille
PRIX MODERES
Ecr. no 1915 L'Express, 29, rue de Marignan, Paris

FONDS DE COMMERCE

THEATRE
CENTRE PARIS - Aménagé - 150 PLACES
TUR. 56-63

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection, haute réputation (24e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

Tirage des I.P.R. Raymond Séguin 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

CETTE SEMAINE :

PAGE 3 Gouvernement
PAGE 4 La vie politique
PAGE 5 Le dessin de Jean Effel Economie
PAGE 6 Au Forum : Jean-Marie Domenach
PAGE 7 Tunis : Le câble de Jean Daniel
PAGE 8 Algérie : les activistes s'organisent
PAGES 10, 11 CE JOUR-LA : 18 JUIN 1940
PAGE 12 R. Crossman « L'étrange révolution française »
PAGE 13 Dessins : La France vue de l'étranger
PAGE 14 Liban : Un bien mauvais choix
PAGE 15 Conférence: l'Internationale socialiste
PAGES 16, 17 L'HISTOIRE DE MON AMI IMRE NAGY par Janos Szabo
PAGE 18 Le bestiaire de l'amour
PAGE 19 Turco Westerling aventurier
PAGE 20 Automobile Arts
PAGE 21 Justice Jeu
PAGES 22, 23 Le film qui pose des questions : « Quand passent les cigognes »
PAGE 24 Théâtre et cinéma : Les critiques
PAGE 25 Disques Peinture
PAGE 26 Lettres : La critique de M. Chapsal
PAGE 28 « Mauriac l'avait bien dit » par C. Roy
PAGES 29, 30, 31 Madame Express
PAGE 32 FRANÇOIS MAURIAC

LES AFFAIRES FRANÇAISES

GOUVERNEMENT

Le nouveau style

● ***Jean Ferniot raconte comment le Président de Gaulle, qui avait quitté le pouvoir depuis douze ans, travaille avec ses ministres.***

ENTRE le dimanche 20 janvier 1946, où le général de Gaulle annonça à ses ministres qu'il abandonnait le pouvoir — *« Au revoir, messieurs »* — et le dimanche 1er juin 1958 où, après l'investiture, le nouveau cabinet est allé déguster à l'Elysée la coupe de champagne traditionnelle — *« Bonjour messieurs »* — douze ans se sont écoulés.

Ces douze années ont changé bien des choses. Et d'abord le général lui-même.

Les arêtes du visage se sont effacées. La démarche, les gestes ont pris un flou ecclésiastique. S'il use toujours de cette langue classique, équilibrée, sobre, il est maintenant plus gouailleur que cinglant. L'arrogance s'est teintée de bonhomie, diluée dans l'extrême courtoisie.

Mais la liturgie gouvernementale n'a pas varié.

A l'heure dite

Dans le grand salon doré dont les portes-fenêtres ouvrent sur un parc profond, les ministres se hâtent, un peu avant l'heure fixée pour le Conseil, chacun portant sa serviette à la main et ses soucis sur la figure. Les murs, tapissés de Gobelins, racontent la vie de don Quichotte.

A l'heure dite, avec une exactitude toute militaire, le général descend de son bureau, situé au premier étage, et fait son entrée.

Il s'assied dans le haut fauteuil que la tradition réserve au président du Conseil, met ses lunettes aux verres épais et invite ses ministres à prendre place autour de la grande table oblongue.

M. Guy Mollet s'assied face au général.

M. Pierre Pflimlin à sa droite, M. Houphouet-Boigny à sa gauche.

Du gouvernement de 1946, il reste, auprès de lui, André Malraux, Edmond Michelet, Louis Jacquinot, Eugène Thomas. Ces quatre-là, plus encore que des ministres, sont des amis. En Conseil, le général se tourne parfois vers eux. A M. Guy Mollet et M. Pierre Pflimlin, il accorde parfois la faveur d'une parole ; aux autres, l'attention que l'on prête à des otages, s'ils viennent du Parlement, ou à des exécutants muets, s'ils viennent de l'administration.

En 1946, le général expédiait les Conseils à une allure record. Il lui arrivait d'interrompre une réunion ministérielle, d'annoncer : « La séance est levée », de repousser son fauteuil et de sortir. Certains ministres, dont les préoccupations étaient considérées par le chef du gouvernement comme dérisoires, ne parvenaient jamais à présenter une communication.

M. Paul Ramadier, qui assurait le Ravitaillement, parvint un jour, après des semaines d'intrigues, à se faire inscrire. Le général de Gaulle lui donna la parole sans même le regarder, tapota impatiemment son buvard tant que dura l'exposé et, celui-ci terminé, laissa tomber :

— *L'affaire est entendue.*

En 1958, lorsqu'un ministre prononce la formule rituelle :

— *Je suis d'accord avec mon prédécesseur...*

(A.P.)

M. ANTOINE PINAY, MINISTRE DES FINANCES
« Quelques minutes suffiront »

Le général coupe :

— *Si vous êtes d'accord, tout va bien. Poursuivons...*

Mais il se montre relativement moins expéditif.

Ça n'ajoute rien

Au Conseil de cabinet qui, au soir de l'investiture, préparait les projets lui conférant les pleins pouvoirs, le Garde des Sceaux, M. Michel Debré, annonça que ces textes seraient déposés sur le bureau des Assemblées.

M. Jean Berthoin, ministre de l'Education nationale, dont les interventions fréquentes exaspèrent visiblement le président du Conseil, lève la main :

— *Il est d'usage*, dit-il, *d'ajouter dans ce cas : « aux fins de ratification ».*

Le général de Gaulle hausse les épaules, gonfle les joues :

— *Ah... Je me demande pourquoi ces projets seraient envoyés au Parlement, si ce n'était « aux fins de ratification ». D'ailleurs, qu'il ratifie ou pas, la chose importe peu... Enfin, si cela vous fait plaisir, ajoutons « aux fins de ratification ». Ça n'ajoute rien à l'idée. Ça l'appauvrit plutôt...*

La bête noire de celui que ses ministres appellent « mon général » et non « Monsieur le Président », c'est M. Antoine Pinay, dont il disait en 1952, après la scission du R.P.F. :

— *Je n'ai pas sauvé la France pour la confier à Pinay.*

Il semble pourtant que sa verve s'exerce moins sur la personne même de M. Pinay que sur celle du ministre des Finances, symbole de ces chiffres, statistiques, indices et barèmes, auxquels le général voue des sentiments qui vont de l'indifférence à la colère.

Bon ! La prochaine fois

Lors d'un récent Conseil, M. Pinay est invité, à midi 20, à présenter un exposé de la situation économique et financière. L'interpellé s'exécute, mais il hésite, se reprend. Il suffit de quelques minutes pour que le général ne puisse en supporter davantage. Il

(*Suite page 5.*)

CORRESPONDANCES EXPRESS

M. DEBRE N'AVAIT PAS TOUT PREVU

● Par une inadvertance de M. Michel Debré, garde des Sceaux, responsable du texte de la loi sur les pouvoirs spéciaux, le gouvernement du général de Gaulle ne pourra pas décider de nouveaux impôts sans en référer au Parlement.

La loi prévoit, en effet, que les ordonnances devront respecter les « libertés essentielles, telles qu'elles sont établies par le préambule de la Constitution de 1946 et par la Déclaration des Droits de l'homme ». Or, aux termes de l'une et de l'autre, seul le Parlement a le droit d'augmenter ou d'alléger les impôts.

(Agip)

M. Michel Debré
Et les impôts ?

(Agip)

M. Georges Bidault
Et les aérodromes ?

Le Conseil d'Etat vient donc de faire savoir au gouvernement que tout décret entraînant la modification de la fiscalité entraînerait l'annulation du texte concernant les pouvoirs spéciaux.

M. Michel Debré n'a pas été félicité par le général.

M. BIDAULT N'EST PAS CONTENT

● M. Georges Bidault, qui entend rester sur ses positions, ne pardonne pas au général de Gaulle d'aller plus loin, en faveur de la Tunisie, que M. Félix Gaillard, par exemple, renversé sur les « Bons Offices » (et, en particulier, « l'abandon » des fameux aérodromes). Il se demande s'il ne serait pas opportun de saisir la perche tendue par M. Tixier-Vignancour qui vient de déclarer : « Si nos forces sont regroupées sur Bizerte je demanderai aussitôt la convocation de l'Assemblée Nationale ». La session parlementaire en effet n'est pas close. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait qu'elle ait duré au moins sept mois ; ce qui n'est pas le cas.

Mais M. Georges Bidault hésite (ses amis davantage encore) et craint une réaction de l'opinion lorsqu'elle apprendrait que les députés veulent s'opposer aux décisions du général de Gaulle en utilisant « les trucs du système ».

M. RENE COTY VOIT SES JOURS COMPTES

● Le général de Gaulle a déclaré que dans l'esprit de la nouvelle Constitution le Président de la République — « chef de l'Etat » — jouirait de pouvoirs étendus et ne serait plus simplement l'arbitre souvent impuissant qu'avait fait de lui la IVe République.

M. René Coty, qui jouait parfaitement le rôle de « président traditionnel », semble peu préparé à être un chef de l'Etat de type « Ve République ».

Mais le septennat de M. Coty n'expire qu'en 1960 et il est exclu que le général de Gaulle accepte de retarder de deux ans l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

Aussi, au cours du dernier trimestre de cette année, les Français, selon toute probabilité, seront invités à élire une Assemblée Nationale, un « Grand Sénat » (qui remplacerait le Conseil de la République, l'Assemblée de l'Union française et le Conseil Economique) et un Président de la République.

LES MAITRES DES JEUNES COLONELS

● Depuis la guerre d'Indochine un grand nombre de militaires français (parfois dans les camps de prisonniers du Viet-Minh) se sont initiés à la guerre « politico-révolutionnaire » et ont lu Lénine et Mao Tsé Tung pour y apprendre que « l'armée doit être dans un pays comme le poisson dans l'eau ». « L'Humanité » du 14 juin dernier — analysant les graves conséquences de cette politisation et dénonçant « l'utilisation par un mouvement fasciste d'une armée que les guerres coloniales et la répression ont pervertie » et dangereusement éduquée — évite soigneusement de citer Lénine et Mao comme les maîtres à penser des « colonels » et titre : « Le tsar (sic), Franco, Hitler et Tchang Kaï Chek (sic) : voici leurs maîtres... »

LES GRILLES DU PALAIS-BOURBON : FERMEES ?

● A la date du 5 octobre — pour le référendum constitutionnel — le général de Gaulle semble préférer celle du 28 septembre.

Huit jours seront en effet nécessaires avant que n'entrent en vigueur les stipulations constitutionnelles de la « Ve République ». La date de la rentrée normale de l'Assemblée nationale actuelle étant fixée au 7 octobre, ce délai — qui ne serait pas atteint si la date du 5 octobre était définitivement arrêtée pour le référendum — le serait au contraire si la consultation nationale avait lieu le 28 septembre.

Or la Constitution pourrait fort bien déclarer dissous l'ancien Parlement : les grilles du Palais-Bourbon et du Luxembourg resteront alors fermées jusqu'à l'élection des Assemblées nouvelles.

LE SORT DU GENERAL AGOSTINI

● Le général Agostini, résolument hostile à l'évacuation des troupes françaises du Maroc Oriental, telle que vient de la décider le gouvernement du général de Gaulle, serait remplacé à brève échéance. Il prendrait à Toulouse la succession du général Miquel, ancien commandant de la région de Meknès. Le Sud-Ouest, fief des colons réfugiés ou expulsés d'Afrique du Nord, resterait entre les mains — sur le plan militaire — d'un général favorable aux idées politiques des anciens colons.

Ainsi, à travers le même personnage, déplacé du Maroc dans la perspective d'une orientation « de gauche » et affecté en France dans la perspective d'une orientation « de droite » s'exprime une certaine politique d'équilibre.

UN PETIT COMMANDO SPECIAL A ALGER

● Lors de l'émeute du 13 mai, à Alger, un petit commando de manifestants résolus s'est rendu directement dans les bureaux où sont installés les services des Finances et du contrôle économique et y a détruit tous les dossiers légaux — dont la reconstitution est pratiquement impossible — établis notamment à l'encontre d'un certain nombre de colons et d'entreprises industrielles. Ainsi, et dès les premières heures, le « renouveau national » n'était pas perdu pour tout le monde.

L'AFFECTATION DE M. JACQUES SOUSTELLE

● Le bruit a couru toute la semaine que M. Jacques Soustelle, après sa tournée de courtoisie auprès des ministres d'Etat, prendrait place parmi eux au gouvernement.

Mais cette « affectation » pour le leader politique du Mouvement d'Alger, n'est pas celle qui a la préférence du général de Gaulle.

Le président du Conseil avait — jusqu'au milieu de la semaine en tout cas — une autre idée : décidé à reconnaître diplomatiquement la Chine populaire, il aimerait envoyer M. Jacques Soustelle à Pékin comme son premier ambassadeur.

M. ROBERT LACOSTE, AGITATEUR...

● Le jeudi 9 mai 1958, à 20 h. — soit quatre jours avant « le coup d'Alger » — M. Robert Lacoste, ministre résident, recevait à la préfecture d'Oran une délégation de « l'Amicale des Enfants du Périgord d'Oran » (sic) et déclarait à ses membres : « Les Algériens sont perdus si, d'urgence, ils ne font pas de manifestations de masse dans les rues, dans toutes les villes avec télégrammes, délégations à Paris, etc. Si vous ne faites pas cela d'urgence, vous êtes perdus ; les négociations avec le F.L.N. vont commencer ces jours-ci. »

Présent à l'entretien, M. Chaussade, secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie, ajouta : « Ecoutez le Patron, sinon vous êtes perdus. Descendez dans la rue. C'est votre seule chance de salut. »

M. Jacques Chaussade
Pas de calme !

M. Henri Lefebvre
Pas de club !

LE P.C. EXCLUT DES INTELLECTUELS

● Henri Lefebvre, le philosophe marxiste français, serait depuis vendredi exclu du Parti Communiste, ainsi que trois autres intellectuels, les docteurs Abramovitz, Perrin et Sapir.

Officiellement le Parti leur reproche leur « révisionnisme ». En fait, les uns et les autres se sont rendus coupables aux yeux de leurs censeurs d'appartenir au « Club de la Gauche ». Ce club, fondé en mars dernier, regroupe des intellectuels et des hommes politiques de gauche (parmi lesquels MM. André Philip, Léo Hamon, Gilles Martinet). En tout une trentaine de personnalités.

Il se propose « d'élucider par la réflexion et la discussion les tâches et les problèmes d'un véritable socialisme français » : les derniers travaux du club portaient sur la question : « Le réformisme est-il possible en France ? »

(Suite de la page 3.)

grommelle, se penche vers M. Pflimlin, hoche la tête. A midi 30, il explose :

— *En somme, vous n'êtes pas complètement prêt ?... Bon. Eh ! bien, nous verrons ça la prochaine fois.*

Le président du Conseil entend soigner sa publicité, qu'il considère comme un élément capital du succès de son entreprise. M. Pinay, pour l'avoir oublié, a eu droit à un coup de semonce.

Le lancement de l'emprunt avait été préparé dès le gouvernement Gaillard, et dans ses moindres détails ; jusqu'à la petite Marianne, pacifique tricoteuse des affiches, qui avait été choisie par M. Jean Lecanuet, collaborateur de M. Pflimlin, alors ministre des Finances.

De toute la préparation publicitaire de l'opération, M. Pinay comptait se donner le bénéfice. Le président du Conseil l'a écouté un instant. Il fronce les sourcils et précise, sec :

— *Naturellement, cet emprunt, c'est l'emprunt de Gaulle.*

Chacun s'accorde cependant à déclarer qu'il supporte beaucoup mieux qu'autrefois les réunions du Conseil privé. Il paraît même y trouver plaisir.

Il est vrai que jusqu'ici, aucun des vingt ministres n'a commis l'incongruité de répondre : « *Non, mon général* ».

JEAN FERNIOT.

ÉCONOMIE

Technique de la confiance

● ***Avec l'emprunt M. Pinay compte sur quelques facteurs psychologiques pour résoudre les problèmes français, et atteindre octobre.***

« ÇA *va marcher* », disaient mardi matin les employés de banques. Cet optimisme concernait l'emprunt 3,5 % 1958 annoncé par le général de Gaulle à la nation dans son allocution de vendredi. L'importance des ordres reçus par les banques, le nombre des souscripteurs qui se sont présentés dès le premier jour indiquent en effet que ce nouvel « emprunt Pinay » a pris un bon départ.

Or les problèmes économiques auxquels la France devait faire face sous le gouvernement Gaillard, il y a deux mois, n'ont fait que croître.

Les prix et les salaires ont continué à s'élever (18,8 % pour les premiers, 14 % pour les seconds par rapport à l'an dernier), l'insuffisance des crédits budgétaires s'est précisée puisque le président du Conseil envisage diverses dépenses supplémentaires, notamment pour le budget militaire, l'équipement atomique et la construction ; l'épuisement de nos réserves en devises a connu une sensible accélération comme en témoignent la décision de procéder samedi dernier au tirage de 66,25 millions de dollars sur le Fonds monétaire international (solde du crédit de 131,25 millions de dollars qui nous avait été accordé par cet organisme au début de l'année), et la communication faite cette semaine à l'O.E.C.E. pour indiquer que la France n'est pas en mesure de revenir sur la suspension de libération de ses échanges extérieurs intervenue il y a un an.

... et l'on vit se dresser sur le monde
L'homme prédestiné,
Et les peuples béants ne purent que se taire,
Car ses deux bras levés présentaient à la terre
Un enfant nouveau-né.

(*Les Chants du crépuscule*)

Les facteurs « de Gaulle »

Mais les conditions dans lesquelles se présentent les problèmes économiques se sont sensiblement modifiées. Entrent en jeu maintenant deux éléments nouveaux considérables : la personnalité du président du Conseil et le souvenir de l'expérience Pinay de 1952.

L'influence précise qu'exercera le général de Gaulle sur la politique économique et financière n'est pas encore décelable. Trois constatations peuvent cependant être faites :

1) Le général de Gaulle tient les questions économiques pour assez secondaires. Il a, en outre, tendance à être dépensier et semble avoir promis à ses ministres pas mal de routes, d'équipement militaire, d'écoles et de maisons, ce qui n'est pas pour plaire beaucoup à M. Pinay, dont l'esprit d'économie a été, il est vrai, très exagéré (le budget qu'il a présenté pour 1953 était plus déséquilibré que les quatre précédents) ;

2) Le nouveau chef du gouvernement croit fermement, mais d'une manière sans doute assez imprécise, que la France peut s'en tirer par ses propres moyens, ce qui permet de prévoir quelques soubresauts lorsque apparaîtra, même si on parvient à la masquer jusqu'au référendum, la nécessité d'emprunter encore à l'étranger;

3) La personnalité du général de Gaulle, ainsi que les circonstances dramatiques de son arrivée changent les données mêmes de notre crise économique et financière. C'est un fait par exemple que, malgré les efforts de la C.G.T., les revendications d'augmentation des salaires sont nettement moins vigoureuses. Il semble d'autre part que les facteurs d'ordre spéculatif — la hausse des prix et la détérioration de la balance des comptes — se soient quelque peu détendus.

Tel est le fond du tableau. Et maintenant que va faire M. Pinay ? Il joue la confiance. Sa première déclaration a été pour condamner les contraintes. Le lancement d'un grand emprunt vient de lui donner l'occasion de rendre publiques certaines perspectives de sa politique.

Beaucoup de lignes en demeurent vagues. C'est ainsi qu'en dépit des dépassements de crédits militaires, de l'insuffisance des crédits d'H.L.M., de l'octroi probable d'une subvention destinée à empêcher la hausse du prix du charbon, le ministre des Finances pense néanmoins pouvoir maintenir facilement « l'impasse » au niveau de 600 milliards. C'est ainsi encore que sont simplement « à l'étude » la réduction des importations, et le coût de l'intégration de l'Algérie.

Une chose est certaine, en tout cas, M. Pinay 1958 a son grand homme. Ce n'est pas le général de Gaulle : c'est M. Pinay 1952. L'actuel ministre des Finances a commencé à rendre un vibrant hommage à ce prédécesseur. Il continuera à s'y référer. L'emprunt 1958 est le frère cadet de celui de 1952, qui n'avait rapporté qu'une centaine de milliards « d'argent frais ». Doté comme lui d'avantages fiscaux importants, surtout pour ceux qui savent organiser leur succession avant de mourir, contre les prélèvements du fisc (1) ; à capital indexé sur le cours du napoléon, ce nouvel emprunt a suscité avant de naître une spéculation sur les titres de l'emprunt 5 % 1949, dont les spécialistes devinaient aisément qu'ils seraient repris au pair.

Il s'accompagne d'autre part d'appels caressants mais non équivoques aux capitaux français frauduleusement cachés en Suisse, aux Etats-Unis, au Canada :

« *Nous avons voulu donner la possibilité de souscrire aux Français ayant des capitaux à l'étranger, c'est-à-dire leur donner l'assurance qu'ils ne seraient pas pénalisés pour avoir dissimulé ces capitaux.* »

Amnistie présentée comme un substitut avantageux à la mendicité auprès de prêteurs étrangers.

L'or, mauvais placement

Enfin, la situation des porteurs du « Pinay 1952 » est en passant très améliorée, par abaissement de 4.000 francs à 3.600 francs du cours de référence de l'indexation à l'or. Il est amusant de constater que l'ensemble de la construction repose ainsi sur une contradiction :

« *L'or n'est pas un bon placement ; on est obligé, après six ans, d'abaisser de 400 francs le niveau de la référence qui y est faite ; il ne rapporte rien. Bien. Mais la principale sécurité apportée par le nouvel emprunt est précisément l'indexation sur le cours de l'or.* »

Hommage rendu au vice par la vertu.

La confiance, l'intérêt bien calculé et, c'est vrai, le civisme, doivent ignorer ces subtilités.

L'emprunt aura-t-il un effet anti-inflationniste ? Il ne le semble pas. D'abord parce que les emprunts ont rarement de telles conséquences, ensuite parce que le ministre des Finances accordera aux banques les facilités nécessaires pour en rendre aisée la souscription.

La lutte contre l'inflation sera menée par d'autres moyens. Essentiellement par la persuasion. C'est volontairement que l'épargnant devra emplir les caisses de l'Etat ; de même que l'effort d'exportation de l'industriel devra être, lui aussi, volontaire (« *Maintenant que nous avons M. Pinay, nous allons pouvoir augmenter nos exportations* », a dit l'un des chefs du syndicalisme patronal.)

Ne pas déplaire

C'est bien sur la persuasion enfin que le gouvernement compte pour arrêter, comme en 1952, la course des salaires et des prix. C'est dans cet esprit que M. Pinay a déclaré renon-

(1) Les titres de l'emprunt sont exonérés des droits de succession et peuvent servir à les payer.

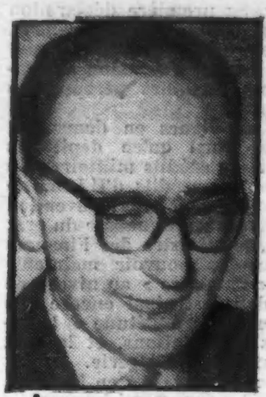
Un livre dense qui éclaire le visage de la Tunisie actuelle
Salah-Eddine TLATLI
TUNISIE NOUVELLE
Problèmes et perspectives
294 pages, une centaine d'illustrations
En vente : MAISON DU LIVRE FRANÇAIS, 4, rue Félibien, PARIS (VI^e) et LIBRAIRIE SALIBA, 3, rue Colonel-d'Ornano, TUNIS

HOLMES
Coupés dans des tissus de classe français et importés, HOLMES vous propose sa collection de vêtements FRAIS et LEGERS
22, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03

FORUM

L'APPEL

par J.-M. DOMENACH



J.-M. DOMENACH

LA peur de la guerre civile, le souci de sauver à tout prix l'apparence d'un Etat national, l'apologie de l'homme-miracle, la haine des libertés républicaines... en juin 40, c'était le pétainisme.

Ces sentiments-là ressortent à chaque crise française. Seules changent les gloires nationales que militaristes, ligueurs, bourgeois apeurés et politiciens en perdition vont chercher au trésor vivant de l'Histoire de France afin de protéger leurs biens et de calmer leur angoisse.

D'avoir vu de Gaulle acclamé par des fascistes, la croix de Lorraine brandie par des zazous, il n'est pas un des gaullistes d'autrefois qui n'en ait ressenti une morsure au cœur. Et puis quoi ? La droite a toujours pillé sans vergogne le passé de la France ; à l'exception de Robespierre, il n'est pas un grand homme qu'elle n'ait digéré. Laissons-lui ses hochets — les armes de notre passé. Une seule chose nous intéresse, en juin 58 comme en juin 40 : l'avenir de notre pays.

AUTOUR du général de Gaulle se condense le même brouillard d'illusion qui attira vers Pétain des masses désemparées : elles s'imaginent qu'un homme prestigieux est dépositaire de vertus hinstoriques permanentes, que la force qui le fit réussir une fois le fera réussir toujours, qu'il détient le don, le fluide, l'inspiration divine. Mentalité puérile, pré-logique. Hegel, qui pourtant goûtait les « individus de l'histoire mondiale », a écrit : « L'inspiration ne peut faire revenir dans une nation son génie enfui, conjurer par sa magie le destin d'un peuple. »

En juin 40, le général de Gaulle est un homme seul, assez enraciné dans la tradition patriotique et assez sûr de soi pour supporter d'être seul. Mais le succès de son appel ne tient pas à la richesse de son patriotisme ou à la fermeté de son caractère — d'autres héros, d'autres patriotes choisissent la voie de Vichy. A la fidélité s'allie chez de Gaulle l'imagination, faculté politique : il voit plus grand. Quand les dirigeants de Vichy pensent métropole, lui pense Empire, et quand ils croient la guerre perdue parce que la France est occupée, lui répond : « Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. » Dès le début, il évalue le conflit à sa mesure cosmique.

C'est parce que de Gaulle a vu plus juste et plus loin qu'il réussit à regrouper finalement la nation autour de lui. L'intuition de l'avenir ne faisait qu'un avec la vertu patriotique. Mais le mérite de l'intelligence était le plus rare et le plus grand. Elle replace la France dans le courant de l'histoire universelle, elle assigne l'avenir : « Le destin du monde est là. »

La pire comparaison qu'on puisse faire entre ces deux mois de juin ne tient pas aux sentiments — à cet odieux pétainisme qui vient s'abriter derrière l'adversaire de Pétain. Elle réside dans la différence des visions proposées. En 1940, c'est un combat universel pour la liberté, où la France doit reprendre son rôle. En 1958, c'est une crise française dont la cause serait le régime des partis, et le remède une Constitution rétrograde.

Mais la guerre sévit en Algérie. Depuis dix ans, les malheurs des Français procèdent de leur incapacité à décoloniser. Il faudrait les replacer une fois encore dans le grand courant d'une libération mondiale. Or, que dit le général de Gaulle ? En vérité, depuis quinze jours, il parle pour ne rien dire. La générosité française qu'il proclame semble signifier une intégration de l'Algérie, laquelle, à vue mondiale, est une absurdité et, à vue française, une impossibilité. Toutes les paroles de ce monarque ambigu n'ont fait jusqu'à présent que confirmer dans ses préjugés un égocentrisme français qui n'a pas plus d'avenir qu'à l'époque de Vichy.

Parce que nous avons crié : "Vive De Gaulle !"

CERTES, il ne nous appartient pas de demander tout et tout de suite. Entre Pétain et les Alliés, ce roi sans terre finit par l'emporter à force d'obstination. Juin 58 présente au moins, avec juin 40, cette ressemblance que l'homme reste seul — plus seul encore du fait que s'accroche à lui la troupe des faux amis — et qu'il doit encore louvoyer.

Le gaullisme, de 40 à 44, ce fut tous les compromis, mais au service de l'intransigeance. Le général disait à Londres, le 1er avril 1942 : « Nul n'a vis-à-vis des autres comme vis-à-vis de lui-même le droit de faire au mal aucune de ces lâches concessions qui mettent en danger la cause commune à tous. »

Les manœuvres politiques dans l'étroite marge de liberté qui reste à de Gaulle, nous n'en sommes pas juges. Mais nous connaissons, pour l'avoir déjà rencontré, le mal qui vient de resurgir en Algérie ; c'est le mal totalitaire, l'écrasement de l'homme par la brutalité et le mensonge. Avec ce mal il n'y a pas de compromis possible. Ou bien il sera étouflé ou bien il corrompra la France entière.

De Gaulle et quelques-uns de ses ministres connaissent parfaitement le vrai visage de la pacification. Après tout, Paris de Bollardière est aussi un général gaulliste. La torture relève d'un ordre avec lequel on ne passe pas de compromis. Le ministre de l'Information peut-il nous dire si le ministre de la Justice a prescrit une enquête sur l'affaire Alleg et quelques autres ? Ici, il faut décider sans ambages et l'on saura dans quel camp se rangent les gaullistes de 58, on saura s'il reste du compagnonnage des années glorieuses au moins le droit fil de l'honneur.

DE notre vie nous ne pourrons crier « A bas de Gaulle ! ». Trop de nos camarades sont morts avec ce nom dans la bouche. Mais parce que nous avons crié « Vive de Gaulle ! » à une époque où cela avait un sens et présentait un risque, nous pouvons regarder cet homme en face, comme un homme qui n'aurait rien pu faire sans le concours de sacrifices innombrables. Nous pouvons le rappeler à son destin, qui fut de tirer la France d'un stupide et lâche repliement.

Aujourd'hui, juin 40 signifie ceci : la colonisation française, qui eut sa grandeur, est une époque terminée. Tous les peuples du monde réclament leur liberté. Le patriotisme français ne conteste pas les autres patriotismes. Il les reconnait, il les aide. Il les appelle. Il appelle les peuples d'Afrique, et le peuple d'Algérie, à former une communauté de nations égales pour la réalisation française d'un grand dessein mondial, qui est de satisfaire la faim des hommes en nourriture et en dignité... Alors la France pourra reprendre son chemin, alors sera tarie la plaie qui, depuis dix ans, l'infecte corps et âme.

Tel serait l'appel de juin 1958. Et il n'est pas sûr encore qu'il ne soit pas lancé. Mais si, au lieu de ce nouveau départ, on va puiser dans les épopées mortes des illusions de grandeur, il se peut que la révolte algérienne se calme un temps et que l'union nationale rassemble les bons esprits rassurés. Mais le monde continuera d'avancer et il avancera contre nous.

Alors la France aura gagné une bataille, mais elle perdra la guerre.

---

cer au blocage des prix et vouloir recevoir les représentants des organisations de grossistes et de bouchers détaillants pour leur demander de baisser spontanément leurs tarifs.

On ne doit pas tenir pour négligeables ces données psychologiques dans nos difficultés économiques et financières actuelles. De même qu'il convient de ne pas sous-estimer l'influence d'une nouvelle expérience libérale sur le comportement des possédants. On voit mal cependant comment il sera possible de réaliser, par cette méthode, en même temps stabilité monétaire et expansion économique, sans faire une nouvelle fois appel aux prêts de l'étranger. A moins que, toujours spontanément, le Français n'accepte de restreindre sa consommation. Osera-t-on faire appel au civisme du ventre (pour la viande), et du carburateur (pour le pétrole) avant le référendum — au risque d'élever le pourcentage, faible aujourd'hui, des mécontents ? C'est le problème économique de l'été.

XXX.

UN DOCUMENT SONORE IRREFUTABLE
présentant l'actualité politique, littéraire et artistique par la voix de ceux-là même qui la provoquent

UN DOCUMENT SONORE IMPERISSABLE
qui vous permettra de constituer pour vous et vos enfants une extraordinaire phonothèque, véritable recueil d'Histoire contemporaine.

LE TEMPS QUE NOUS VIVONS
LES ARCHIVES SONORES DU MONDE
Un disque-magazine comme vous n'en avez jamais entendu !

AU SOMMAIRE DU N° I QUI VIENT DE PARAITRE :

A PROPOS DE SAKIET-SIDI-YOUSSEF avec une interview exclusive du Président BOURGUIBA, enregistrée à Tunis, le 15 mars dernier, et l'opinion de M. Georges BIDAULT.
LES EVENEMENTS D'ALGER avec l'enregistrement des déclarations publiques du général DE GAULLE et de M. PFLIMLIN et des documents sonores exclusifs pris sur le vif au Forum, avec les voix du général SALAN et de Jacques SOUSTELLE.

TOUTE L'ACTUALITE JUDICIAIRE, ARTISTIQUE ET LITTERAIRE avec des interviewes de Me Stephen HECQUET, Robert LAMOUREUX, Raf VALLONE, M. DROUANT, le Marquis de CUEVAS, Robert KEMP et Pierre BOULLE.
avec
LA PARTICIPATION INVOLONTAIRE de « PAMPLEMOUSSE » et de la marche du « PONT DE LA RIVIERE KWAI ».

LE TEMPS QUE NOUS VIVONS Réalisation Gérard SIRE et Georges FOLGOAS. N° 1
Un disque 33 tours 30 cm. en vente chez votre disquaire ou aux
DISQUES PRETORIA (Service EX.) - 50, rue Croix-des-Petits-Champs - PARIS (1er)

CONFÉRENCE

La réunion de Tunis

● ***Notre envoyé spécial Jean Daniel est arrivé à Tunis en même temps que les délégations marocaine et F.L.N. Voici son câble.***

A mon départ de Paris, une personnalité politique m'avait dit l'enjeu de la conférence de Tunis : la porte fermée ou non à la politique nord-africaine du gouvernement. C'est-à-dire l'échec ou le succès encore possible du général de Gaulle. Ce collaborateur du général faisait allusion aux intentions prêtées au F.L.N. de forcer la main aux Tunisiens et aux Marocains pour la formation du fameux gouvernement algérien en exil.

A mon arrivée à Tunis, le problème ne se posait plus seulement en ces termes. Le F.L.N. — dont l'importante délégation à Tunis, présidée par Ferhat Abbas, comprend Krim Belkacem, Boussouf et Ahmed Francis, — après avoir eu quelques difficultés d'ailleurs toutes formelles à se faire admettre officiellement comme participant puisque son intention était de former un exécutif algérien, a accepté dans un certain malaise de paraitre consulté alors qu'il était au centre des conversations.

Les Tunisiens étaient en pleines négociations avec les Français et sur le point d'avoir ce qu'ils demandent depuis deux ans, l'évacuation des troupes françaises. Les Marocains faisaient état du commencement d'évacuation déjà opéré dans l'Oriental. La question était de savoir si le F.L.N. compromettrait la conclusion de l'accord franco-tunisien. Le F.L.N., disait-on, est bien plus favorisé par la tension que crée la présence des troupes françaises que par une évacuation qui risque de provoquer une détente et de faire entrer la Tunisie et le Ma-

ce dans le jeu prêté à de Gaulle, isoler provisoirement l'Algérie.

Les déclarations du F.L.N. publiées dans « El Moudjahid », l'organe officiel du C.C.E., infirmaient cette thèse. Il est vrai que les troupes françaises immobilisées en Tunisie ne gênaient plus le F.L.N. Il est vrai que leur présence pouvait à chaque instant donner l'occasion d'incidents et favorisaient une extension possible du conflit algérien. Mais il ne semble pas que la tactique du F.L.N. ait consisté à s'opposer à une évacuation qui aurait plongé la Tunisie et le Maroc dans une situation internationale indéfendable.

Ce que l'on peut dire c'est que pendant toute cette nuit de lundi à mardi où le ministre plénipotentiaire à Tunis, M. Pierre Bénard, et à Paris M. Basdevant, ont lutté pour que tous les détails secondaires soient négligés au profit d'une conclusion rapide de l'accord, ils ont eu contre eux bien des tacticiens. In extremis, et ce fut un succès des négociateurs français, l'accord fut signé, avant que commence la Conférence de Tunis.

L'homme le plus présent dans cette conférence c'est le général de Gaulle. J'ai entendu son nom à tous propos. Le président du Conseil marocain a bien défini dès son arrivée à Tunis l'essentiel, la motivation profonde de cette réunion officiellement bipartite, et en fait tripartite, en disant qu'elle consistait à harmoniser les positions nord-africaines en face de la situation nouvelle créée par l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Depuis quelques jours, on ne peut avoir de conversations avec les personnalités tunisiennes, marocaines ou algériennes ou avec n'importe quel diplomate ou journaliste étranger sans entendre un long développement sur la psychologie du général de Gaulle ou une savante exégèse des discours du président du Conseil français.

La pression américaine

D'une manière générale, on espère peu de la politique algérienne de de Gaulle. La constatation s'impose et les réflexes sont certains. En même temps que l'évacuation si ardemment souhaitée arrive maintenant officiellement, on prend les devants et l'on dit qu'elle arrive « bien tard » et dans un contexte où elle devient « *une mesure antialgérienne au lieu d'être un geste libéral désintéressé* ». C'est assez déprimant et l'on voudrait bien inviter les hommes à n'être pas de ceux dont le général de Gaulle déclarait récemment qu'à force de critiquer ils avaient renoncé à l'espérance. Mais cette rupture progressive avec la France, dont j'ai ces derniers mois noté les signes évidents, a été beaucoup trop consommée dans les cœurs pour disparaître du fait d'une mesure libérale isolée.

Le fait non moins important c'est que les Tunisiens et les Marocains, certains d'entre eux par foi, d'autres par contrainte, ont néanmoins décidé d'ouvrir un crédit, de donner un délai à de Gaulle, l'espace de l'été, avant de faire de leur rupture sentimentale une rupture dans les faits.

A l'origine de ce choix ou de cette contrainte il y a évidemment les Américains dont l'attitude impressionne profondément les Nord-Africains. Toute la politique tunisienne était axée sur un éventuel recours aux Etats-Unis. Pour le moment, cela n'est plus possible et les Tunisiens le savent. Les deux interventions les plus remarquées ici ont été celle de M. Walter Lippmann, célèbre éditorialiste américain, admirateur et ami de Bourguiba : il a écrit qu'il fallait à tout prix soutenir de Gaulle ; la seconde étant celle de M. Stevenson, réclamant que l'Amérique accorde à la France une aide économique dont l'ambassade des Etats-Unis à Tunis avait cru pouvoir assurer les Tunisiens avant de Gaulle qu'elle ne serait plus renouvelée sans un grand changement dans la politique nord-africaine de la France.

L'exposé de Bourguiba

En déjeunant dimanche avec le correspondant du «New York Times», le président Bourguiba a dit sur ce point et ses inquiétudes et son amertume. L'article qui a été fait après ce déjeuner, publié en première page du plus influent des quotidiens américains, contient un argument de poids dont j'ai vérifié qu'il était ressenti par l'ensemble des participants à la Conférence de Tunis.

M. Bourguiba déclare qu'il comprend le délai accordé à de Gaulle dans l'intérêt de tous. Mais encore faudrait-il, selon lui, que pendant ce délai toutes les assurances soient données. Or, précisément, c'est pendant ce délai que tout peut arriver : de Gaulle ne contrôle pas Alger. Lorsque le général a répondu par un télégramme assez ferme au Comité de Salut Public, les Tunisiens ont respiré, mais le lendemain on acceptait que les militaires restent dans le Comité et les Tunisiens ont considéré que c'était une nouvelle capitulation. Or, si par un coup de folie les hommes d'Alger tentaient quelque chose sur la Tunisie, M. Bourguiba prétend n'être plus sûr de l'intervention américaine, au moment même où il s'est coupé de Nasser. Il imagine même possible, puisqu'il est, dit-il, l'ennemi n° 1 des Français et des Egyptiens, qu'une sorte de coalition de Gaulle-Nasser pourrait se dresser contre lui.

Avant donc de donner à de Gaulle un délai pour lui permettre de revenir aux conceptions qu'on lui a toujours prêtées sur l'Algérie, il faudrait d'abord s'assurer que de Gaulle gouverne Alger. Sinon, c'est à Alger seulement que les Américains auraient donné un délai, un crédit, en somme, accordé aux hommes qui poussent à la guerre dans toute l'Afrique du Nord.

Tel est l'exposé de M. Bourguiba. Devant ces positions il est difficile de faire état de la situation actuelle de la France et de celle de son armée pour faire comprendre les difficultés du général de Gaulle. Les Algériens considèrent seulement que le fameux délai correspond tout simplement à une coalition atlantique pour écraser la révolution algérienne. Ils déclarent que les jeux sont maintenant très clairs : il s'agit selon eux de savoir si les Tunisiens et les Marocains vont aider, si peu que ce soit, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Europe et l'OTAN à exterminer les insurgés et à intégrer par une occupation permanente l'Algérie à la France.

Comme à Tanger, les vrais résultats de la conférence de Tunis ne seront connus qu'une semaine après. Mais en fait, le général de Gaulle les connaît déjà : les Nord-Africains, sceptiques, vont temporiser, parce qu'ils y sont bien obligés, mais ce n'est nullement une marque de confiance. Malgré les différends, les conflits intérieurs, malgré des conceptions souvent opposées sur la coopération avec la France et surtout la politique extérieure, les participants de la Conférence de Tunis se sont organisés pour exploiter la moindre faille.

Crainte de Nasser

Après cette réunion les Tunisiens et les Marocains paraissent encore plus armés qu'avant pour refuser tout ce qui pourrait paraître comme une complicité avec la France aux yeux du F.L.N. La force du F.L.N. s'est révélée ici comme déterminante dans la mesure où elle utilise des données internationales auxquelles les Nord-Africains restent d'une extrême sensibilité.

Ils disposent actuellement du soutien de toute la partie dynamique du monde arabe, celle-là même précisément que redoutent les Tunisiens et les Marocains. On sait que le président Nasser était nettement favorable à la promulgation d'un gouvernement algérien au Caire. Cela obsède M. Bourguiba qui s'estime personnellement visé par les Egyptiens. Cela préoccupe également les Marocains pour qui la solidarité arabe ne s'est jamais confondue avec le nassérisme. Les leaders du F.L.N. ne sont d'ailleurs pas plus nassériste que les autres, mais dans leur volonté de parvenir coûte que coûte à leurs fins, ils exploitent toutes les cartes qui sont à leur disposition.

Le crédit de l'été

Cependant, ce qui m'a le plus impressionné au cours de ces journées, c'est l'influence que possède un pouvoir central fort en France. Dans la mesure où de Gaulle rétablit son autorité sur Alger, des choses lui sont encore permises. Je pense même que certaines situations qui paraissent extrêmement sombres aujourd'hui pourraient être complètement renversées si le président du Conseil opérait de façon spectaculaire un rétablissement tel que Paris paraisse enfin gouverner.

Car ce qu'un leader algérien a répondu de plus décisif à un ministre marocain qui lui demandait d'attendre quelques semaines avant de juger de Gaulle c'est cette phrase :

« *Nous n'avons même pas à examiner ce que pourront devenir les théories algériennes du général de Gaulle, nous avons à juger les actes de Salan, de*

→

M. Ferhat Abbas, président de la délégation F.L.N. a Tunis
Les pays frères ne refusent pas un crédit à de Gaulle

EVIAN
L'eau qui rince les reins
FORTEMENT DIURÉTIQUE • FAIBLEMENT MINÉRALISÉE
Si pure! Si légère!

Sélection exclusive des plus beaux costumes légers :
Tergal, Alpaga, Airway, Lin
COSTUMES depuis.. 24.900 fr.
VESTONS depuis.... 14.900 fr.
PANTALONS depuis. 4.900 fr.
GARY
73, Champs-Elysées

Massu, de Trinquier et des autres maîtres d'Alger. »

C'est dans ces conditions que les Algériens sont partisans de la guerre générale à outrance, de la reprise du terrorisme urbain, de l'accroissement de la tension dans toute l'Afrique du Nord pour essayer de provoquer la chute de de Gaulle, lever les équivoques et mettre les Etats-Unis devant leurs responsabilités.

Mais ce gouvernement algérien qui n'a été que retardé continue de représenter une menace pour les semaines à venir. Les Tunisiens et les Marocains ont développé les avantages de l'évacuation et souligné la nouvelle attitude des Etats-Unis. Ce qu'il convient de faire, ont-ils déclaré, c'est d'ouvrir les yeux des Américains sur l'impasse nord-africaine dans laquelle s'engage le général de Gaulle. Pour cela, eux aussi ont besoin d'un délai.

Est-ce un faux calcul ? On ne peut pas le dire. Ce qui est certain, c'est que, passé le fameux délai, les Etats-Unis ont déjà promis aux Tunisiens de satisfaire leurs demandes d'armes à la condition, ajoutent-ils, que la France ait au préalable refusé de les satisfaire. Cela veut dire qu'après ce délai les Américains se disposent eux aussi à reprendre leur liberté. Malgré la détente provoquée par l'accord franco-tunisien et le télégramme chaleureux du Sultan au général de Gaulle, la France a seulement le crédit de l'été.

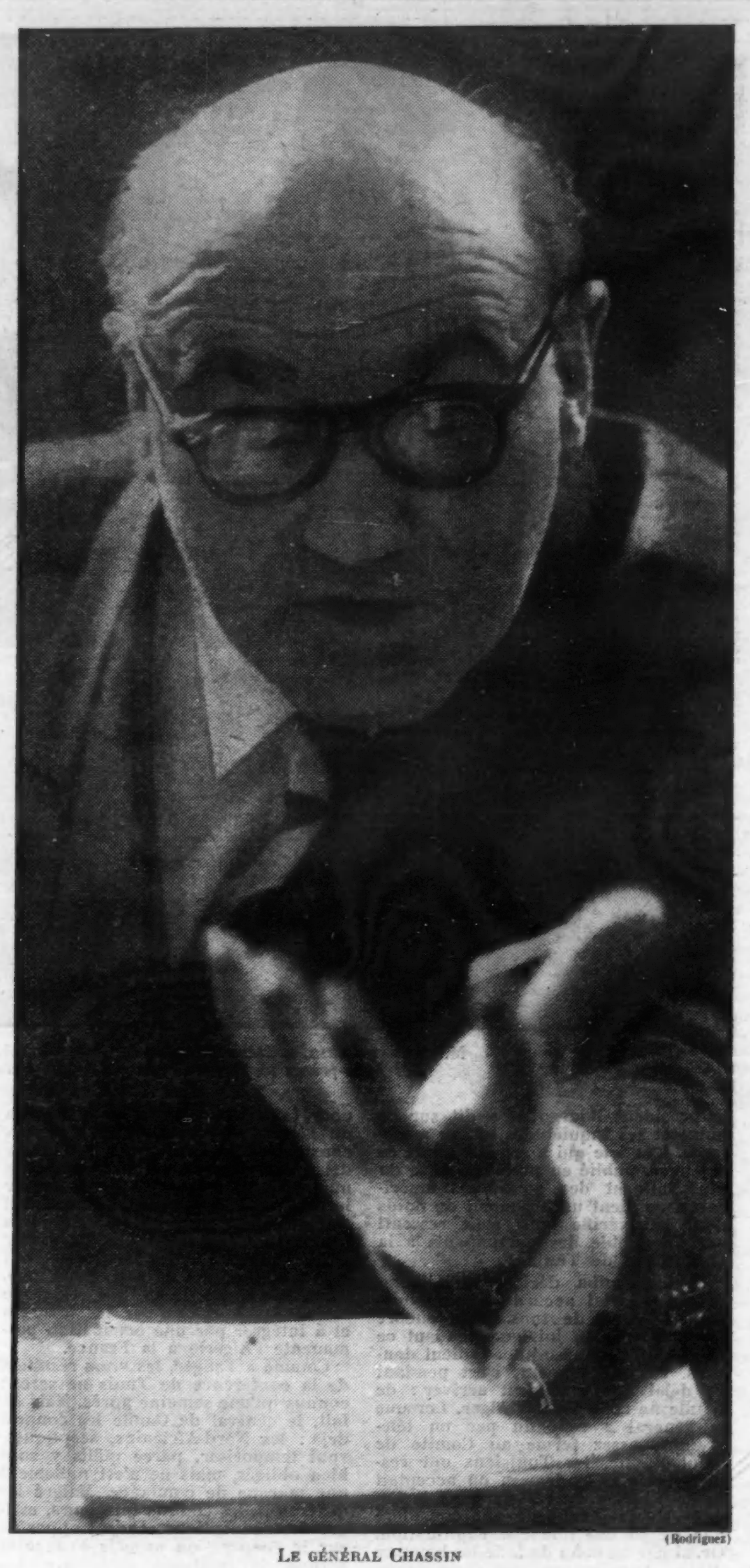
JEAN DANIEL.

ALGÉRIE

Les activistes s'organisent

● ***Se servant du général de Gaulle — malgré lui — les néo-gaullistes, les para-gaullistes et les pseudo-gaullistes consolident leurs positions et préparent la « révolution ».***

EN arrivant samedi matin dans la cour de l'Hôtel Matignon, pour son rendez-vous avec le général de Gaulle — qui fut suivi d'une large tournée des ministres — M. Jacques Soustelle arbora un sourire remarqué. La situation ne manquait pas de piquant. Lui qui avait quitté la France dans des conditions rocambolesques, dignes des meilleures traditions des services secrets, se retrouvait au grand jour, à la présidence du Conseil. Lui qui avait été la cheville ouvrière du « Mouvement d'Alger », puis le cerveau des Comités de Salut Public revenait à Paris la tête haute, pour se « rendre utile »...



(Rodriguez)

LE GÉNÉRAL CHASSIN

Organiser la nation par un Directoire de guerre !

Depuis le télégramme du général de Gaulle au général Salan l'heure n'est plus en effet aux motions incendiaires ni au coup de poing sur la table. Le rôle payant est aujourd'hui celui de « modérateur ». Et M. Soustelle a démontré à tous ses interlocuteurs que toute son action n'a jamais visé qu'à limiter les conséquences de l'insurrection d'Alger. Ce qui faisait dire à un observateur politique :

> *« Il y a du pyromane en Soustelle, du pyromane qui prétend ensuite apporter son aide aux pompiers... »*

En fait, nul ne méconnaît sérieusement la part prépondérante que M. Jacques Soustelle a prise dans les événements du 13 mai et leur suite. Mais aujourd'hui M. Soustelle et les Comités de Salut Public cherchent le deuxième souffle. Théoriquement ils ont échoué sur la métropole : malgré l'insistance de M. Delbecque durant deux voyages successifs à Paris, le général de Gaulle leur a refusé l'autorisation officielle de s'étendre, comme en Algérie, sur toute la France. La lutte se poursuit maintenant sur plusieurs plans, selon les affinités personnelles et les tendances des différents membres du comité d'Alger.

Tout le monde a pris l'étiquette gaulliste : c'est vis-à-vis de l'opinion métropolitaine la caution la plus sûre. On distingue à Alger, cette semaine, les « *pseudo-gaullistes* » les « *néo-gaullistes* » et les « *para-gaullistes* ».

Les civils activistes

Les « *pseudo-gaullistes* » sont les activistes des mouvements anti-terroristes. Ils doivent à peu près tous à M. Robert Lacoste d'être en liberté. Des enquêtes précises ont démontré leurs responsabilités dans plusieurs attentats, dans plusieurs affaires de tortures « privées ». Il y a là les membres du C.R.F. qui se sont illustrés dans la fameuse affaire de la « Villa des Sources » : MM. Martel, Orthis, Crespin, etc. Il y a le réseau de l'O.R.A.F. dont le leader est le docteur Lefèvre. C'est ce groupe qui a à son actif l'attentat au bazooka contre le général Salan. Il y a, enfin, les poujadistes de M. Goutallier et le groupe de M. Lagaillarde, spécialisés les uns et les autres dans les opérations de choc, en liaison avec les « biaggistes ».

Ce sont les éléments les plus actifs, ce sont eux qui viennent de se manifester le plus rapidement sur la scène métropolitaine. Le docteur Lefèvre était présent à Angers, jeudi, au congrès poujadiste. M. Lagaillarde était aux côtés du général Chassin qui a lancé vendredi, à Paris, le « Mouvement du 13 mai ». Lundi, enfin, c'était le tour de Mᵉ Biaggi. Pour les uns et les autres l'affaire est claire : le système c'est aussi la démocratie et la République — tout cela doit disparaître, pour faire place à un nouveau régime.

Il y a, d'autre part, à Alger, les « *néo-gaullistes* ». Les plus représentatifs sont MM. Delbecque et Neuwirth. Leur admiration pour de Gaulle est sincère, mais ils sont convaincus que de Gaulle doit être « éclairé » sur son véritable devoir.

Pour eux, en effet, de Gaulle ne doit pas recommencer l'erreur de 1945. Comme le dit M. Delbecque :

> *« Nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne ».*

Ils ont, avec M. Soustelle, qui est leur chef, l'impression d'avoir fait une vraie révolution. Le 13 mai devait, pour eux, se prolonger par l'extension immédiate à toute la métropole d'un mouvement de masse encadré, par exemple, par les Républicains Sociaux. Le général de Gaulle les freine. Ils comptent sur l'appui actif des militaires d'Alger pour continuer leur travail.

Les militaires révolutionnaires

Les militaires d'Alger sont les « *para-gaullistes* ». Ils ont pour de Gaulle une grande admiration ; mais le général leur semble déjà d'un autre âge. C'est l'homme de la guerre classique. Il ne s'est pas penché, comme eux sur la guerre « révolutionnaire » qui, plus que la guerre « atomique », semble la guerre de demain, qui est en tout cas leur affaire.

Ils sont intimement convaincus que la guerre d'Algérie est aujourd'hui la « *Marne de l'Occident* », que l'Occident doit se transformer de fond en comble, et en particulier la France, pour gagner cette lutte. Le moyen ? C'est Milites (nom de plume d'un groupe de jeunes officiers) qui l'a exposé dans « Messages des Forces Armées » sous le titre : « L'Algérie, l'armée et la révolution », en écrivant :

> *« Organiser en conséquence la nation, à l'échelon central par les soins d'un Directoire de Guerre concentrant entre ses mains les pouvoirs politiques, économiques, psychologiques et militaires. »*

Tels sont le but et l'intention des offi-

ciers « activistes » du Comité de Salut Public d'Alger. Ils ont pris conscience, depuis que leur action a fait disparaître le « système » au profit de leur candidat, le général de Gaulle, d'être une force politique. Le général Salan a décidé « statutairement » que les Comités consacraient « *l'unité indéfectible de l'armée et de la nation* ». Pour cette raison, ils ne veulent pas quitter les Comités : c'est l'instrument de leur lutte « politico-militaire », que le terrain soit algérien ou métropolitain.

Qui sont ces officiers ? Il y a les quatre colonels : Goussaut, Godard, Trinquier, Thomazo. Ce sont eux qui ont mis au point la semaine dernière la manœuvre qui a abouti à l'adoption de la fameuse motion qui fit scandale à Paris. Il s'agissait d'entraîner le général Massu qu'ils jugent « borné ». Ils firent rédiger deux textes, le premier extrêmement violent exigeant la dissolution immédiate du parti communiste, l'instauration d'un régime à base de comités de salut public, etc. Celui-là Massu l'écarta. Et il se jugea « modéré » en acceptant le second, celui que les inspirateurs de la manœuvre voulaient voir adopter.

Quelques réticents courageux

Ces officiers n'ont qu'une estime relative pour le général Salan. Ils le jugent à la fois trop habile et trop mou : il fait, à sa façon, partie du système. Et de Gaulle leur semble maintenant suspect : il a appelé auprès de lui trop d'hommes marqués par les « partis ». Mais tactiquement ils acceptent aujourd'hui l'étape « transitoire » et se préparent pour « après le référendum ».

Ils n'ont pas toute l'armée d'Algérie derrière eux. Il y a par exemple le colonel Bigeard qui a déclaré publiquement en faisant allusion à ceux qui lui ont reproché de ne pas participer au complot : « *Je suis contre le fascisme. On nous a demandé de casser du fellagha, non du parlementaire...* »

Un autre colonel de parachutistes, le colonel Brothier, est dans les mêmes dispositions d'esprit : il a en plus pour les ultras une grande aversion et a témoigné de son respect pour le général de Bollardière. Il y a encore le général Rethoré, qui est tout simplement républicain. Pendant le voyage du général de Gaulle il s'est ingénié à donner un sens loyaliste et démocratique aux manifestations en Oranie.

Il y a le colonel Marey, commandant l'Ecole inter-armes de Cherchell, qui a été plus net encore : il a fait savoir par note de service que tout officier, relevant de son autorité, qui participerait à des réunions de « Comités de Salut public », aurait soixante jours d'arrêts de rigueur.

Ces officiers ne sont sans doute pas isolés, mais pour l'instant ce sont les seuls qui se soient délibérément et publiquement opposés aux colonels « activistes ».

Leur situation risque de devenir difficile : toute l'Algérie est maintenant entre les mains du général Salan et des inspirateurs du mouvement d'Alger. En s'installant cette semaine dans le fauteuil de M. Robert Lacoste, au siège de l'ancien ministère de l'Algérie, le général Salan a démontré spectaculairement qu'une nouvelle mission était dévolue à l'armée : celle de l'administration directe. Les préfets et les sous-préfets chassés de leurs bureaux, puis internés, ont disparu : ce sont les généraux qui exerceront maintenant toutes les fonctions ordinairement dévolues au pouvoir civil. Seuls ont trouvé grâce les fonctionnaires civils qui ont donné des gages : M. Barret, l'ancien igame d'Alger, destitué par M. Pflimlin pour son rôle le 13 mai et M. Regard, l'adjoint de M. Soustelle et leader de l'U.S.R.A.F. à Alger.

C'est une nouvelle satisfaction majeure que le général de Gaulle vient de donner aux leaders du 13 mai : l'armée gouverne l'Algérie, et ne doit, sur place, des comptes à personne. Et elle prend, dès maintenant, toutes ses précautions pour la suite.

Les préfets métropolitains se trouvent dans certaines régions en face des mêmes généraux qui les avisèrent, au cours des événements succédant au 13 mai, qu'ils auraient à remettre entre leurs mains tous les pouvoirs. Les rapports de préfets, reçus à Paris, font état de l'attitude pour le moins « cavalière » que continuent d'adopter les militaires de leurs départements, malgré l'installation à l'Hôtel Matignon d'un chef de gouvernement légal.

Répartition des tâches

En même temps les « missions » se multiplient sur les états-majors et les commandements militaires de province en métropole. Les plus « chauds » sont les aviateurs. Un de leurs chefs, le général Jouhaud, vient d'être appelé par le général Salan à prendre sa succession au commandement interarmes des armées d'Algérie. C'est un de ceux qui ont joué à Alger un rôle « politique » de premier plan, avec l'amiral Auboyneau (qui commande la Flotte en Méditerranée). Des contacts se prennent en leur nom. Divers « réseaux » se recoupent.

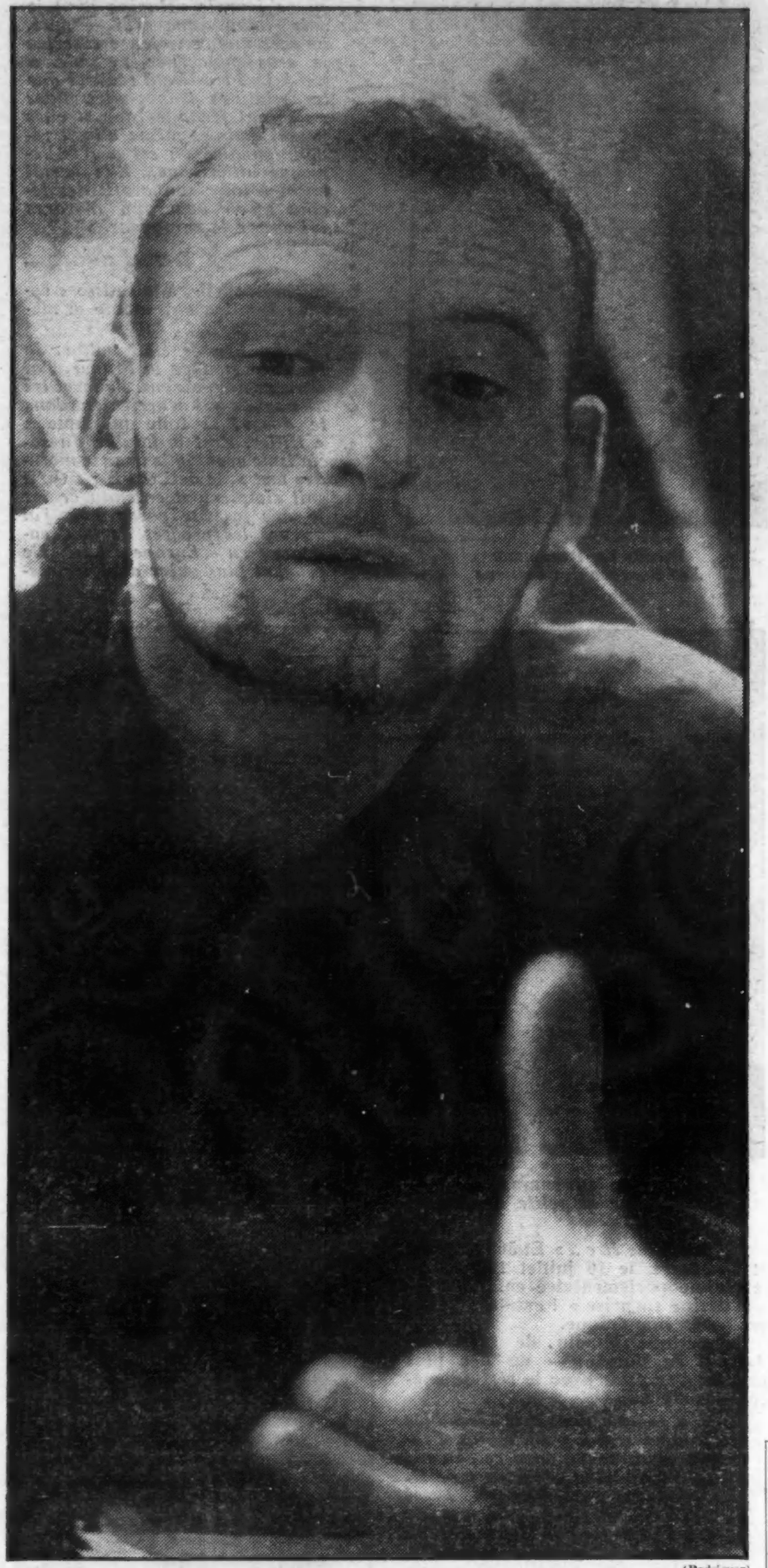
C'est ainsi qu'il est très souvent question du général Lecomte, qui provoqua, il y a trois ans, au Maroc, la première capitulation du pouvoir civil, celui de M. Edgar Faure, en faisant échouer le plan Grandval.

Ces contacts « militaires » ne sont pas les seuls. M. Soustelle n'a pas oublié qu'il fut chef du B.C.R.A. : déjà il avait intégré à l'U.S.R.A.F. d'anciens membres de ses réseaux dont en particulier le colonel Paillole. Le courant était déjà lancé le 13 mai : c'est un groupement de résistance qui a préparé et réalisé l'évasion de M. Soustelle. A Paris et en province des Comités clandestins sont chargés de regrouper les dirigeants de certains mouvements de résistance sous l'égide de M. Soustelle.

Ainsi les gens du 13 mai marquent leur intention, par différents moyens, d'aller « *jusqu'au bout* ». Le coup d'Alger a prouvé, à leurs yeux, qu'avec l'appoint de quelques activistes on pouvait déclencher et contrôler une révolution. Tout se passe actuellement comme si, fort de ce précédent, le Comité de Salut Public d'Alger avait adopté une sorte de « division du travail ». D'abord, contrôle de toute l'Algérie par les militaires les plus acquis. Ce sera bientôt chose faite. Ensuite, officiellement, rassurer, et gagner du terrain à Paris. C'est le jeu de M. Soustelle.

Vers quoi ? Si le général de Gaulle ne « trahit pas », tout ira bien : les activistes s'offriront le luxe de la légalité. Mais si le président du Conseil entend vraiment gouverner sans entériner les volontés du Mouvement, il s'agira alors de parer à ces « défaillances ». C'est la deuxième étape, que l'on prépare, à toutes fins utiles, pour septembre-octobre.

CLAUDE KRIEF.



(Rodriguez)

M. PIERRE LAGAILLARDE
Et si le général de Gaulle trahit ?

— Société du —
journal L'Express

L'assemblée générale ordinaire de la société anonyme « L'Express » s'est tenue le 29 mai 1958. Les comptes de l'exercice 1957 ont été approuvés par les associés.

Voici les principaux postes du compte d'exploitation pour l'année 1957, que « L'Express » porte ici à la connaissance de ses lecteurs.

RECETTES	
Abonnements	39.118.850
Ventes	208.305.963
Publicité	83.918.295
Droits de reproduction	699.732
Vieux papiers	4.175.299
Recettes diverses	1.943.109
	338.161.248

DEPENSES	
Traitements et salaires	96.321.061
Charges sociales	13.588.057
Papier	73.269.508
Frais publicité et courtages	26.034.624
Frais de vente	9.092.178
P.T.T.	4.406.754
Autres dépenses d'exploitation	82.635.892
Frais généraux	18.220.276
Impôts et taxes	10.728.771
	334.297.121

L'EXPRESS
ABONNEMENTS DE VACANCES
Si vous voulez être assuré de trouver « L'EXPRESS » chaque semaine pendant l'été, vous pourrez souscrire des abonnements spéciaux de vacances au prix de :
100 francs par numéro
Règlement à « L'EXPRESS », 29, rue de Marignan soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

VERS ISRAËL
par la
ZIM SHOHAM
COMPAGNIE ISRAELIENNE DE NAVIGATION
SERVICE RÉGULIER
MARSEILLE-HAÏFA
VOYAGES INDIVIDUELS ORGANISES
5, avenue de l'Opéra
PARIS

(Cossira)

ANATOLE DE MONZIE
On n'entend même plus d'abois

(Cossira)

DRIEU LA ROCHELLE
J'ai horreur des vaincus

CE JOUR-LA

Les Voix de 1940

● ***Le 18 juin 1940 s'ouvrait le procès de la République et de la France.***

A la barre, ces témoins : Montherlant et Drieu, Giraudoux et Saint - Exupéry, Marc Bloch, Bernanos...

● **17 JUIN - 12 H. 30.** — Dans un bureau de la préfecture de Bordeaux, assis devant une table de bois blanc, le maréchal Pétain achève de lire le « message aux Français » qu'il vient de rédiger :

« Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire, pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités... »

● **18 JUIN - 18 H.** — Dans un studio de la B.B.C., à Londres, le général de Gaulle, très pâle, s'approche du micro et déclare :

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat (...) Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est - elle définitive ? Non !... (1)

Dans quatre jours, l'armistice sera signé. Trois semaines plus tard, dans les salles du Casino de Vichy, 666 parlementaires — les mêmes parmi lesquels avait été constituée, quatre ans plus tôt, une majorité de Front Populaire !... — adoptent par 569 voix contre 80 et 17 abstentions le projet de résolution donnant tous pouvoirs au gouvernement de la République présidé par le maréchal Pétain afin de promulguer la nouvelle Constitution de l'Etat français.

Le maréchal Pétain n'a pas assisté à la séance. Il a simplement déclaré qu'il quitterait le gouvernement si le projet — présenté par Pierre Laval — était repoussé. Terrassés, selon Léon Blum, *« par une peur abjecte »*, par la peur *« des bandes de Doriot dans la rue, des cavaliers de Weygand à Clermont-Ferrand, des blindés allemands qui sont à Moulins, des gendarmes français qui sont partout »*, 666 parlementaires ont entendu Laval s'écrier :

« Certains déclarent que le projet du gouvernement, c'est la condamnation du régime parlementaire. Je proclame qu'il n'en est rien, car c'est la condamnation, non pas seulement du régime parlementaire, mais de tout un monde qui a été et qui ne peut plus être... » Et 569 députés et sénateurs, le 10 juillet 1940, avec le régime parlementaire enterrent — « O divine surprise » ! exultera Maurras — la République.

Sarcastique témoin de la scène, Anatole de Monzie — un des plus pressés d'en finir avec le régime exécré — note :

« Jamais, dans une Assemblée française, il n'y eut moins d'enthousiasme que dans ce congrès de Vichy où la présidence de M. Jeanneney rappelle un passé spectral. En 1874, au temps du maréchal de Mac-Mahon, Gambetta, à propos de dictature, parlait des « médiocrités aux abois ». *Cette fois on n'entend même plus d'abois ».*

Le 18 juin 1940, au moment même où un Maréchal « raisonnable » accepte une défaite qu'un général « illuminé » refuse, s'ouvre le procès de la République et de la France. De ce procès, voici, parmi ceux dont le métier était de témoigner pour leur époque, quels furent — des deux côtés de la barre — les premiers et les plus éloquents témoins.

(1) Voir « Le 18 juin heure par heure » dans *L'Express* du 21 juin 1957.

(Bernand)

HENRY DE MONTHERLANT
Pleurons sur la petite France

Montherlant se réjouit...

Montherlant célèbre « le Solstice de Juin » et se réjouit au spectacle des femmes qui *« pleurent et se frappent la poitrine »*. Il écrit :

« Elles pleurent, les villes pleurent, des nations entières pleurent ; on dirait — quelle dérision ! — que tout le monde antique, à travers le temps, pleure sur la petite France ; pleure sur cette armée de France qui s'est desséchée en quelques jours, comme les fleurs du Jardin d'Adonis. Et moi aussi je pleure sur la mort de la France, mais, comme les femmes d'Alexandrie, sachant que ce que je pleure, en quelque façon, ressuscitera. La victoire de la Roue solaire (2) *n'est pas seulement victoire du principe solaire qui est que tout tourne. Je vois triompher en ce jour le principe dont je suis imbu, que j'ai chanté, qu'avec une conscience extrême je sens gouverner ma vie. »* (...) *« La France a à réaliser que les relations franco-allemandes ne seront fécondes que si elles jouent dans ce même climat révolutionnaire où est née l'Allemagne hitlérienne... Elle aurait enfin à faire son profit des leçons qu'en beaucoup d'ordres lui donne le vainqueur. »*

(2) La croix gammée.

(Lipnitzki)

JEAN GIRAUDOUX
Je change mon testament

Drieu adore...

Drieu La Rochelle, à la sottise « solaire » de Montherlant, ajoute le masochisme :

« La France était battue. Je me détournai de la France. J'ai horreur des vaincus. J'adorai les Allemands qui m'arrivaient dans le dos », la folie politique : *« Hitler, c'est la fatalité du socialisme accomplie avec le moindre mal »*, le défi enfin : *« Qu'il soit simplement entendu ceci : je suis fasciste parce que j'ai mesuré les progrès de la décadence en Europe (...) Ne croyant plus guère dans les ressources politiques de l'Angleterre comme de la France, je n'ai vu d'autres recours que dans le génie de Hitler et de l'hitlérisme. »*

Cinq ans plus tard, lorsqu'il apprendra que la « fatalité » d'un autre socialisme a amené les Russes aux portes de Berlin, Drieu, dans la nuit du 15 mars 1945, se suicidera.

Saint-Exupéry refuse

Pendant que le « sage de nos lettres », André Gide, admire la qualité des messages du Maréchal, comparés aux « flatus vocis » des hommes de la IIIe République et conseille de faire *« de soumission sagesse »* ; pendant que, sur le mode mineur, Giraudoux — toujours soucieux de ne pas lâcher la bride au pathétique — déclare : *« Evidemment, demain matin, j'aurai à changer mon testament. J'avais un grand héritage à laisser à mon fils ; un pays qui était l'un des plus beaux et des plus commodes d'Europe ; des villes aux quatre coins du monde, des terres dans toutes les mers, le plus beau bateau, le plus beau château, une patrie luisante de gloire, d'avenir réalisé, de passé présent. (...) De quoi se plaindrait-il, je lui lègue une patrie qui ne s'animera que de son souffle »*... d'autres voix aux accents plus déchirés montent de la nuit.

Retour du front, Saint-Exupéry veut que le malheur de son pays soit totalement son malheur et c'est *comme une passion* qu'il veut endurer la défaite :

« Puisque je suis d'eux, je ne renierai jamais les miens, quoi qu'ils fassent. Je ne prêcherai jamais contre eux devant autrui. S'il est possible de prendre leur défense je les défendrai. S'ils me couvrent de honte, j'enfermerai cette honte dans mon cœur et me tairai. Quoi que je pense alors sur eux, je ne servirai jamais de témoin à charge. (...) Ainsi je ne me désolidariserai pas d'une défaite qui, souvent, m'humiliera. Je suis de France. La France formait des Renoir, des Pascal, des Guillaumet, des Hochedé. Elle formait aussi des incapables, des politiciens et des tricheurs, mais il me paraît trop aisé de se réclamer des uns et de nier toute parenté avec les autres. La défaite di-

(Cossira)

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY
Je combattrai quiconque...

GEORGES BERNANOS
Qui sont les corrupteurs ?

SOCIETE DES LAITERIES
de la VALLEE de la VIRE
ET DU COTENTIN
CAPITAL 360 MILLIONS
◆
H. CLAUDEL
PONT-HEBERT (Manche)
TELEPHONE 25
◆
Les meilleurs beurres et fromages de Normandie

C'est votre papier à lettres
QUI VOUS REPRÉSENTE
Faites-le exécuter
en TIMBRAGE
CHEZ UN SPECIALISTE
★
IMPRIMERIE LEBHAR
35, rue des Trois-Bornes
PARIS - 11e
Tél. : OBE. 32-31 - 54-75

vise. La défaite défait ce qui était fait. Il y a, là, menace de mort : je ne contribuerai pas à ces divisions en rejetant la responsabilité du désastre sur ceux des miens qui pensent autrement que moi. Il n'est rien à tirer de ce procès sans juge. Nous avons tous été vaincus. Moi, j'ai été vaincu. »

Alors ? Alors, les refuges de l'idéalisme et de l'humanisme. Puisque tout craque, puisque déferlent les hordes, puisque le particulier *nazi* absorbe ou détruit l'universel *humain*... :

« *Il faut restaurer l'Homme. (...) Je combattrai donc quiconque prétendra imposer une coutume particulière aux autres coutumes, un peuple particulier aux autres peuples, une race particulière aux autres races, une pensée particulière aux autres pensées.* »

Marc Bloch accuse

« *Nous avons tous été vaincus* », dit Saint-Exupéry. La France a été vaincue. Mais quelle France ? Un des plus célèbres historiens de l'entre-deux-guerres, Marc Bloch (qui, quatre ans plus tard, le 18 juin 1944 — jour anniversaire de notre plus grand malheur et de notre plus grande espérance — sera fusillé par la Gestapo de Lyon) dresse le constat : « *Ce qui vient d'être vaincu, c'est notre chère petite ville. Ses journées au rythme trop lent, la lenteur de ses autobus, ses administrations somnolentes, l'oisiveté de ses cafés de garnisons, ses politicailleries à courte vue, son artisanat de gagne-petit, sa méfiance envers toute surprise ; voilà ce qui a succombé devant le train d'enfer d'une Allemagne aux ruches bourdonnantes.* »

Et Marc Bloch ajoute — et dix-huit ans plus tard nous pourrions reprendre terme à terme son impitoyable analyse : « *Notre machinerie de partis exhalait un parfum moisi de petit café ou d'obscurs bureaux d'affaires. Elle n'avait même pas pour elle l'excuse de la puissance, puisqu'elle s'est effondrée aux premiers souffles de l'arbitraire comme un château de cartes. Prisonniers de dogmes qu'ils savaient périmés, de programmes qu'ils avaient renoncé à réaliser, les grands partis unissaient, fallacieusement, des hommes qui, sur les grands problèmes du moment — on le vit bien après Munich — s'étaient formé les opinions les plus opposées. Ils en séparaient d'autres qui pensaient exactement de même. Ils ne réussissaient pas, le plus souvent, à décider de qui serait au pouvoir. Ils servaient simplement de tremplin aux habiles qui se chassaient l'un l'autre du pinacle.* »

Bernanos prophétise

Qui a été vaincu ? Qui a *voulu* l'être ? C'est Georges Bernanos qui maintenant répond : « *L'armistice n'a pas été le coup de désespoir d'un parlementaire affolé, mais un acte réfléchi, perpétré froidement avec l'autorité compatissante et pourtant inexorable d'un huissier qui procède à une saisie, d'un chirurgien qui ouvre un abcès douloureux. Ne dites pas que ce Maréchal si curieusement transformé en exécuteur impassible du jugement de l'ennemi, s'efforçait d'interpréter avec décence le renoncement aveugle d'une cohue terrorisée ; votre erreur serait plus grande encore... Il y a eu, il y a toujours un parti de l'armistice, du renoncement, de la démission... Je répéterai autant de fois que je le jugerai nécessaire qu'il y a plusieurs manières de préméditer un crime. La première est d'y accorder sa pensée, d'y conformer sa conscience. La preuve que nos élites avaient prémédité le leur, ce n'est pas le fait de la déroute, c'est que, le désastre consommé, elles s'y soient trouvées aussitôt comme chez elles.*

Non seulement la politique de la déroute était prête, mais prête aussi — soigneusement mise au point — la casuistique nécessaire pour la justifier. Tout ce qu'on appelle la Droite, qui va des prétendus monarchistes de l'Action française aux Radicaux-Socialistes, prétendus nationaux — la haute finance, le haut commerce, le haut clergé, les Académies, les états-majors — s'est spontanément agglutiné, aggloméré autour du désastre de mon pays...

Je ne dis pas qu'ils aient voulu ce désastre d'une volonté délibérée. Ils l'attendaient. Cette monstrueuse attente les juge. »

Alors, l'auteur des « Grands Cimetières sous la lune » touche le fond de la tristesse à écrire de cette capitulation dont personne ne se veut responsable et contre laquelle seuls quelques-uns commencent à se dresser : « *L'histoire de notre affreux malheur est une histoire bien ordinaire en somme, presque triviale. C'est l'histoire d'une trahison sans traîtres, énorme par ses conséquences ; mais, dès qu'on peut l'examiner d'un peu près, elle se divise, elle se morcelle en un nombre presque infini, incalculable, de petites lâchetés. Il semble que toute la médiocrité répandue çà et là dans ce grand corps et qui n'en compromettait pas gravement l'équilibre vital, se soit tout à coup accumulée au même point dans un monstrueux abcès de fixation.* »

Visionnaire, Bernanos ajoute : « *Mon pays ne se relèvera pas, ne se retrouvera pas après la victoire ; il faut qu'il se retrouve avant. Il faut qu'il se sauve lui-même, alors qu'il en est temps encore ; il faut l'aider à se libérer lui-même par le fer et par le feu au lieu d'y ménager des « éléments d'ordre » et qui sont précisément les corrupteurs* »...

Ainsi va l'Histoire. Dix-huit ans aujourd'hui se sont écoulés. Marc Bloch a été fusillé le 18 juin 1944 ; un mois plus tard, Saint-Exupéry, aux commandes de son avion, est tombé « en plein ciel de gloire » ; un an plus tard, Drieu s'est suicidé ; le 5 juillet 1948, « écœuré de tout sauf de Dieu », Bernanos est mort à Paris.

♣

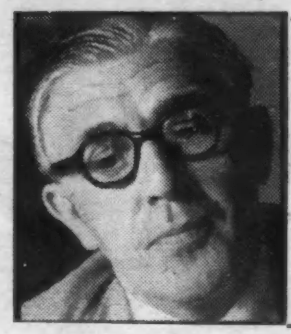
Cette semaine, mercredi 18 juin, le président Charles de Gaulle s'est incliné, au Mont-Valérien, devant la crypte des morts de la Résistance. Ceux d'entre les Français qui ont voulu pervertir le sens de cet anniversaire se trompent, sinon d'homme du moins de date. Ce jour n'est pas le leur où nous furent rendus l'espérance et l'honneur. Il est à Marc Bloch, à Saint-Exupéry, à Bernanos, au général de Gaulle, *chef de la France Libre*, à ceux du Mont-Valérien, aux milliers d'hommes qui, en France, moururent pour la République et pour la liberté.

JEAN CAU.

CHARLES DE GAULLE AU MONT-VALÉRIEN (Keystone)
Ce jour n'est pas le leur...

L'ÉTRANGE RÉVOLUTION FRANÇAISE

par RICHARD CROSSMAN



Député à la Chambre des Communes, membre du Comité Exécutif du Labour Party et éditorialiste du plus grand quotidien populaire anglais (Daily Mirror), **Richard Crossman est venu passer cette année, en mai et juin, ses vacances en France. Avant de repartir pour Londres cette semaine il nous a fait part de ses réflexions sur le changement de régime en France, et de ses pronostics. Voici ses réponses aux questions que nous lui avons posées :**

LE hasard a voulu que je me trouve en vacances dans le Sud-Ouest de la France pendant la crise qui a conduit à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que la vie locale, loin d'être bouleversée par l'effondrement des superstructures politiques du pays, continuait de façon absolument inchangée. J'avais l'impression de me trouver dans une vieille maison dont le toit était en train de s'écrouler sans que les habitants des étages inférieurs en parussent le moins du monde affectés.

Ayant toujours pensé, en tant que socialiste, que la destruction des superstructures politiques ne pouvait être que la conséquence de mouvements profonds agitant la base de la société, j'ai été extrêmement surpris d'assister en France à un phénomène exactement opposé. J'ai été stupéfait par l'indifférence des Français devant ce qui leur arrivait.

J'étais à Poitiers le jour où la C.G.T. a lancé son ordre de grève générale. En vieux socialiste, j'étais convaincu que les ouvriers des transports, partout connus pour leur esprit militant, répondraient unanimement à un appel lancé *« pour la défense des libertés constitutionnelles contre le danger fasciste »*.

Quel choc a été pour moi de constater que partout, dans la ville et dans les environs, les autobus et les camions circulaient normalement!

Le jour de l'investiture du général de Gaulle, dans la petite ville de Dordogne où je me trouvais, les gens ne s'intéressaient qu'à deux événements : la première communion et le match de football. Il n'y avait presque personne autour des postes de radio qui annonçaient pratiquement la fin de la IVe République, peut-être même celle de l'époque de la liberté.

Vous me dites : la province réagit toujours en retard sur Paris, et l'intérêt des Français s'est manifesté à mesure que la crise se développait. Mais c'était un intérêt passif.

J'espère que la comparaison que je vais faire ne vous offensera pas, mais le seul exemple d'une situation analogue qui me vienne à l'esprit est celui de la crise révolutionnaire qui aboutit au renversement de Farouk en Egypte.

De Gaulle, comme Neguib...

Je me trouvais au Moyen-Orient lorsque Neguib et le Conseil de la Révolution ont pris le pouvoir au Caire. J'ai pu constater alors comment l'existence d'un « vide » politique au sommet permettait à un groupe d'hommes résolus de prendre entre leurs mains les destinées d'un pays, au milieu de l'indifférence de la masse et sans que la vie sociale en soit le moins du monde affectée.

Je crois qu'on peut d'ailleurs pousser un peu le parallèle en comparant les relations de Neguib avec les onze jeunes officiers du Conseil de la Révolution et celles qui existent aujourd'hui entre de Gaulle et les jeunes colonels de l'armée d'Algérie.

Nous ne connaîtrons sans doute pas les détails de l'opération avant longtemps encore ; mais j'ai l'impression que de Gaulle n'a pas participé au complot algérien. Je sais de façon formelle, en tout cas — puisque aussi bien Neguib que Nasser me l'ont dit — que le complot égyptien a été entièrement réalisé par les jeunes militaires qui n'ont fait que pousser Neguib à l'avant-scène au moment décisif, parce qu'aucun d'entre eux n'avait alors le prestige nécessaire pour s'emparer du pouvoir. Ils ne faisaient aucun mystère du fait que Neguib ne représentait pour eux qu'une première étape. Ils en parlaient très librement, non seulement à moi, mais à qui voulait les entendre parmi leurs compatriotes.

C'est plus tard seulement qu'est apparue une division, entre ceux — une minorité — qui se déclaraient satisfaits de la politique modérée de Neguib, et la majorité activiste réunie autour de Nasser, qui voulait continuer la « révolution ».

Comment, en France, les choses vont-elles tourner ? Il serait absurde de ma part, en tant qu'étranger, de faire des prévisions, et je ne veux surtout pas dire que la situation doive nécessairement évoluer chez vous selon le scénario égyptien. Mais je crois que le succès ou l'échec de de Gaulle va dépendre entièrement de sa capacité de faire la paix en Algérie. S'il ne trouve pas le moyen de terminer cette guerre rapidement, mon pronostic est qu'il sera bientôt renversé et remplacé par un régime beaucoup plus extrémiste.

Or, en tant que socialiste et homme politique britannique, je dois vous dire ma conviction que l'intégration proposée par de Gaulle en Algérie n'est absolument plus une solution possible. Toute l'expérience britannique prouve que, si l'on ne donne pas satisfaction aux revendications nationales des peuples colonisés, toutes les offres d'aide économique, de bonne volonté, de fraternité sincère, sont rejetées et vouées à l'échec. Le monde arabe tout entier est imprégné de l'idée nationale, et la propagande du Caire a trouvé un écho sur ce terrain, jusque dans des pays moins développés et plus éloignés que l'Algérie.

J'ai cru comprendre, en parlant avec des hommes politiques français, que le général de Gaulle est conscient de cette vérité. Ils m'ont assuré que de Gaulle souhaitait trouver pour l'Algérie une solution semblable à celle que beaucoup d'hommes d'Etat républicains souhaitent dans leur for intérieur.

Il faut reconnaître que, depuis qu'il est au pouvoir, le général de Gaulle paraît avoir cédé aux « jeunes colonels ». Mais je crois encore qu'il s'agit pour lui d'une concession temporaire, lui permettant de reprendre l'armée en main et de restaurer l'autorité de l'Etat républicain. J'espère encore que le général de Gaulle, une fois ces objectifs atteints, prouvera qu'il est un véritable homme d'Etat, en proposant une solution qui tienne compte de la revendication nationale algérienne. Seule une telle prise de position pourra assurer l'avenir de la France en Afrique du Nord et le fonctionnement harmonieux de l'alliance occidentale.

Il est tout à fait clair pour moi que la politique britannique et américaine va être, pour le moment, de faciliter l'expérience de Gaulle à tout prix. Cette politique durera aussi longtemps qu'il existera un espoir de voir de Gaulle faire la paix en Algérie. Mais pas au-delà. Et si cet espoir s'évanouit, je suis persuadé que les Anglo-Saxons changeront alors d'attitude et refuseront de soutenir et de financer une politique qui risque d'achever de détruire toutes les positions occidentales au Moyen-Orient et de livrer le monde arabe à Moscou.

L'épreuve avec les jeunes colonels

Je suis donc convaincu que de Gaulle sera obligé d'engager tôt ou tard une épreuve de force avec les jeunes colonels d'Alger et ses autres supporters. Les « hommes forts » qui viennent au pouvoir sont presque toujours obligés de le faire s'ils ne veulent pas rester prisonniers des organisations extrémistes qui ont facilité leur succès. Tel fut le cas de Staline qui liquida successivement la gauche et la droite de son parti ; tel fut le cas de Hitler qui, le 30 juin 1934, écrasa l'aile extrémiste des nazis, les S.A. C'est cela finalement qu'a tenté Neguib lui-même, quand il a essayé de faire rentrer Nasser dans le rang et de rester maître du terrain. Le problème de de Gaulle, à mon avis, c'est qu'il devra essayer de réussir là où Neguib a échoué.

Je ne veux pas intervenir dans les affaires françaises, et il serait ridicule de donner des conseils à qui que ce soit, mais je crois, en tant que socialiste, que votre but devrait être, avant tout, de faire sortir les Français de leur torpeur. Les institutions républicaines ne peuvent fonctionner utilement que si les citoyens participent à la vie politique et n'en sont pas de simples spectateurs. C'est grâce à l'indifférence des masses que se maintiennent et se renforcent les régimes autoritaires : ils ont besoin de foules amorphes qui fassent confiance à l'homme du pouvoir et ne s'intéressent guère au bien-fondé de ses décisions.

Pour que l'expérience de Gaulle n'aboutisse pas à cela, il faudrait que les républicains sachent arracher les Français à leur indifférence pour en faire des acteurs conscients du drame politique dans lequel ils sont engagés. Pour cela, à mon avis, le regroupement d'une véritable force politique républicaine est une nécessité vitale en France.

Je voudrais terminer, si vous voulez bien, avec une remarque personnelle. Dans le concert de critiques qui s'est abattu depuis le 13 mai sur la République française, les voix britanniques ne manquent pas. C'est que la France est notre plus proche alliée et que son drame nous touche directement. Mais, lorsque je pense à l'Algérie, je ne peux m'empêcher de me poser à moi-même une question :

« Si l'Afrique du Sud, avec ses deux millions de colons blancs, était restée partie intégrante de la Grande-Bretagne, si ses habitants votaient comme les citoyens britanniques et envoyaient leurs représentants à la Chambre des Communes, est-il vraiment sûr que la démocratie britannique se fût mieux tirée d'affaire que ne l'a fait la IVe République avec son Algérie ? »

Voilà. Je ne cherche donc à accabler personne. J'ai seulement essayé de vous décrire, vu de l'extérieur, ce phénomène très étrange qu'est la révolution politique qui vient de se produire en France et de livrer à votre réflexion des éléments de comparaison qui peuvent être indicatifs.

tout le nettoyage pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-60 et 61
"L'IMPECCABLE"
101, RUE DES MOINES - PARIS 17e

VACANCES A L'ÉTRANGER
ELLES SONT TOUJOURS POSSIBLES AVEC LA
COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME
DEMANDEZ DE SUITE SON BEAU CATALOGUE DE
Voyages - Séjours - Croisières en mer
SERVICE SPECIAL POUR AUTOMOBILISTES :
ELABORATION D'ITINERAIRES - REMISE DE BONS SPECIAUX POUR PAIEMENT DES HOTELS
C.F.T. 14, boul. de la Madeleine PARIS (8e) Métro Madeleine
14, Bd BEAUMARCHAIS - Me Bastille
17, Rue VITAL (16e) - Me Pompe
11 Av. Stéph-MALLARMÉ - Me Champerret

Dans vos déplacements, pour le week-end, en vacances... Emportez un « MARTIAL »
Martial le portatif idéal!..
Montages à lampes ou TRANSISTORS
dont le modèle de poche PO-GO, et enfin le dernier cri de la technique transistor :
Le poste SANS CHANGEMENT DE PILE, utilisé aussi en auto sans installation spéciale
Démonstration chez tous nos agents
Documentation sur demande à CERT
34, r. des Bourdonnais, Paris-1er. Lou.56-47

La France vue dans le monde

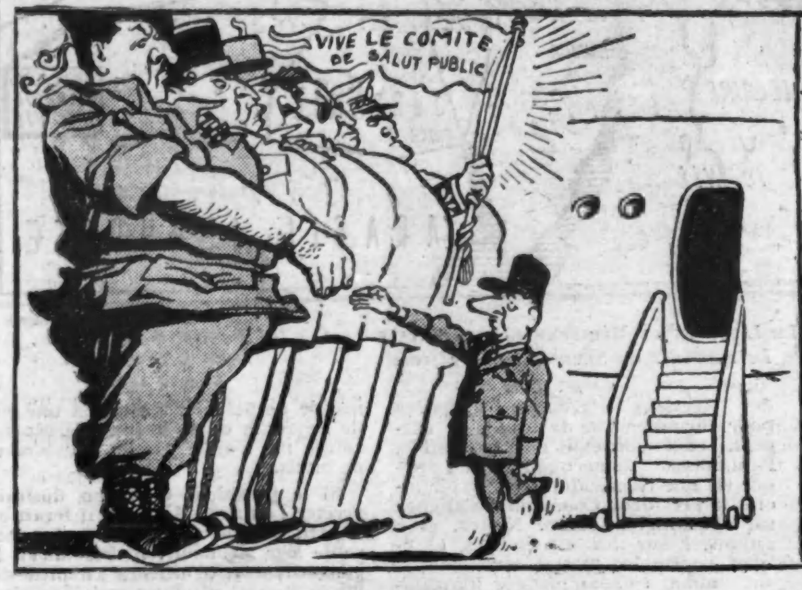
(Hindustan Standard - Inde)

Le retour de l'île d'Elbe

(Daily Mirror)

— Hélas! Dulles, encore un sommet !

LE VOYAGE D'ALGER



(L'arrivée)

(Daily Express)

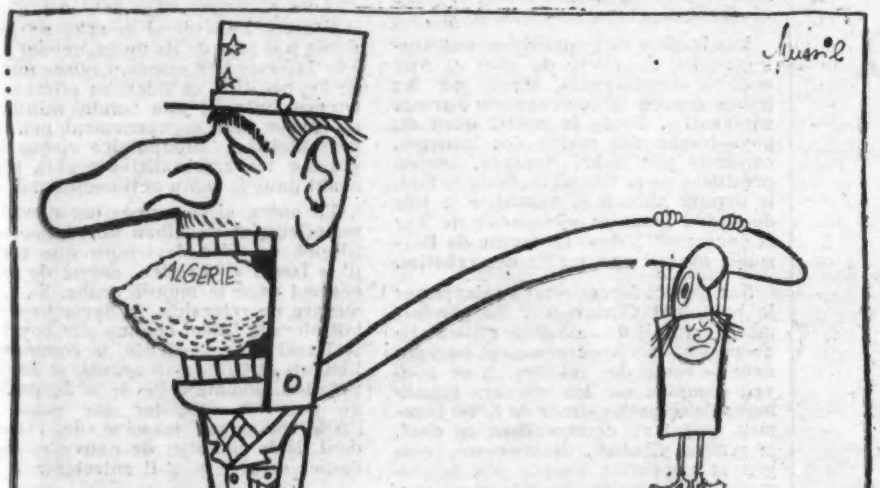
(Le départ)

(Die Welt - Hambourg)

La première étape

(New York Times)

Devinette: Trouvez le cheval blanc



(Frankfurter Rundschau)

Le casse-noix

(News Chronicle)

— Dites-moi, Mac, comment se débrouille Monty?

LIBAN

Un bien mauvais choix

● *Prêt à intervenir militairement au Liban, l'Occident n'a rien à y défendre — sauf son prestige, malheureusement incarné par le président Chamoun.*

(Service cartographique de « L'Express »)

LE LIBAN ET LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE
Le souvenir de Suez est encore frais

Le président Nasser confiait récemment à un ami qu'il aimerait n'avoir jamais entendu parler du Liban. Et maint diplomate occidental partage, sur ce point, les sentiments du Bikbachi. Ni la République arabe unie, en effet, ni les Occidentaux n'ont grand-chose à gagner d'une intervention directe dans la guerre civile libanaise ; ils y ont, en revanche, beaucoup à perdre.

Aussi est-ce sans grand enthousiasme que la Grande-Bretagne, avec 2.000 parachutistes, et les Etats-Unis, avec 3.600 fusiliers marins, s'apprêtent depuis la semaine dernière à « *préserver par les armes*, comme dit un communiqué, *la liberté du Liban.* »

De toutes les actions entreprises au nom de la liberté, il en fut peu de plus douteuses que celle-là. De quelle liberté s'agit-il, en effet ? De celle de la République libanaise ? Elle n'est pas menacée du dehors. Ni les Soviétiques, ni Nasser — bien qu'il désire le retour de Beyrouth au neutralisme — ne souhaitent inclure le Liban dans la République arabe unie. Ils n'y gagneraient rien. La richesse du Liban, comme celle de la Suisse, est fondée sur la neutralité, le commerce et les banques regorgeant de devises.

Les évêques contre Chamoun

S'agit-il alors pour les Occidentaux de défendre la liberté des Libanais contre la subversion intérieure ? Ce serait supposer que le peuple libanais, dans sa majorité, voie en son gouvernement le défenseur de ses libertés. Or, il n'en est rien. Le régime du président Chamoun a contre lui la presque totalité des musulmans (plus de la moitié de la population) et 30 à 40 % des chrétiens. Parmi ceux-ci, deux anciens présidents de la République, quatre anciens ministres des Affaires étrangères, la majorité des évêques et même le patriarche maronite, Mgr Méouchi.

Une intervention occidentale se justifierait-elle au moins par des considérations stratégiques ? Certains le prétendent. Le pipe-line de l'Aramco, en effet, aboutit au port de Sidon, celui de l'Iraq Petroleum Company au port de Tripoli. Mais les Occidentaux n'ont jamais contrôlé ces deux ports depuis que le Liban est souverain. Les contrôleraient-ils, au surplus, qu'ils ne seraient pas encore en mesure d'assurer la régularité de l'acheminement pétrolier. Les pipe-lines qui aboutissent au Liban, en effet, traversent tous deux le territoire syrien, et ce n'est pas du Liban que les Syriens pourraient être empêchés de saboter les stations de pompage, comme ils l'ont fait pendant l'expédition de Suez.

Un inconscient

Pourquoi alors les préparatifs d'un débarquement occidental ? La réponse est tragiquement simple : les Anglo-Saxons défendent au Liban leur prestige. Ils doivent y défendre leurs amis, même lorsqu'ils ont tort, pour ne pas perdre tout crédit auprès de leurs autres protégés du monde arabe. Ils doivent, en l'occurrence, défendre le président Chamoun, parce qu'ils sont directement responsables des fautes politiques qui ont conduit à l'explosion actuelle.

Il y a un an de cela, au lendemain des élections législatives, gagnées pour Chamoun par la fraude et l'argent, l'explosion était déjà prévisible. Paul Johnson remarquait à cette époque (1) que l'Amérique, pour avoir incité le président Chamoun à s'aligner sur Washington contre Nasser, et à s'appuyer sur les extrémistes chrétiens contre les masses musulmanes, allait « *devoir diriger les affaires du Moyen-Orient d'une base ravagée par les luttes intestines.* » Et Johnson de citer ce mot de Mgr Méouchi :

— *Chamoun est un inconscient qui creuse son propre tombeau en excitant les chrétiens et les musulmans les uns contre les autres.*

De la grève à l'insurrection

Le Liban, mi-musulman, mi-chrétien, eût pu poursuivre en paix ses trafics lucratifs si, conformément à sa vocation et à sa logique interne, il était demeuré à égale distance du bloc occidental et du bloc nassérien. Mais l'entêtement du président Chamoun n'avait d'égal que la passion anti-neutraliste de M. Dulles. Trois mois avant l'expiration de son sextennat, M. Chamoun, en mai dernier, fit courir le bruit qu'il amenderait la Constitution afin de se faire réélire. L'atmosphère se tendit ; et quand, il y a cinq semaines, la police ne sut arrêter les assassins d'un journaliste arabe, la grève générale dégénéra en insurrection.

Des leaders de l'opposition se transformèrent en chefs de guerre. Aux confins syro-libanais, tenus par les tribus druses, la contrebande d'armes s'intensifia. Toute la moitié nord du pays tomba aux mains des insurgés, conduits par Sabri Hamada, ancien président de la Chambre. Dans le Sud, le député Ahmed el Assaad, à la tête de 30.000 hommes, s'emparait de Tyr et encerclait Sidon. La moitié de Beyrouth passait aux mains des rebelles.

Sur quelles forces pouvait s'appuyer le président Chamoun ? La gendarmerie refusait de se battre, quand elle ne passait pas avec armes et bagages dans le camp des rebelles. Il ne pouvait compter sur les officiers musulmans de sa petite armée de 8.000 hommes. Quant au commandant en chef, le général Chehab, désintéressé, intègre et populaire auprès des musulmans autant qu'auprès des chrétiens, il n'était guère pressé de compromettre l'armée dans une querelle entre partis politiques. Il ne fait donner l'artillerie et l'aviation que contre des unités rebelles en rase campagne, ou contre des objectifs militaires caractérisés. Quand le gouvernement lui demande de nettoyer au canon une rue de Beyrouth ou de Tripoli, le général refuse : il n'aime pas les hécatombes de civils.

Si le président Chamoun désirait arrêter l'effusion de sang, il ferait un « *petit voyage* » (comme le lui conseille Mgr Méouchi), il dissoudrait le gouvernement (d'ailleurs à moitié démissionnaire) et chargerait le général Chehab de préparer les élections présidentielles pour août ou septembre.

Mais le président Chamoun se refuse à céder la place et s'accroche à une fiction : l'insurrection, selon lui, est due à « l'intervention massive » des Syriens; « les gouvernements d'Egypte et de Syrie sont responsables de tous les événements du Liban ».

A l'abri de cette fiction, M. Chamoun a appelé à son secours les troupes anglo-saxonnes. Une première fois, il y a quinze jours, elles firent la sourde oreille. Le conflit, dirent les Anglo-Américains, était du ressort de l'O.N.U. ; celle-ci sollicita un arbitrage de la Ligue Arabe. Mais la résolution votée par celle-ci fut rejetée par le Liban. Le président Chamoun désirait une intervention étrangère en sa faveur, et les Anglo-Américains ne sont pas en position de la lui refuser : s'ils abandonnent Chamoun, aucun autre chef d'Etat arabe n'osera plus prendre au sérieux la protection de ses amis occidentaux.

Combien de Jordanies ?

Il reste à savoir si ceux-ci ne perdront pas plus qu'ils ne gagneront par leur intervention armée. Les souvenirs de l'expédition de Suez, en effet, sont encore frais, et une action militaire en faveur d'un gouvernement peu représentatif et impopulaire risque de pousser les nationalistes arabes plus avant dans le camp anti-occidental.

En outre, si les armes occidentales maintiennent au Liban un régime artificiel, ce pays deviendra une sorte d'« Israël » chrétien, coupé de tout contact avec le monde arabe. Si, par mesure de rétorsion, la Syrie boycottait alors le Liban comme elle boycotte Israël et la Jordanie, le commerce libanais se trouverait acculé, et sa population, comme celle de la Jordanie, ne pourrait subsister que grâce à l'aide financière massive de l'Occident. Mais combien de nouvelles Jordanies celui-ci peut-il entretenir ?

MICHEL BOSQUET.

(1) Voir « L'Express » du 9 août 1957

Charles HUTMAN LE TAILLEUR DE CLASSE
vous propose, strictement sur mesures, à partir de 35.000 francs votre vêtement léger : alpaga, fresco, airway, tergal
Avez-vous pensé à votre smoking d'été ?
10, rue de Wattignies - DOR. 59-52
LIVRAISON TRES RAPIDE
Parking assuré

IIe INTERNATIONALE

Réunion décisive à Bruxelles

● *Les chefs des partis socialistes européens se sont réunis à Bruxelles pour condamner la S.F.I.O. Ils ont, au contraire, confirmé leur solidarité.*

« *Il est encore trop tôt pour condamner Guy Mollet et la S.F.I.O.* »

C'est ainsi qu'un ami de M. Ollenhauer a résumé la situation vendredi aux journalistes qui attendaient, à Bruxelles, la fin des travaux de la commission de l'Internationale Socialiste chargée de rédiger une motion sur la politique française.

Le lendemain, l'assemblée plénière votait à l'unanimité un texte qui faisait « *confiance à la S.F.I.O. pour défendre les libertés démocratiques en France et maintenir sa propre unité* ». Le leader travailliste Aneurin Bevan, qui voulut au dernier moment remplacer « fait confiance » par « exprime l'espoir », ne suscita qu'une hilarité approbatrice.

Une session pour rien d'un organisme qui ne sert pas à grand-chose — telle sera la conclusion de beaucoup de gens, indignés par l'impuissance de l'Internationale Socialiste à dépasser le stade des vœux pieux et des motions nègre-blanc. Ils auront tort.

La réunion de Bruxelles était d'une singulière importance et on en parlera longtemps.

Un anathème efficace

Les chefs de presque tous les partis socialistes européens qui se sont retrouvés dans la capitale belge avaient une idée bien arrêtée : l'Internationale ne pouvait plus couvrir de son autorité morale et de son prestige un parti qui agit systématiquement à l'encontre des principes socialistes. Ils étaient décidés à mettre la S.F.I.O. et surtout ses dirigeants actuels au banc des accusés.

L'Internationale Socialiste n'a pas la prétention de jouer le rôle de l'ancien Komintern et d'imposer aux partis membres une ligne de conduite stricte. Elle a pour but la discussion en commun des problèmes d'importance mondiale et au besoin d'aider ses membres. Contrairement aux apparences, elle n'est pas privée de moyens.

L'imprimatur de l'Internationale joue un rôle important aux yeux des militants socialistes de tous les pays. L'anathème qu'elle peut jeter sur les dirigeants d'un parti est susceptible d'y provoquer une scission, voire d'encourager la dissidence déjà existante. L'exemple de l'Italie, où M. Nenni a été rejeté de la famille socialiste pour avoir fait front unique avec les communistes, est édifiant à cet égard, et ce n'est pas par hasard que le leader du P.S.I. fait l'impossible depuis deux ans pour reprendre son ancienne place. L'appui moral, sinon matériel, de l'Internationale en période électorale et en cas de grande crise n'est pas du tout négligeable.

Un style nationaliste

La délégation de la S.F.I.O. qui, contrairement à l'habitude, n'était pas conduite par M. Guy Mollet mais par MM. Jules Moch et Albert Gazier, avait donc beaucoup à redouter de la réunion de Bruxelles. Les partis frères ne cachaient pas leur surprise, voire leur indignation devant la conduite des chefs socialistes français au cours des semaines écoulées. Le « Daily Herald », le plus grand quotidien travailliste, a dénoncé en termes extrêmement violents Guy Mollet et tous les députés S.F.I.O. qui ont voté pour de Gaulle. « Tribune », l'organe de la gauche du Labour Party, a réservé au secrétaire général du parti français la manchette : « Cet homme déshonore le nom du socialisme ».

La presse sociale-démocrate allemande n'était pas plus tendre pour ses camarades d'outre-Rhin. La « Neue Rhein Zeitung » a constaté dans un éditorial publié à la veille de la réunion de l'Internationale :

« *Le socialisme français a parcouru un long chemin depuis le temps où l'idéal d'un Jean Jaurès ou d'un Léon Blum donnait le ton au Parti. Aujourd'hui, suivant l'exemple de leur secrétaire général, M. Guy Mollet, les socialistes officiels français ont adopté un style nationaliste conservateur.* »

Le paisible délégué suédois luimême qui s'abstient d'ordinaire de trancher dans les grands débats, aurait déclaré dans les couloirs :

« *Faute de pouvoir s'enorgueillir de ses propres réalisations, la S.F.I.O. se vante toujours des nôtres. Mais cela ne saurait durer.* »

C'est dans cet état d'esprit que les délégués de tous les pays s'enfermèrent à huis clos sous la présidence de M. Andersen (Danemark). Ils entendirent d'abord M. Albert Gazier qui leur fit un long exposé sur la situation en France, présentant les arguments des uns et des autres, et expliquant surtout que la bataille n'était pas terminée. Il ne put convaincre. Aussi bien Erich Ollenhauer qu'Aneurin Bevan intervinrent pour constater que tout cela ne justifiait pas « *la débandade de la S.F.I.O. devant de Gaulle* ». M. Bevan jugea même le portrait du président du Conseil français, fait par M. Gazier, exagérément idyllique. La parole fut donnée alors à M. Jules Moch.

(A.P.)

M. Jules Moch
Un cas de conscience que l'avenir tranchera

Le piège

L'ancien ministre de l'Intérieur français jouit d'une réputation hors pair auprès de ses camarades socialistes étrangers. Pour les Britanniques surtout, il est un homme intègre, très fidèle à ses principes — il l'a prouvé au cours des débats sur le réarmement allemand — d'une grande intelligence et authentiquement socialiste. On peut dire que depuis Léon Blum aucun leader de la S.F.I.O. n'a su s'acquérir un tel prestige à l'étranger.

Jules Moch présenta un dossier d'autant plus solide qu'il était luimême au centre des événements pendant la crise, et d'autant plus convaincant qu'il décrivit sa propre décision de voter pour de Gaulle comme un cas de conscience que l'avenir seul saurait trancher. Sans critiquer ni accabler aucun de ses camarades de parti, il a su expliquer en quoi l'unité de toutes les forces républicaines en France et leur soutien par l'Internationale Socialiste restent d'une importance extrême. Condamner ou exclure la S.F.I.O. ou même une partie de la S.F.I.O. signifierait, dans les conditions actuelles, favoriser l'entreprise des ennemis de la démocratie française...

Le délégué allemand qui avait employé la formule « *il est trop tôt* » s'était trompé de mot. En fait, il était *trop tard* pour condamner la S.F.I.O.; c'est la conclusion à laquelle arrivèrent la majorité des délégués. A Bruxelles, l'Internationale Socialiste s'est trouvée prise au piège parce qu'elle avait à juger les conséquences d'une politique sur laquelle elle ferme les yeux depuis plus de deux ans. Quand, au milieu de la crise de Suez, les délégués de la S.F.I.O. quittèrent la salle de conférence de l'Internationale à Copenhague, il était encore temps de fermer la porte derrière eux.

Un mariage forcé

Plus tard encore, l'année dernière, à Vienne, les membres de l'Internationale disposaient d'un dossier abondant sur les promesses électorales non tenues, sur les tortures et les camps d'hébergement en Algérie, sur le flirt de M. Guy Mollet avec la droite « la plus stupide du monde », selon sa propre expression. Là encore, après une vaine et émouvante discussion, on avait décidé simplement d'envoyer une commission pour vérifier sur place, en Algérie, sous la protection du camarade Lacoste, comment se développait la pacification socialiste.

La crise de mai en France a sonné le réveil pour les principaux partis de l'Internationale Socialiste. Mais il était trop tard. En condamnant rétrospectivement la S.F.I.O. pour l'ensemble de sa politique des dernières années, l'Internationale risquait de s'infliger un blâme à elle-même pour son excès de tolérance, sinon d'aveuglement. Son seul recours était d'exprimer l'espoir que la S.F.I.O. se conduirait mieux à l'avenir. A Bruxelles, il a fallu prendre acte d'un mariage forcé : le mouvement socialiste européen a, bon gré mal gré, partie liée avec la S.F.I.O. aussi cher que cela puisse lui coûter désormais.

K.-S. KAROL.

RENTE 3,5% A CAPITAL GARANTI SUR L'OR

COMPLÈTEMENT EXONÉRÉE D'IMPÔTS

LES AVANTAGES DE L'OR SANS LES INCONVÉNIENTS

A

L'HISTOIRE DE M

Imre Nagy, chef du gouvernement hongrois appelé par les insurgés de Budapest en octobre 1956, et le général Pal Maleter, animateur de l'insurrection, ont été exécutés dans la nuit du 16 au 17 juin.

A cet assassinat judiciaire on n'a même pas essayé de donner une apparence de légalité : il ne s'agit que de faire connaître à tous les communistes tentés d'établir dans leur pays un régime conforme à leurs aspirations nationales, le sort que leur réserverait Moscou.

Un journaliste hongrois, Janos Szabo, a vécu auprès d'Imre Nagy toute la période de l'insurrection. En racontant, ici, comment le vieux chef communiste a traversé ces journées historiques, il témoigne, plus encore que pour un ami, pour l'un des hommes les plus profondément persuadés que son idéologie était la vraie et que toutes les perversions auxquelles il a été soumis n'avaient pas convaincu de trahir l'idéal de sa jeunesse.

Voici Imre Nagy vu par Janos Szabo.

POUR le peuple hongrois, Imre Nagy est l'homme qui, le 4 juillet 1953, s'est levé en plein Parlement pour prononcer un réquisitoire sévère contre Staline, devenant ainsi le premier dirigeant d'un pays de l'Est à dénoncer publiquement ses crimes. Malgré ses faiblesses et les erreurs qu'il a pu commettre, il reste aussi l'homme qui, par une aube sinistre de novembre 1956, a fait retentir le dernier sa voix — une voix belle et grave — en faveur de l'indépendance hongroise.

Lorsque, en 1955, Rakosi le fit chasser de la présidence du Conseil, exclure du parti et priver de tout revenu, Imre Nagy choisit une curieuse tactique de combat. Tous les après-midi et jusque tard dans la nuit, il notait ses réflexions sur la situation de son pays. Tous les matins, il allait faire un tour en ville. Lorsqu'il prenait l'autobus 5, qui le conduisait au cœur de la cité, dix personnes se levaient pour lui offrir leur place. Quand il traversait la rue Vaci ou l'avenue Lajos Kossuth, coiffé d'un chapeau tyrolien, la moustache flottant à la gauloise et les lorgnons brillants, quand il s'arrêtait devant une vitrine ou se retournait au passage d'une jolie femme, les passants le regardaient avec un sourire et le saluaient affectueusement. A le voir, ils sentaient confusément que le régime de Rakosi aurait une fin. Imre Nagy luttait simplement en existant, en respirant, en se montrant.

Un Arménien voûté et un Grand-Russien maigre...

Ceux qui le rencontraient pour la première fois le prenaient plus volontiers pour un magistrat de province que pour un révolutionnaire professionnel — trente-huit ans d'activité politique, dix ans d'écoles à Moscou. On l'appelait très rarement « camarade Nagy ». Pour la grande majorité de la population, il était « l'oncle Imre ».

Quant à lui, spécialiste des sciences agricoles, il préférait être considéré comme un savant plutôt que comme un politicien.

Je me rappelle qu'un jour, en 1955, pendant sa deuxième disgrâce, il se plaignit amèrement devant moi, non d'avoir été destitué, non d'être soumis à une surveillance incessante et de vivre en quelque sorte à l'ombre de la prison, mais de ce que Rakosi, par une décision du parti, l'avait obligé à démissionner de l'Académie des Sciences dont il était membre.

Puisque le parti en avait décidé ainsi, cependant, il devait plier. Il était un communiste convaincu dont toute la vie était régie par les lois d'airain de la discipline. Il se révolta plus d'une fois — il voyait les fautes, les crimes, il avait ses propres conceptions — mais il se crut toujours obligé de se soumettre.

Même plus tard, lorsqu'on ne parvint plus à lui arracher une autocritique, il refusa de sortir du cercle magique. Son premier souci restait de ne jamais rien entreprendre qui pût nuire au parti, à l'Union soviétique, à la doctrine marxiste-léniniste. Il voulait concilier les qualités de bon Hongrois et de bon communiste, renforcer l'indépendance de son pays sans affaiblir l'U.R.S.S. Ce fut, au fond, sa tragédie.

Son rôle pendant la révolution a été interprété de façons diverses. La presse de Kadar a accolé à son nom l'épithète de « *traître* », auquel elle a ajouté parfois celle de « *complice des impérialistes* » ou d' « *allié des fascistes* ». En Occident, tantôt on fait l'éloge de son héroïsme, tantôt on déplore sa faiblesse. Certains le considèrent comme un « *politicien du pire* » ; pour d'autres, il a été « *une feuille emportée par le vent* ». Mais le « *pire* », était-ce sa politique, ou la situation dans laquelle il s'efforça de l'appliquer ?

Le 23 octobre au soir, date qui marque le commencement de la révolution, Nagy se rend au siège du Comité central. Vers la fin de la nuit, on lui apprend qu'il est président du Conseil.

Vingt-quatre heures plus tard, deux visiteurs de marque arrivent au siège du Comité central, à Budapest. Un petit Arménien au dos voûté, au nez accusé et un Grand-Russien maigre, une véritable perche : Mikoyan et Souslov.

Nagy les connaît l'un et l'autre. Il sait parfaitement que le premier est un partisan de la « nouvelle ligne » et que le second représente le groupe Molotov. En leurs personnes, c'est l'unité du Præsidium qui est incarnée. Leurs paroles seront celles de Moscou, et les accords auxquels ils pourront souscrire seront conclus avec le Kremlin.

Cette opinion — les événements vont montrer ce qu'elle vaut — est la clé de l'attitude de Nagy pendant toute la révolution. C'est l'attitude d'un homme qui a passé les années capitales de son existence à Moscou, qui connaît, ou pense connaître, le fonctionnement des rouages du Kremlin, pour qui la présence — et les paroles — de deux émissaires du Politburo est d'un poids décisif. Depuis l'arrivée des deux hôtes étrangers, la salle dans laquelle vont se dérouler les négociations, au siège du C.C., devient le centre vital de l'immeuble. Et si Nagy est prisonnier, il l'est bien plus de la présence de Mikoyan et de son compagnon que des tanks soviétiques qui montent la garde sous ses fenêtres.

Qui plus est, Nagy pense qu'il trouvera toujours plus d'appui auprès de Mikoyan qu'auprès des personnages équivoques de l'appareil du parti hongrois qui l'entourent. Les dirigeants soviétiques lui apportent d'ailleurs la tête de Gerö. Ils se déclarent même prêts à aller plus loin et, jugeant sur place la gravité de la situation, offrent d'obtenir de Moscou une déclaration de principe concernant les nouvelles bases des rapports hungaro-soviétiques et le retrait des troupes soviétiques stationnées en Hongrie.

Mikoyan et Souslov regagnent Moscou d'où ils reviennent quelques jours plus tard porteurs d'un « cadeau » qui dépasse toutes les espérances de Nagy : c'est la déclaration réglementant l'avenir des rapports entre « pays socialistes ».

Si les mots ont un sens, il s'agit d'un document historique. Sans lui, ni l'attitude ultérieure de Nagy, ni le déroulement des événements ne seraient compréhensibles. La déclaration, qui sera publiée le 30 octobre, est une « autocritique » du gouvernement soviétique. Elle reconnaît, quant au fond, que dans le différend hungaro-soviétique, c'est la Hongrie qui a raison. Elle contient une promesse concrète : les troupes soviétiques seront retirées de Budapest, et des négociations seront entamées pour le retrait au-delà des frontières.

Les thèses sur lesquelles se fonde ce document sont celles que, dix mois auparavant, Nagy l'excommunié avait formulées dans son « Mémoire » et qui, à l'époque, avaient encore un fumet d'hérésie. C'est un hommage à Imre Nagy, théoricien, qui laisse les mains libres à Imre Nagy, l'homme politique. Une seule « condition » : Nagy doit défendre les conquêtes socialistes de la démocratie populaire hongroise. Mikoyan et Souslov se répandent en protestations d'amitié et encouragent Nagy à « *se montrer ferme* ».

Nagy va donc essayer de créer de nouveaux cadres politiques, de nouvelles structures pour remplacer l'appareil du parti qui s'est écroulé comme un château de cartes. Tout cela conformément aux aspirations du peuple et sans renoncer aux conquêtes du socialisme.

Mikoyan et Souslov — on l'ignore généralement — sont présents au siège du parti quand on met au point un projet qui prévoit un régime autorisant plusieurs partis. Avec Nagy ils discutent sur les négociations qui vont s'ouvrir au sujet de la révision du pacte de Varsovie, dont la Hongrie va se retirer.

Mikoyan précise : le gouvernement soviétique, et lui-même pour sa part, fait confiance aux dirigeants hongrois. C'est par la faute de Rakosi et de Gerö que la situation a tourné à la catastrophe. On n'enverra pas en Hongrie de nouvelles troupes soviétiques. Le gouvernement de Moscou respectera ses engagements du 30 octobre. Il ne se mêlera d'aucun détail, « *les camarades hongrois feront pour le mieux* ». Evidemment, le régime des grands capitalistes et des gros propriétaires fonciers ne devra pas être restau[...] la Hongrie ne pourra pas devenir une base [...] soviétique.

Imre Nagy, à ce moment, a réellement l'im[...] sion que les Soviétiques lui font confiance. [...] impression, il l'a déjà eue à plusieurs rep[...] dans le passé — et il s'est trompé chaque [...] Mais cette fois, pense-t-il, il peut se montrer [...] miste : les événements ont justifié ses prévi[...] et le Kremlin a dû comprendre que ses mei[...] amis ne sont pas les flagorneurs, mais ceu[...] osent lui dire la vérité. S'il prend au sé[...] l'égalité entre les peuples, Nagy prend aus[...] sérieux l'amitié hungaro-soviétique.

Cet homme malade, fatigué, se sent bru[...] ment guéri et rajeuni. Il se met au travail [...] une énergie décuplée. Des tâches écrasante[...] tendent : il faut faire taire les armes, faire [...] marrer la production, se montrer ferme f[...] des phénomènes anarchiques et contre-révol[...] naires. Jusqu'ici, on pouvait l'accuser d'êtr[...] jours en retard d'une mesure et non sans r[...] Il était en retard, la nuit de l'insurrection, [...] la foule voulait qu'il parlât. En retard po[...] limogeage de Gerö. En retard pour la form[...] du cabinet. En retard pour déclarer aux m[...] qu'il n'était pas responsable de l'interventio[...] viétique. Quelqu'un a eu cette formule saisiss[...] « *C'est la révolution des quarante-huit h[...] perdues* ». Désormais, le retard allait être [...]

blé. Aucune raison de ne pas annoncer tou[...] suite ce qui a été convenu avec Mikoyan et S[...] lov : l'instauration d'un régime de partis [...] négociation au sujet du pacte de Varsovie.

Mais une demi-journée à peine après le dé[...] de Mikoyan, Nagy reçoit des nouvelles alar[...] tes : des renforts de troupes soviétiques arri[...] en Hongrie. Au début, il pense qu'il s'agit d[...] simple relève : la Hongrie n'est-elle pas dev[...] une voie de passage pour les Russes ? Mais [...] le jeudi matin, le téléphone, qui n'est plus [...] trôlé comme avant, sonne sans arrêt. Des [...] désespérées annoncent, de la frontière nord-o[...] que des troupes soviétiques déferlent, tank[...] camions. Nagy se demande si ces rapports ne [...] pas exagérés.

Peu après, il reçoit des informations milit[...] détaillées sur l'avance des colonnes motor[...] franchissant la Tisza, traversant les villes d[...] grande plaine hongroise, occupant partout [...] gares et les points stratégiques. Autour de B[...] pest, les Russes se retranchent, les aérodrome[...] la capitale sont investis, comme dans tout le p[...] Le doute n'est plus possible.

Mais peut-on tirer une conclusion politique [...] finitive de ces mouvements de troupes ? En [...] riode critique, les ordres et les contre-ordre[...] succèdent partout. Il est possible que les mo[...] ments des troupes aient été ordonnés avan[...] retour de Mikoyan à Moscou, et qu'il s'ag[...]

N AMI IMRE NAGY

par JANOS SZABO

d'un simple décalage. Et Nagy fait mander l'ambassadeur des Soviets, Andropov.

Cet homme, Nagy ne l'a jamais porté dans son cœur. C'est un borné, un sectaire, un partisan de Rakosi. Nagy réclame des explications.

Sans sourciller, Andropov déclare que le mouvement des troupes est *« tout à fait normal »*. Il convient en effet de protéger la retraite des effectifs stationnés en Hongrie. Rien de plus.

Nagy se demande si on le prend pour un faible d'esprit. Comme il y a peu de chances, il conclut que la chose est plus grave : on ne lui dit pas la vérité. A Moscou, lorsqu'il y vivait, il a appris ce que signifie l'attitude des Soviétiques lorsqu'ils ne se soucient plus de convaincre l'interlocuteur et se moquent déjà des apparences.

Kadar : « Les mains nues contre les tanks !... »

La confiance dont il a joui n'existe plus. La veille encore, pourtant, il était persuadé qu'il s'était enfin acquis l'appui des Russes. Quelque chose d'important s'est produit à Moscou. Mais quoi ? Appelé au téléphone, Mikoyan ne répond pas. Les troupes soviétiques continuent à déferler.

A ce moment tragique où toute résistance militaire était devenue vaine, la seule chose que peut encore faire Nagy est de pousser un cri d'alarme. Il prend donc la résolution de dénoncer le pacte de Varsovie et de proclamer la neutralité de la Hongrie. Certes, il ne peut compter sur aucune aide militaire, mais peut-être reste-t-il dans le monde assez de force morale pour défendre une infortunée petite nation.

Il mande d'urgence Andropov au Parlement. Peut-être ce dernier a-t-il reçu de nouvelles instructions de Moscou.

L'entretien se déroule dans une atmosphère tendue et angoissée. Andropov essaye de noyer le poisson. Il minimise la menace militaire.

Nagy lui parle d'une voix nerveuse et solennelle à la fois. Il exige le retrait immédiat des troupes qui ont envahi le pays. La Hongrie est prête à dénoncer le pacte de Varsovie et à se déclarer neutre. Elle fera au besoin appel à l'O.N.U. et aux Quatre Grands.

Les uns après les autres, les principaux membres du cabinet appuient le « vieux ». Le plus violent de tous est son futur successeur, Janos Kadar.

« Peu importe ce qu'il adviendra de moi, dit-il près d'éclater, *mais je suis disposé, en tant que Hongrois, à combattre s'il le faut. Si vos tanks,* crie-t-il à l'ambassadeur des Soviets, *entrent à Budapest, je descendrai dans la rue, et je me battrai contre vous les mains nues. »*

Andropov écoute les protestations, prend note de la détermination du gouvernement et promet de réclamer à Moscou une réponse immédiate.

« Qu'a-t-il pu se passer à Moscou ? » se demande Nagy.

On se le demande encore aujourd'hui. Toutes les explications qui ne tiennent compte que d'*un seul facteur* sont sans doute erronées. Il s'agit très certainement de toute une série de circonstances : l'attitude des généraux soviétiques, la contre-attaque du groupe de Molotov, les lamentations désespérées des autres gouvernements satellites craignant les répercussions de l'affaire hongroise, l'affaire de Suez, l'imminence des élections américaines. L'histoire moderne connaît peu de moments où tant de faits matériels aient joué dans le même sens et si peu de considérations morales dans le sens opposé.

Au moment où l'avion de Mikoyan se pose sur l'aérodrome de Moscou, les jeux sont faits. Cet Arménien à l'esprit vif et à l'intelligence pénétrante ne peut faire autre chose que d'approuver « avec enthousiasme » la décision prise. Il peut même en souligner la nécessité en invoquant certaines informations qu'il apporte de Budapest sur les « atrocités fascistes ». Il avait promis autre chose à Imre Nagy ? Sans doute. Mais de quel poids pèse un Imre Nagy lorsqu'il s'agit de politique mondiale et des intérêts d'une grande puissance ?

Et puis que peuvent valoir des promesses faites à un « traître » ?

A Budapest, on accuse aujourd'hui Nagy d'avoir orienté progressivement son gouvernement à droite, et on cite à l'appui certains articles de la presse occidentale.

Certes, si l'on considère les staliniens et les ministres bornés des gouvernements Rakosi et Hegedüs comme des représentants de la « gauche », alors il est évident que, par comparaison, le gouvernement d'Imre Nagy « a glissé à droite ». C'était un gouvernement de coalition au sein duquel étaient représentées plusieurs tendances. Mais le fait est qu'aucun des membres de ce gouvernement n'a fait la moindre déclaration qui ait mis en doute les conquêtes socialistes : la réforme agraire et la nationalisation des grandes entreprises industrielles.

Le fait est que la Hongrie n'eut pas de gouvernement plus à gauche que celui — qualifié de droite — de Nagy, depuis le gouvernement Karolyi, en 1918.

Mais la fiancée n'était-elle pas trop belle ? Les foules, qui s'étaient laissées aller à des lynchages en pleine rue, qui s'étaient lancées à l'assaut des immeubles du parti, et les partisans des formations politiques qui n'entraient pas dans la coalition ne conduisaient-ils pas la Hongrie à une nouvelle terreur blanche ? Ceux qui ont nié ce danger étaient aveugles, ou de mauvaise foi. Il y a une « tradition fasciste » en Hongrie et dès la première minute, la révolution a dépassé le programme d'Imre Nagy qu'elle proclamait son chef.

Mais précisément, pendant les dernières quarante-huit heures de la révolution, il semblait que les masses qui étaient allées tellement plus loin que Nagy revinssent à lui. Non parce qu'il « cédait à la pression populaire », mais parce que le peuple hongrois ne voulait vraiment pas effacer ce qui pouvait être maintenu à son profit de l'expérience des années passées.

L'histoire a de ces cruautés : au moment même où la situation intérieure se consolidait, où le courant pour la sauvegarde des conquêtes socialistes s'affirmait, les tanks du « plus grand pays socialiste du monde » continuaient à déferler en Hongrie pour assurer la « défense des conquêtes du socialisme ». Comme autrefois, dans l'affaire yougoslave, Moscou continuait, en dépit de toutes les déclarations solennelles et de sa propre autocritique, à ne pas croire que d'autres pays que l'U.R.S.S. puissent édifier le socialisme. Ou bien était-ce précisément ce que Moscou craignait le plus ?

Le fait est que dans le gouvernement « droitier » d'Imre Nagy, il ne s'est trouvé qu'un seul ministre pour ne pas faire confiance à la force du peuple hongrois et à ses sentiments démocratiques, pour avoir peur du combat pour la défense du socialisme, pour choisir de se réfugier auprès des Russes. Cet homme s'appelait Janos Kadar.

Pourtant, c'est lui le vainqueur

Le drame de Nagy, c'est d'avoir cru. On l'avait trompé à maintes reprises — et il croyait encore. En langage politique, une telle attitude sera qualifiée de naïve ou de sotte. Imre Nagy était simplement honnête et présumait que d'autres pouvaient l'être aussi.

Il tentait l'impossible. On peut lui appliquer ces mots d'un grand poète hongrois :

> *« Il voulait rester homme dans l'inhumanité »* ; il voulait rester Hongrois, à l'heure de la grande persécution de son peuple.

Il continuait à croire même après l'écrasement de la révolution par les tanks. A l'ambassade de Yougoslavie, où il s'est réfugié, on lui donne la garantie écrite qu'il pourra regagner son domicile sans être inquiété. Il quitte donc l'ambassade pour se faire aussitôt arrêter par les Russes.

Je me souviens des fêtes solennelles qui se déroulèrent à Debrecen en décembre 1954, à l'occasion du dixième anniversaire de la nouvelle Assemblée nationale hongroise. Nagy était encore premier ministre, mais à couteaux tirés avec Rakosi qui n'allait pas tarder à prendre le dessus.

En compagnie d'un ami écrivain, je gravissais l'escalier de l'hôtel Bika, où se déroulait une réception.

Sur le palier, nous tournâmes à droite. Tout à coup, nous vîmes Rakosi, entouré d'une trentaine de personnes. Le visage radieux, le geste large, il faisait des mots devant un auditoire respectueux.

Nous n'avions aucune envie d'en être, et nous prîmes à gauche.

Dans l'encoignure d'une fenêtre, nous aperçûmes « l'oncle Imre ». Il s'entretenait posément avec un cheminot.

J'échangeai un regard avec mon ami. Nos pensées s'étaient rencontrées. Dans la lutte impitoyable qui se déroulait, c'était Nagy qui allait être vaincu et Rakosi qui l'emporterait.

Nous avions tort. Nagy fut en effet relevé de son poste peu de temps après et ne revint au pouvoir que pour quelques jours en 1956. Aujourd'hui, il est mort. Au regard d'une politique au jour le jour, il a perdu la partie. A l'échelle de l'histoire, pourtant, c'est lui le vainqueur.

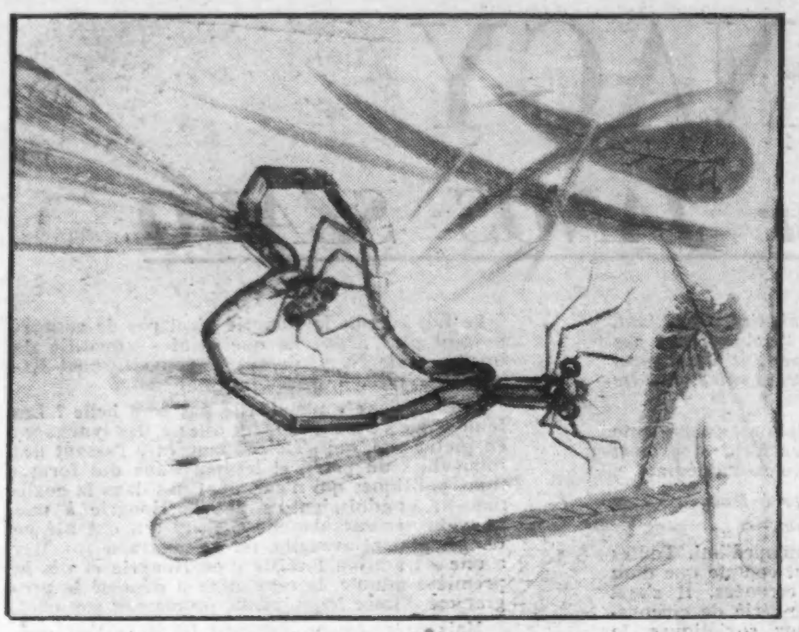
JANOS SZABO.

(Copyright « L'Expresse ».)

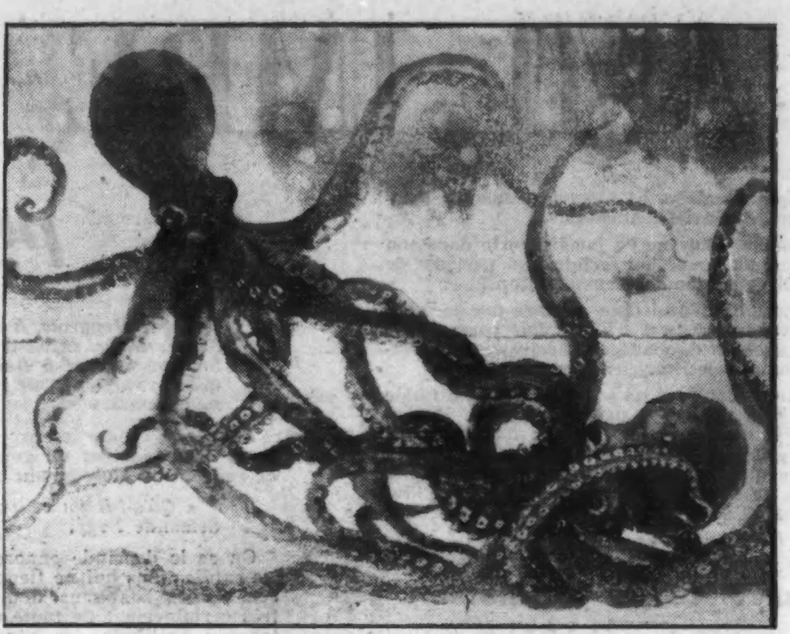
(Intercontinentale)

...R ACCUEILLANT M. NIKITA KROUTCHEV A L'AÉRODROME DE BUDAPEST

...trouvé qu'un seul homme pour se réfugier auprès des Russes



LES LIBELLULES



LES PIEUVRES

« Pas plus qu'avec l'atome, on ne badine avec l'amour »

Elle et Lui

« DANS le rapprochement secret de deux corps humains, toute la société est toujours en tiers », écrit Jean Rostand. Aussi a-t-il renoncé à étudier en biologiste les mœurs nuptiales de l'espèce humaine. Mais lorsque Pierre-Yves Trémois, brillant jeune peintre de trente-sept ans, vint lui demander d'écrire le texte qui accompagnerait un « Bestiaire de l'Amour » illustré, le célèbre biologiste n'a pas hésité.

Le résultat : un étonnant ouvrage édité par Lardanchet, tiré à 175 exemplaires seulement (le moins cher coûte 120.000 francs, les cinq exemplaires sur japon ont été enlevés en quelques heures), où l'humour informé de l'écrivain rejoint le talent sûr de l'illustrateur.

De la façon qu'a la libellule de se faire prendre par le cou, aux tresses que forment les serpents amoureux, en passant par la brutalité maladroite du crapaud et la chasteté du scorpion qui se promène avec sa fiancée la pince dans la pince, la science de Jean Rostand et de Pierre-Yves Trémois est infinie.

L'œuvre est libre et audacieuse. Elle n'est jamais équivoque, jamais vulgaire, jamais douteuse. C'est que « On ne badine pas plus avec l'atome qu'on ne badine avec l'amour », conclut l'auteur.

RADIO

Avancement ou sanctions pour les délateurs ?

● *La guerre froide continue entre Radio-Alger et la Direction générale de la R.T.F.*

LA semaine dernière, le colonel Lacheroy, chef des services d'action psychologique d'Alger, convoqué à Paris par M. André Malraux, a rencontré M. Gabriel Delaunay, directeur général de la R.T.F. Celui-ci lui a exprimé son mécontentement de l'accueil reçu à Alger par ses envoyés spéciaux. Mais le colonel n'était pas venu pour écouter des remontrances. Il portait avec lui une liste de dix-huit collaborateurs de Radio-Alger — dont deux chefs de centres techniques — contre lesquels il demandait des sanctions, allant jusqu'à la mise à pied, pour « activité équivoque » durant les « journées glorieuses ». Il réclamait également qu'en récompense des « services rendus » (*sic*), M. Godiveau, rédacteur en chef du « Journal parlé » d'Alger, soit nommé directeur régional.

Or, au même instant, le comité directeur de l'Amicale des Journalistes de la R.T.F. décidait précisément, à l'unanimité, d'exclure Godiveau et son partenaire Delalande, « coupables d'actes de délation à l'encontre de quatre de leurs camarades, mettant ainsi en danger leur liberté, et peut-être leur vie ». Il s'agissait des quatre auteurs du « duplex » du 14 mai avec Paris, dont trois avaient été arrêtés sur intervention personnelle de Godiveau, leur rédacteur en chef. Quant à Delalande, président du Comité de vigilance de la R.T.F., il était l'auteur et le signataire de différentes motions dont chacune contenait sa part de dénonciation. Cette sanction frappant les deux hommes semble n'être d'ailleurs qu'un premier pas vers le retrait pur et simple de leur carte professionnelle de journaliste.

Obtenir de Salan...

M. Delaunay refusa donc avec énergie de prendre les décisions que lui demandait le colonel Lacheroy. M. Merlet, directeur régional de Radio et Télé-Alger, expulsé par le Comité de Salut public, a d'ailleurs obtenu une mise en congé de trois mois qui empêche, durant cette période, de lui désigner un successeur. Mais ce qu'il n'a pu arracher à M. Delaunay, le colonel Lacheroy avait le ferme espoir, en quittant Paris, de l'obtenir du général Salan.

Pour appuyer d'éventuelles mesures de ce genre, « L'Echo d'Alger » continue à se livrer à de violentes attaques contre le « Journal parlé » de Paris. « La campagne abominable de celui-ci tout au long de la dernière crise a fini d'écœurer les derniers auditeurs qui le prenaient encore ici », écrit-il dans son numéro du 11 juin. Et plus loin : « Ses revues de presse ne sont le plus souvent qu'une « sélection » plus qu'orientée pour appuyer la politique d'abandon des collaborateurs les plus nocifs du « Monde » notamment. »

Le visage embouti de Massu

Quant au Comité de Salut Public, par la voix de M. Neuwirth, il a pris publiquement le parti de Godiveau et Delalande. Mais des journalistes présents à sa conférence de presse ont fait observer à M. Neuwirth qu'il s'agissait là d'une affaire que seuls les organismes professionnels étaient appelés à juger, et dans laquelle les services de l'information n'avaient pas à s'ingérer.

A Radio-Alger, la censure et les consignes en provenance du C.S.P. ne cessent d'ailleurs de faire la loi. Du télégramme adressé par le général de Gaulle au général Salan, il ne fut donné lecture au micro que du dernier paragraphe.

La semaine dernière, un certain Ceccaldi, conseiller technique mis en place par le Comité de Salut public à la Télévision d'Alger, ordonna au « Journal télévisé » d'aller exécuter un reportage filmé chez M. Delbecque, industriel et cousin du vice-président.

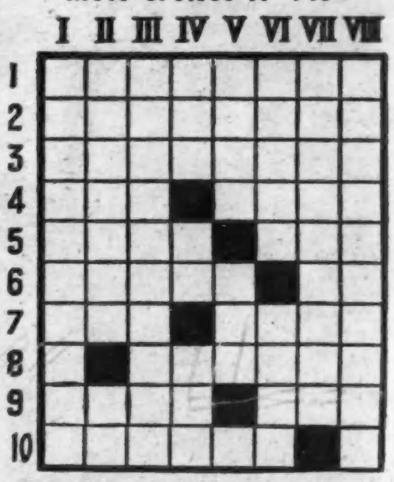
Celui-ci reçut avec empressement et une certaine naïveté les cameramen.

« *Il s'agit de me donner un coup de main*, leur dit-il. *La veille de l'arrivée du général, mon cousin m'avait conseillé de fabriquer 500.000 breloques en forme de croix de Lorraine, m'assurant qu'elles seraient enlevées en trois jours. Mais depuis, comme vous le savez, le vent a tourné et ma marchandise me reste sur les bras. Mon cousin qui, depuis six mois, ne songe qu'à être ministre, ne veut plus entendre parler de rien et je risque « d'en être de plusieurs millions ». Alors, si vous pouviez me faire un peu de publicité...* »

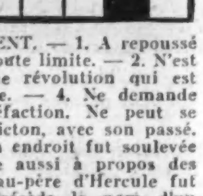
M. Delbecque, l'industriel, montra ensuite aux cameramen une maquette de porte-clés offrant d'un côté le visage embouti du général Massu, de l'autre celui de M. Soustelle.

« *J'espère me rattraper avec cela*, leur dit-il. *Mais de nos jours, il faut avoir une fameuse intuition politique pour réussir dans le commerce.* »

Mots croisés N° 140



HORIZONTALEMENT. — 1. A repoussé le pôle au-delà de toute limite. — 2. N'est pas loin. — 3. Une révolution qui est parfois due à l'épée. — 4. Ne demande qu'une faible torréfaction. Ne peut se cumuler, selon le dicton, avec son passé. — 5. Pourvu. A son endroit fut soulevée une question, posée aussi à propos des anges. — 6. Ce beau-père d'Hercule fut parrain du vin. Précède le nom d'un homme qui a sinon bien vécu, du moins bien fini. — 7. Plus d'un sel finit ainsi. Serait mal vu dans un discours de réception à l'Académie. — 8. Mal en point, selon le populaire. — 9. Ne pas porter dans son cœur. S'applique à un fruit, à un refus, à un régime. — 10. Ne prétend pas concurrencer Madagascar.



SOLUTION DU N° 139

VERTICALEMENT. — I. Titre « bidon » accordé à un roturier prosateur. — II. Programme refusé par le farouche conservateur. Air d'Israël. — III. Cotonnade qui ne vient plus nécessairement de Normandie. — IV. Noirci sans mauvaise intention. Bien séparées dans le premier vers de la *Marseillaise*. Y compris le papier et la ficelle. — V. Est rouge, dans sa plus grande partie. Frappé ou permet d'éviter de l'être. — VI. Ce que fait le caviste ou le sonneur. Rivalise avec Chaumont, Villandry, etc. — VII. N'est pas le fait de ce qui se donne. — VIII. Qui sert à la retenue.

AVENTURE

Le capitaine et la Tosca

● *Parce que Turco Westerling n'est pas un chanteur comme les autres, les Hollandais ont eu peur de l'écouter.*

UN certain Turco Westerling devait chanter « La Tosca » à l'Opéra de La Haye. Au dernier moment, le concert fut décommandé « pour éviter des désordres dans la salle », eu égard à la personnalité de l'interprète.

On ne saurait entièrement blâmer les organisateurs.

« *A sept ans, j'étais un excellent tireur. J'étais capable de toucher une pièce de monnaie avec une balle de 6 mm en tirant à 20 mètres de distance* », raconte le capitaine « Turco » Westerling («Turco» parce qu'il est né à Istanbul en 1919 et Westerling parce qu'il est d'origine hollandaise) au début de ses mémoires.

A 8 ans, il parle trois langues et manie le fusil à deux coups comme d'autres la baguette de cerceau. A 13 ans, il passe maître dans l'art de se servir des explosifs et s'entraîne à réduire en poudre les murs de la maison familiale... Au rythme de tels progrès, le destin de ce Mozart du pistolet et de ce Rimbaud de la dynamite, vingt ans plus tard, ne pouvait être que tout à fait exceptionnel.

En 1950, à la tête d'une armée privée, il s'empare de Bandoeng. La même année, il s'en faut de quelques fusils qu'il ne se rende maître de Djakarta et de toutes les Indes ex-néerlandaises. Entre temps, il a « pacifié » les Célèbes où, selon les rapports parvenus à l'O.N.U. il a massacré 42.000 « terroristes » japonais, communistes et « républicains » du président Soekarno. Selon ses propres estimations, il se serait contenté de n'exécuter que six cents personnes.

Le Prince Justice des Légendes

Tout a commencé en 1945 lorsque Westerling, chef de commandos anglo-hollandais, est parachuté à Sumatra avec mission d'y préparer les débarquements des alliés vainqueurs du Japon. Le 17 août 1945, trois jours après la capitulation japonaise, un ingénieur javanais du nom de Soekarno, balloté entre les communistes et les Américains, proclame la République au milieu du chaos qui suit l'occupation nippone.

Dès cette date, Anglais, Américains et Russes commencent à jouer dans cette partie du monde — et chacun pour son compte — une partie à la fois serrée et désordonnée dont Soekarno est tantôt la marionnette, tantôt le punching-ball. Le but de chacun, après en avoir évincé les Pays-Bas, est de faire entrer les Indes néerlandaises dans sa propre zone d'influence.

Chassé en 1946 de l'armée hollandaise, « Turco » Westerling fait alors un rêve fou : il pacifiera les îles, ralliera les paysans et, à la tête de ses légions, apparaîtra comme « le Prince Justice » dont parlent les millénaires légendes des indigènes de l'Indonésie.

Le rêve faillit descendre sur terre et, si le 23 janvier 1950, trois camions d'armes n'avaient pas été saisis au dernier moment par le gouvernement indonésien alerté par un officier hollandais, le monde entier aurait appris que le capitaine Westerling s'était emparé de Djakarta et avait déposé le président Soekarno.

Le contre-ut du Condottiere

« Turco » a échoué. Il réussit à s'envoler pour Singapour où il restera emprisonné pendant six mois. Au gouvernement indonésien qui demande son extradition, les Britanniques répondent par une fin de non-recevoir. Expédié aux Pays-Bas, il fausse compagnie à son escorte à l'escale du Caire pour se réfugier en Belgique. De Bruxelles, il passe en France (d'où il est expulsé en mars 1952) puis en Hollande où il est libéré après quelques jours de prison. Depuis, il a fait parler de lui tantôt en publiant ses mémoires, tantôt en achetant — on ne sait à quelles fins... — des yachts blindés.

Qui est ou qui était «Turco» Westerling ? Un Cortez du XX^e siècle ? Un mythomane ? Un Lawrence d'Arabie transporté aux rivages des îles de la Sonde ? Dans un passage de ses mémoires, une fois, une seule fois, il se *coupe* et parle de ses « camarades de l'Intelligence-Service »...

Lorsque, la semaine dernière, il proposa au monde sa plus bizarre incarnation en sortant de l'ombre sous les traits d'un chanteur d'opéra, le grand concert qu'il devait donner à La Haye fut, au dernier moment, décommandé. C'est grand dommage. Notre époque, qui voit des princes épouser des actrices et des princesses soupirer après de romantiques colonels ou des pianistes de cabaret, aurait été le témoin d'une de ses plus surprenantes dérisions : elle aurait applaudi le plus fameux de ses condottieri, une main sur le cœur, en train de pousser la romance et de réussir, à défaut de révolutions, un superbe contre-ut pour l'admiration des abonnés de quelque Scala, pendant que Pizarre, Almagro, Cortez et Lawrence se seraient retournés dans leurs tombes.

« *Tout homme est fou*, dit Malraux, *mais qu'est-ce qu'une destinée humaine sinon une vie d'efforts pour unir ce fou et l'univers ?* »

Etranges efforts de Westerling... Il est vrai qu'un certain Néron disait volontiers :

« *En moi, c'est surtout le chanteur que je trouve admirable...* »

WESTERLING TÉNOR (U.P.)
Lawrence se serait retourné dans sa tombe...

ENSEIGNEMENT

Priorité aux sciences

● *L'élève moyen fait six fautes en quinze lignes, mais la nouvelle vague est bien orientée.*

LES épreuves du concours d'entrée en sixième se sont déroulées la semaine dernière dans toute la France, sauf à Paris où elles ont lieu cette semaine. Les élèves des écoles publiques (cours moyens deuxième année) qui ont obtenu l'appréciation « bon élève » ou « élève moyen » en sont dispensés. Cette mesure destinée à ôter à l'examen d'entrée en sixième son caractère de « concours d'agrégation » prête, elle aussi, à critique, en particulier pour l'inégalité avec laquelle on décerne d'une école à l'autre les définitions : bon, moyen ou mauvais.

Une enquête organisée par le Centre national de la Recherche scientifique a mis cette inégalité en lumière. Elle situe les connaissances moyennes des enfants après un sondage portant sur 4.860 élèves appartenant à 397 écoles dispersées à travers toute la France.

● L'élève moyen fait six fautes dans une dictée de quinze lignes ; il connaît six règles d'accord grammaticales sur les dix qu'il a dû apprendre ; il obtient trois sur dix en analyse grammaticale.

● En calcul, 84 % des enfants additionnent correctement $195+205$; 62 % savent multiplier 170 par 0,5 ; 30 % prennent les 25 % de 8.000 et 17 % seulement sont capables d'additionner les fractions : $1/8+1/4+1/2$.

● L'écolier des villes a un niveau de connaissances supérieur à celui de l'écolier des champs ; mais les têtes de classe sont meilleures à la campagne qu'à la ville.

● Plus de 100.000 élèves, soit le cinquième des effectifs, ont un niveau qui leur permettrait d'entrer en sixième ; faute de moyens financiers, ils y renoncent et arrêtent leurs études ! Cependant, 6 % des élèves les plus médiocres, mais financièrement bien doués, le font.

Avoir un fils ingénieur

Il est nécessaire de procéder à une vaste campagne d'information auprès des parents, pour leur présenter les débouchés offerts notamment par les études scientifiques.

A ce sujet, les efforts de ces dernières années commencent à porter leurs fruits. Si l'on en croit une récente enquête de la Fédération des parents d'élèves des écoles publiques, la moitié des parents souhaitent voir leur fils ingénieur. Il est d'ailleurs curieux de constater que les parents nourrissent pour leurs enfants des ambitions conformes aux vocations que ceux-ci expriment ; seul, l'ordre de préférence des métiers choisis diffère, des parents aux enfants : ingénieur, radio-électricien, dessinateur industriel, sont les métiers les plus souvent cités, auxquels s'ajoute, pour quelques enfants, le merveilleux métier d'aviateur.

Littérature hors des prix

Le nombre de candidats au baccalauréat et les sections choisies confirment cette tendance des jeunes vers les carrières scientifiques : dans l'Académie de Paris (la seule dont on connaisse déjà les chiffres exacts), 26.442 candidats se sont présentés les 17 et 18 juin aux épreuves de la première partie. Par rapport à l'an dernier, les options scientifiques ont 2.500 candidats en plus.

Pour la seconde partie (19 et 20 juin), c'est la première fois que le nombre de candidats à la série mathématiques (6.667) aura été supérieur à celui des philosophes (6.448) !

Les résultats du concours général accusent encore cette faveur nouvelle dont jouissent les études scientifiques : six premiers prix littéraires n'ont pas été attribués cette année. Et les deux premiers prix de mathématiques ont été obtenus par deux garçons aussi bien doués pour les lettres que pour les sciences, mais qui ont opté pour ces dernières.

— J.-M. CADIOU, qui a également le premier accessit de physique, a obtenu l'an dernier un premier accessit d'anglais et un 19 en grec au baccalauréat. Agé de 16 ans, il se prépare à quitter le lycée Carnot pour la « taupe » du lycée Saint-Louis.

— GEORGES ZELLERMEYER, 18 ans, qui va se faire naturaliser Français, est premier de sa classe à Condorcet dans toutes les matières : histoire, géographie, philosophie et mathématiques évidemment. L'an dernier, il avait obtenu un premier prix au concours général.

Leur grosse déception est de manquer de temps et de ne pouvoir faire tout ce qu'ils désireraient : lire, voyager, peindre, faire de la musique.

(Intercontinentale)
WESTERLING SOLDAT
Rimbaud de la dynamite...

AUTOMOBILE

Les fatigues mortelles

● *Soixante-cinq médecins ont pris la route pour vous enseigner à éviter les accidents.*

AU moment où des dizaines de milliers de Français vont s'élancer, au volant de leur voiture, vers les vacances, les résultats « médicaux » du rallye des médecins apportent des informations précieuses sur les réactions d'un individu moyen sur la route :

— *Après 100 kilomètres de conduite avec attention très soutenue,* raconte le docteur Caye, *j'ai observé sur moi des modifications des sensations visuelles à type d'hallucinations plus ou moins caractérisées.*

Pour le docteur Toutain, de la Commission scientifique de l'Automobile-Club Médical, 33 ans, le rallye a été l'occasion de procéder à des observations sur son pouls et sa tension au cours de l'épreuve :

— *Après une fatigue importante, et surtout presque à jeun, l'organisme est extrêmement sensible aux excitants. Les deux cafés que j'ai pris entre l'arrivée de l'épreuve de régularité et la course de côte ont fait grimper mon pouls à 110, en même temps que mon énervement s'accroissait et que l'impression de fatigue disparaissait... ce qui était le plus grave.*

Seconde constatation importante du docteur Toutain :

— *Après une heure et demie de repos et la prise d'une nourriture saine et non excitante — potage, viande, légumes, fromage, fruits, sans vin ni café — j'ai vu ralentir très nettement mon pouls jusqu'à 90 et s'abaisser ma tension. Il est certain qu'un repos, même assez court, suffit à amener une atténuation sensible de la fatigue qui, en persistant, pourrait au contraire entraîner une catastrophe.*

Excitant : accident

Sur les 65 médecins qui participèrent au rallye un seul, le docteur de Timonesky, eut un accident. Celui-ci se produisit durant l'épreuve de régularité qui avait lieu sur 350 kilomètres dans des chemins de campagne. Le docteur établit son diagnostic sans chercher, au contraire de la plupart des victimes, à s'en dissimuler les causes :

— *Moins d'un kilomètre après le départ, je fis un tête-à-queue suivi d'un double tonneau. Pendant plusieurs jours, je retournai la question en tous sens : « Est-ce de ma faute ? Est-ce un incident mécanique ? » Que la fatigue jointe à la tension nerveuse soit souvent partiellement responsable, c'est certain. L'incident mécanique en l'occurrence, le décollement d'une jante non d'origine et dont le rivetage était anormal, a été le catalyseur qui a rompu l'équilibre. Mais sans la sensation de fatigue, je n'aurais pas pris d'excitant, et sans excitant, je n'aurais pas été dans cet état second dans lequel j'étais plongé dès le départ.*

Les conclusions du docteur de Timonesky sont valables pour tous ceux qui vont partir en vacances par la route :

— *Lorsqu'on se sent fatigué, il faut aussitôt s'arrêter et se reposer afin de retrouver son calme par un sommeil réparateur, sans chercher à récupérer l'énergie qui vous manque, grâce à une drogue quelconque.*

LA VOITURE DU DR. DE TIMONESKY
Photo pour diagnostic

ARTS

Comment l'esprit vient aux villes

● *Grâce au musée qui bouge, Marseille peut connaître et aimer la peinture.*

(*De notre envoyé spécial J.-F. Chabrun*).

SOUS un ciel inhabituellement gris et bas, le « Tout-Marseille » inaugurait, la semaine dernière, une exposition Modigliani (1).

Après Van Gogh, Maillol, et Toulouse-Lautrec, c'est la quatrième grande exposition organisée en quatre ans au musée Cantini par la municipalité de la seconde ville de France.

A peine décrochées des prestigieuses cimaises de la galerie Charpentier, les toiles de Modigliani ont quitté Paris pour Marseille en camion.

A bord, pour surveiller cette cargaison valant plusieurs centaines de millions, une femme de petite taille, svelte et vive, Mme Latour.

Les collectionneurs n'avaient consenti à laisser accomplir à leurs toiles ce trajet de vingt heures que si elle les accompagnait elle-même.

C'est en effet Mme Latour, conservatrice des musées de Marseille, que le maire, M. Gaston Defferre, avait chargée d'organiser l'exposition en liaison avec le « ministre délégué des affaires artistiques phocéennes » à Paris, le critique Jean-Albert Cartier.

L'exposition Modigliani n'est-elle pour autant qu'une simple répétition de celle que tous les amateurs parisiens ont pu voir à Charpentier ? En aucune façon. Un nombre plus restreint de toiles, bien choisies et distribuées dans de petites salles qui les mettent en valeur, donne peut-être une idée plus juste du peintre que l'exceptionnel, mais parfois discutable inventaire dressé sur les murs de la galerie du faubourg Saint-Honoré. De nombreux dessins et deux statues (de Modigliani) permettent en outre de connaître son œuvre sous ses divers aspects.

Le musée qui bouge

Quand il faut à la fois faire appel aux collectionneurs et aux musées de plusieurs pays, l'organisation d'une exposition de ce genre présente des difficultés inimaginables. Ce n'est pas par hasard, toutefois, que celle du musée Cantini est en tous points réussie. Grâce à la galerie Charpentier, bien sûr. Mais aussi parce que, depuis quatre ans, la formule marseillaise du « musée qui bouge » a été rodée et mise au point.

On n'insultera pas les musées de Marseille en constatant qu'ils ne contiennent guère de pièces susceptibles de provoquer l'intérêt du grand public. Or, le principal port français est à la croisée des grandes routes, naturelles, commerciales et *culturelles.*

La seule revue littéraire qui ait su maintenir sa qualité et garder son audience nationale et internationale d'avant la dernière guerre, est, avec « Le Mercure de France », paraissant

(1) Jusqu'au 27 juillet.

RÉSULTATS

L'Histoire telle que vous l'écrivez *

DE nombreux lecteurs ont essayé d'imaginer comment les manuels d'histoire de leurs petits-enfants raconteraient la période exceptionnellement remplie que nous venons de vivre :

Voici, par ordre alphabétique, la liste des auteurs des dix textes les plus réussis :

M. François d'ARCY, 56, rue de Lisbonne, Paris.
Mlle Anne-Marie FEIGNEUX, 7, r. Edouard-Vaillant, Limoges (Haute-Vienne).
M. Emile LEHOUCK, 49, rue Léon-Mignon, Bruxelles III.
M. Henri LOUIS, Ecole nationale professionnelle, Morez (Jura).
M. Walter LUST, Coqueloup, Ville-la-Grand (Haute-Savoie).
M. Thomas MARTIN, 171, rue de la Convention, Paris.
M. Pierre MIOT, 2, rue d'Idalie, Vincennes (Seine).
M. Jacques PIGEON, 106, rue de la Pompe, Paris.
M. Jean QUENIART, 11, av. Pozzo-di-Borgo, Saint-Cloud (S.-et-O.).
M. M.-P. VINOT-PREFONTAINE, 26, rue Saint-Guillaume, Paris-VIIe

Chacun d'eux recevra trois disques microsillons longue durée, dès qu'ils nous auront fait connaître leurs préférences.

La semaine prochaine, les résultats de notre « Jeu des légendes ».

(*) Voir « L'Express » n° 364, du 8 juin 1958.

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

AOUT 1872 : EMPRUNT
Nous n'avons rien inventé...

JUILLET 1891 : DÉMISSION
...pas même les bandes dessinées...

JEU

CHERCHEZ LA DATE

UNE collection de journaux d'autrefois vient d'être exposée dans le hall de « France-soir », avant d'être vendue aux Ambassadeurs au profit des œuvres sociales des vendeurs de journaux.

Plusieurs de ces « pièces rares » nous ont prouvé que si la façon de traiter l'actualité a sensiblement évolué avec le temps, les sujets proposés aux journalistes offrent d'une époque à l'autre de troublantes analogies.

Dans un des journaux exposés, nous avons relevé ces lignes : « Ce que l'on veut en ce moment à Paris, comme dans toute la France, c'est le calme, la stabilité, la confiance publique, la reprise des affaires.

« Aussi entendons-nous, dans le monde politique, dire avec unanimité que le nouveau pouvoir sera soutenu avec entraînement au commencement de sa carrière ; il sera appuyé par le parti modéré dans l'Assemblée nationale et au-dehors. Cet appui lui sera donné toujours sous toute réserve et à la condition de marcher avec fermeté et persévérance dans la voie que l'immense majorité de la France vient de lui dicter. »

Dans quel journal et à quelle époque, si possible à quelle date, est paru cet article ?

Les auteurs des dix premières réponses exactes que nous recevrons, ou de celles se rapprochant le plus de la vérité, recevront, selon leur préférence, un disque microsillon longue durée ou un ouvrage de la Pléiade.

MARS 1889 : ELECTIONS
...offertes par « Le Figaro » dans son « supplément à sensation »

à Paris, « Les Cahiers du Sud », paraissant à Marseille.

Pour ne pas manquer de satisfaire l'appétit des foules qui, depuis quelques années, se passionnent pour la peinture, il fallait trouver une solution. La municipalité de Marseille a donc décidé d'organiser de grandes expositions consacrées à des peintres qui, de près ou de loin, pouvaient participer de l'aura provençale.

Van Gogh a, l'an dernier, sanctionné le succès de cette initiative : 53.000 visiteurs en six semaines. En dépit des habitudes acquises, de l'argent rentrait dans les caisses de la ville à l'occasion d'une de ces expériences « culturelles » généralement considérées comme de simples opérations de prestige.

Classe internationale

Succès d'autant plus important qu'en ce qui concerne l'exposition Van Gogh, réalisée en dehors de la saison touristique, les visiteurs étaient à 90 % les habitants de Marseille ou des environs.

Il est vrai que rien n'avait été négligé pour attirer l'attention du public : un prix de peinture décerné tous les ans par la ville depuis 1955, aussi bien que la décision d'ouvrir sans interruption le musée Cantini pendant la durée des expositions de 9 à 22 heures. Résultat : on constate que, même en période normale, le nombre des visiteurs des musées de Marseille a sensiblement augmenté depuis quatre ans.

Il est également vrai que ces expositions ne sont pas des redites mineures et régionales des manifestations parisiennes, et qu'elles atteignent une « classe internationale ». Leur succès permettrait même d'envisager, à long terme, la création d'un musée d'Art Moderne à Marseille, qui, après avoir rattrapé cent ans de retard du point de vue de l'urbanisme, est devenue « le premier chantier de France ».

Le spectacle du plan d'eau du port, qui sera illuminé dès le 10 juillet prochain, consolera tous ceux qui regrettent le pont transbordeur, les vieux quartiers, et songent comme Baudelaire que *« la forme des villes change, hélas ! plus vite que le cœur des mortels. »*

J. F. C.

JUSTICE

Faute de moyens, la guillotine...

● *Aux Assises de Versailles le curé de Bezons se permet de demander...*

PLUS encore que les trente-trois cambriolages et le massacre de deux vieillards, la présence parmi les accusés d'une jeune femme qualifiée de « femme-apache » par les psychiatres avait attiré aux Assises de Seine-et-Oise la foule des grandes audiences. Celle-ci a pu voir pendant quatre jours deux garçons et une fille jouant leur rôle d'accusés comme tant d'autres le jouèrent avant eux. Mais elle a pu constater aussi qu'ils ne s'animaient vraiment que pour se rejeter les uns sur les autres des responsabilités prises à l'époque d'un commun accord.

Quand ils « s'associèrent », ils avaient respectivement 24 ans, 19 ans et 23 ans. Ils ne savaient rien les uns des autres. Ils vivotaient assez misérablement dans le même hôtel meublé. Ils avaient pourtant d'autres points communs. Tous les trois avaient été élevés par une mère seule, soit que le père fût mort, soit qu'infirme ou déjà condamné, il ait été dans l'incapacité de prendre en main une éducation.

Une phrase revient souvent dans la bouche du président pendant l'interrogatoire sur le « curriculum vitae » :

— *Vous faisiez à peu près ce qui vous plaisait ?*

Aucun ne cherche à le nier.

Aucune anomalie mentale

Les psychiatres les tiennent tous pleinement responsables de leurs actes, ce qui veut dire de leurs crimes. L'un de ces experts, le docteur Gouriou, s'en explique en ces termes :

— *Anormaux ? Bien sûr, ils le sont par rapport à nous. Mais ce qu'ils ont fait ne s'explique par aucune anomalie mentale. C'est tout ce que nous pouvons dire à l'heure actuelle, sans sortir de notre rôle. Le jour où l'on nous demandera à propos d'un accusé : « Est-il criminologiquement ou psychologiquement responsable ? » ce jour-là, nous pourrons faire de la criminologie ou de la psychologie. Ce qui ne voudra pas dire que nous ne nous tromperons pas.*

Ce jour viendra peut-être, et avec lui le développement d'une nouvelle science et la création des établissements qu'elle exigera.

En attendant, non sans une nuance de regret, un autre psychiatre, le docteur Cénac, parlant de Delville, l'alcoolique héréditaire et le plus compromis du trio :

— *Antisocial ? Ma foi, il l'a prouvé... Que peut-on en faire ? Il est difficilement récupérable avec les moyens actuels. Il est de ceux qui vont de la prison à l'asile, de l'asile à la prison...*

Alors Delville a été condamné à mort.

Mais on n'oubliera pas la seule déposition faite en sa faveur par le curé de Bezons. Ce prêtre avait simplement dit :

— *Delville est un cas parmi d'autres. Nous avons actuellement, à Bezons, trente-deux autres cas d'enfants délinquants. Dans cette banlieue où il y a tant de taudis, tant de misère, comment se fait-il qu'il y ait tant de crimes ? C'est tout ce que je me permets de demander.*

J.-M. THEOLLEYRE.

REVETEMENT MURAL PLASTIQUE

« POLYESSEF »
LESSIVABLE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-48

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS

COSTUMES D'ETE
TERGAL - ALPAGA
LAINE et SOIE

CHEMISES D'ETE
SHANTUNG - VOILE
TOILE D'IRLANDE

38-40, avenue Victor-Hugo

LA SEMAINE

« Quand passent les cigognes »

● *Un film soviétique qu'il n'est pas facile de voir sans se poser une question.*

TRENTE ans après « Le cuirassé Potemkine », épopée révolutionnaire, le cinéma soviétique présente au monde le nouveau visage de l'U.R.S.S. avec « Quand passent les cigognes », abondamment couronné au Festival de Cannes et chaque soir applaudi aux Champs-Elysées.

Entre ces deux films, une nouvelle nation s'est créée, une nouvelle société s'est forgée dans le sang, la sueur et les larmes.

C'est à la découverte de cette société que, conscient ou pas, d'avance acquis ou d'avance hostile, marche le spectateur.

Aussi, l'intérêt documentaire du film est-il inséparable de ses qualités purement spectaculaires. Celles-ci, indéniables, ont été particulièrement citées au palmarès de Cannes avec mention spéciale pour la vive, la charmante, la rayonnante Tatiana Samoïlova.

Mais il y a, dans cet hommage étonné des Occidentaux à la technique soviétique, un peu de naïveté, de suffisance ou d'ignorance.

Poudovkine et Eisenstein, « Le chemin de la vie », « La ligne générale » et bien d'autres films soviétiques, avaient déjà démontré, bien avant la guerre, la maîtrise avec laquelle les réalisateurs russes s'étaient emparés du langage cinématographique.

Un temps stérilisés, comme le furent les Allemands sous Hitler, parce qu'il n'est de grandes œuvres qu'entièrement sincères, ils semblent avoir retrouvé leurs facultés et leur don d'expression.

L'amour, l'absence, la guerre

Simplement, alors que tout l'effort américain — et français — des dernières années a tendu à faire oublier au spectateur l'existence de la caméra, le cinéma soviétique continue à jouer de l'objectif comme d'un troisième œil, à chercher — et à trouver — le choc que produit l'image singulière, le cadrage inattendu, la composition savante. Il n'apporte là rien de neuf, rien en tout cas qu'il n'ait déjà su lui-même produire et qui ne rappelle ici tel film allemand, là tel travelling de Clouzot, ailleurs telle composition d'Orson Welles.

Mais cette écriture cinématographique un peu large confère à « Quand passent les cigognes » une sorte de lyrisme qui s'accorde à merveille à la façon dont les sentiments sont ressentis et exprimés. D'où une unité de style, une qualité chaleureuse de ton auxquelles nous ne sommes plus habitués, et qui serrent la gorge, et qui embuent les yeux.

L'anecdote est de celles que tout pays pourrait conter. Une jeune fille, Véronique, et un jeune homme, Boris, s'aiment. Quand passent les cigognes dans le ciel de leur ville, ils les regardent fuir et font de joyeux projets d'avenir. La guerre éclate : Boris s'engage.

A la suite d'un malentendu, les jeunes gens se séparent mal... Il n'est plus sûr d'être compris. Elle n'est plus sûre d'être aimée. Pendant l'absence de Boris, Véronique en épouse un autre parce que, un soir de bombardement et de terreur, elle lui a cédé. Et elle porte en elle toute la honte de la femme qui n'a pas su se garder pour celui qu'elle aime et qui se bat.

Quand repassent les cigognes, la guerre est finie. Mais Boris ne reviendra pas.

Tout expliquer

Il ne s'agit en somme de rien qui n'appartienne à la grande histoire des hommes. L'amour, l'absence, la guerre... Qu'y a-t-il, qu'y aura-t-il jamais de plus important ?... Mais ce pèlerinage aux sources des problèmes humains essentiels s'accomplit avec une fraîcheur, une simplicité dans l'expression, une absence de ricanement qui fait mesurer combien, en Occident, nous nous sommes corrompus. D'autres diront : civilisés.

Les deux termes sont d'ailleurs faux en ce qu'ils ne désignent qu'une fraction des peuples : celle qui parle, celle qui écrit, celle qui dirige, celle qui tourne des films, celle qui est représentée dans les films.

« Quand passent les cigognes » traduit donc d'abord, avec éloquence, un nivellement de la société. « Ceux qui savent » toujours doivent se faire entendre de ceux qui savent moins bien, les amener à eux et non se constituer en élite fermée.

Non seulement c'est la volonté visible des auteurs du film, mais, à l'occasion de plusieurs scènes, cette attitude d'esprit est donnée comme la seule convenable. Par exemple, lorsque dans un hôpital militaire un blessé trahi par sa fiancée se révolte, exprime avec violence son désespoir, sa fureur, et sème le désordre, ce n'est point par l'autorité, par le commandement que le médecin-chef ramène l'ordre : c'est par le verbe. Il veut expliquer, faire comprendre, en appeler à la conscience que chacun peut avoir de sa propre dignité.

LE SIGNE DE CROIX, *que la grand-mère trace sur la poitrine de son petit-fils partant à la guerre pour que Dieu l'ait en Sa sainte garde.*

TATIANA SAMOILOVA

Comme Natacha, le charme slave...

De même, pour saluer les soldats qui rentrent, hagards, de la guerre, l'un d'eux escalade une locomotive et les harangue. De ces douleurs et de ces joies individuelles, de ces deuils et de ces retrouvailles, il fait une aventure collective, une gerbe dont chacun devient un épi, il éclaire, il explique. Pourquoi il a fallu la guerre. Pourquoi il ne faudra plus la faire.

(A ce propos, il est assez frappant que ce couplet final, le seul qui ait un net caractère de propagande si on l'isole du film, paraisse ici l'expression spontanée de l'horreur que la guerre inspire à un peuple si affreusement éprouvé dans ses œuvres vives. Les blessures semblent encore loin d'être fermées, la terreur oubliée.)

La Russie éternelle

Nul doute qu'il ne faille pas prendre ce soldat, ce médecin éloquents pour l'incarnation du chef soviétique moyen, et l'U.R.S.S. pour une vaste réserve d'anges dévoués à hisser leurs frères vers le ciel. Les âmes noires, les « méchants » ne manquent d'ailleurs pas dans le film. Jeune homme planqué, trafiquant d'influence et de médicaments, femmes « de mauvaise vie... ». Simplement, les « bons » auxquels le public est convié à s'identifier :

1) Ne se ressentent ni ne se conduisent en « supérieurs » ;

2) Ont pour idéal déclaré d'être dépassés par ceux qu'ils sont en position d'éclairer et d'éduquer.

Propagande ? Oui, dans le sens où l'U.R.S.S. n'a encore jamais produit, à notre connaissance, de film qui dénonce les tares de la société actuelle. Qu'on les juge majeures ou mineures, on aimerait les voir un jour exposées par les Russes eux-mêmes.

Non, dans la mesure où la leçon de communisme appliqué est indiscernable de l'expression du tempérament russe dans ce qu'il a de permanent.

AUBERT-PALACE - GAUMONT-THÉATRE - TRIOMPHE
PALAIS ROCHECHOUART - LES FOLIES - LUTETIA - SELECT PATHÉ
COCINOR présente

LE CYNISME DU « PLANQUÉ » *qui organise des « partys » jusqu'au fond de la Sibérie en compagnie de trafiquants.*

LA GRANDE ROBE BLANCHE *traditionnelle que les jeunes filles rêvent de porter le jour de leur mariage.*

Véronique, mélange adorable de vivacité fière et de mélancolie, pourrait être la grande sœur de la Natacha de « Guerre et Paix ». La générosité de l'accueil que lui fait la famille de Boris, lorsque ses parents sont tués dans un bombardement, l'angoisse métaphysique — où est le bien ? où est le mal ? — la gentillesse expansive, fraternelle, qui colore les rapports humains, la relation homme-femme qui reste empreinte de rigueur austère à l'égard de la vertu des femmes, les rares manifestations d'humour, l'absence totale de scepticisme et d'ironie, tout cela c'est la Russie éternelle.

Non, encore, parce que lorsque Véronique, abîmée dans son remords et sa détresse, demande :

« Vous qui êtes professeur, vous qui savez les choses, répondez-moi : est-ce que la vie a un sens ? » « celle qui sait » ne répond pas.

Hors le plaisir des yeux et l'émotion que tout spectateur retirera de ce film, il pose une question, la plus grave : si nous voulions demain réaliser un film destiné à montrer au monde le visage de la société française, un film « de propagande », qu'exalterions-nous ? Le passé, sans doute. Mais quoi, dans le présent, qui soit porteur d'avenir ? Quelles valeurs, quelle idéologie, quelle morale, quel idéal — fût-il lointain et peut-être jamais atteint — pourrions-nous exprimer à travers l'histoire d'un jeune couple ?

En quel personnage incarnerions-nous « le bon citoyen » ?

L'ennemi le plus déterminé de la société soviétique, de son passé, de son présent, de ses buts est, ici, confronté avec l'image fascinante d'une société en mouvement, en devenir.

Que ce « devenir » ne soit pas celui vers lequel nous voulons, devons et pouvons tendre n'est point le problème. L'U.R.S.S. n'est pas la France.

Mais où est notre devenir ?

Sans doute peut-on voir « Quand passent les cigognes » sans y trouver mieux et plus qu'un bon film. Ce n'est pas aussi facile qu'il y paraît.

F. G.

MUSIQUE

Quelle musique est moderne ?

(De notre envoyé spécial à Strasbourg)

LA « Société internationale pour la musique contemporaine » vient de présenter à Strasbourg son 32e festival.

A l'époque de sa fondation (1928), la société était essentiellement un organisme d'avant-garde. Il s'agissait, pour elle, de défendre les œuvres qu'aucune organisation de concerts établie ne voulait mettre à ses programmes, qu'aucun interprète célèbre n'avait envie de jouer. A parcourir la liste de ses anciens membres, on y trouve les noms de Busoni, de Falla, de Ravel, de Roussel, de Schönberg. C'est assez dire qu'aucun courant véritablement « moderne » ne lui échappait.

Aujourd'hui, cette société de compositeurs traverse une passe difficile. D'une part, la musique contemporaine conquiert chaque jour un peu plus les estrades, sans parler de la Radio et du disque. Pourquoi un Boulez, un Nono, un Stockhausen, les têtes de file de la jeune musique, se feraient-ils jouer par la société, alors qu'on les joue partout, de Vienne à Los Angeles ? D'autre part, la société, en vieillissant, se sclérose. La plupart des œuvres choisies par les sections nationales et par le jury international qui décide en dernière instance appartiennent à des esthétiques dépassées, ou, ce qui est plus grave, à des compositeurs médiocres.

Cette année, sous l'impulsion de Heinrich Strobel, le président en exercice, un effort très sérieux a été fait vers une amélioration des pro-

(Suite page 25.)

LE BAISER RESPECTUEUX *qu'un soldat dépose sur la main gercée d'une ménagère pour se faire pardonner une faute de tact.*

L'USAGE *qu'un chef responsable fait de la parole pour réconcilier un homme révolté avec la vie et pour ramener l'ordre dans une collectivité troublée.*

Cabarets Dancings

CLUB CH. ELYSEES Orch. Oscar CALLE et LE SENECHAL
T. les j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vendr., sam., dim.

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

CALAVADOS 40, Av. P.1er Serbie JOUR ET NUIT...

DRAP D'OR DINERS SPECTACLE
Revue, Strip Tease, Attractions
MARIA VINCENT 58, rue Bassano - ELY. 84-31

LIDO ELY. 11-61 UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
LIDO ELY. 11-62 21 h. DINER DANSANT 23 h. LA REVUE
LIDO "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Frédéy

MOCAMBO **** 12, r. Marignan ELY. 58-64
DINERS - SPECTACLE AURORA LINCHETA

REUNION DES THEATRES LYRIQUES NATIONAUX

OPERA

Lundi 23	20 h. 45	L'HEURE ESPAGNOLE JEANNE AU BUCHER
Mercr. 25	21 h.	SOIREE RESERVEE
Vendr. 27	20 h.	AIDA avec Renata Tebaldi, Martha Lipton, Dimitar Ouzounov
Samedi 28	20 h. 30	DIALOGUES DES CARMELITES
Dim. 29	21 h.	LA DAMNATION DE FAUST

OPERA-COMIQUE

Mercr. 25	21 h.	LA TOSCA
Jeudi 26	20 h. 15	CAVALLERIA RUSTICANA LES PECHEURS DE PERLES
Vendr. 27	20 h.	LOUISE
Samedi 28	21 h.	LA BOHEME
Dim. 29	14 h. 15	CARMEN
Dim. 29	20 h. 45	LE BARBIER DE SEVILLE

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

L'EMBARRAS DU CHOIX

● *Les nouveaux spectacles.*

CINEMA

Légitime Défense. — Roman noir en solde (*Français, Marignan.*)

L'Inspecteur de service. — Décevant panégyrique de Gédéon-Maigret (de Scotland Yard). Un Ford de série flic. (*Ermitage, Images, Max-Linder, Vedettes.*)

Quand passent les cigognes. — Le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé (voir page 22). (*Broadway, George-V, Vendôme.*)

L'eau vive. — Giono en crue verbale inonde un beau sujet (voir ci-contre la critique de Simone Dubreuilh). (*Biarritz, Gaumont-Palace, Madeleine, Richelieu.*)

Chaque jour a son secret. — Rocambolesque et platitude, désordre et conformisme, de la part d'un jeune réalisateur, Claude Boissol, dont on attendait autre chose après *La peau de l'ours*, où il avait montré de l'humour, de l'entrain et une certaine élégance. (*Rex, Normandie, Moulin-Rouge.*)

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

La soif du mal. — Le volcanique dernier film d'Orson Welles, poète maudit. (*Publicis.*)

Mon oncle. — Jacques Tati fait en pointillé la satire du modernisme et crée un ton comique absolument original. (*Colisée, Marivaux.*)

Le pont de la rivière Kwai. — En un mot, un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo, Agriculteurs.*)

Barrage contre le pacifique. — L'étrange famille décrite par Marguerite Duras revit en Thaïlande grâce à René Clément. (*Raimu.*)

Nuits blanches. — L'esthétisme expérimental de Visconti autour d'une petite nouvelle de Dostoïevsky. (*Studio 28.*)

Jeux d'été. — Pourquoi le bonheur est-il toujours aussi éphémère que l'été ? Bergman décrit l'un de ces bonheurs morts à l'automne. (*Cinéma d'essai Caumartin.*)

Le Septième Sceau : Pourquoi sommes-nous sur terre ? Qu'est-ce que la mort ? A ces éternelles questions, Ingmar Bergman, par la bouche d'un chevalier du moyen âge, tente de répondre. (*Pagode.*)

Une nuit a l'Opéra. — Les Marx Brothers en plein délire. (*Lord Byron*).

Brève rencontre. — Une passion sans lendemain. Un des plus beaux films d'amour par David Lean. (*Cardinet.*)

Et dieu créa la femme. — La naissance de B.B. (*Pacific.*)

Viva Villa. — Merveilleuse fresque de la révolution mexicaine avec Wallace Berry (*Ranelagh.*)

Les Ballets Bolchoi. — Si vous n'avez pas eu de place à l'Opéra. (*Studio des Ursulines.*)

César-Marius. — Deux volets du triptyque Pagnol. (*Rambouillet, Studio République.*)

Les vacances de M. Hulot. — Un Français bien tranquille, par Jacques Tati. (*Cujas.*)

Spitzer
Les meilleures
Reproductions
de Tableaux de Maîtres
14, rue la Boétie - ANJ.00-32
Catalogue sur demande contre 50 francs

DISQUES
MICROSILLONS 33 1/3 TOURS
Vendus à des Prix incroyables
30 cms .... **990 fr.**
25 cms .... **790 fr.**
CLASSIQUES ET VARIETES
Catalogue sur dem. accompagnée d'un timbre
Editions Fonteneau EX.D-1 Poitiers

AU THÉATRE

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

par ROBERT KANTERS

Dimanche : Italie

VOILA comment il ne faut pas jouer la comédie ni l'opéra. Aucune action dans cette bergerie, aucune mise en scène, des décors rudimentaires quand ils devraient être féeriques, des acteurs gauches et empanachés. L'opéra de l'auteur des « Quatre Saisons » a l'air de venir non point d'une autre époque, mais d'un autre monde et sa musique se gèle en traversant les déserts de l'ennui (« La Fida Ninfa », opéra de Vivaldi, sous la direction d'Angelo Ephrikian, au théâtre des Champs-Elysées).

Lundi : Argentine

Cette tumultueuse Périchole, la favorite du vice-roi du Pérou, à Buenos-Ayres ils en font presque une ingénue. Comme l'Amérique du Sud de Mérimée, qui n'y avait jamais mis les pieds, est plus vraie, plus colorée, plus vivante que celle de ceux-ci qui en viennent. Ils nous ont apporté aussi une pièce de l'auteur-metteur en scène M. Alberto de Zavalia, épisode sanglant plus encore que tragique d'une guerre civile vers 1840. On n'ose trop se prononcer, mais le travail de M. de Zavalia metteur en scène est bien plat, bien scolaire, et on n'a malheureusement pas l'impression qu'il desserve M. de Zavalia auteur dramatique. Les décors de M. Saulo Benavente sont heureux. (« Le Carrosse du Saint-Sacrement » et « El Limite », par le théâtre de Buenos-Ayres au théâtre des Nations).

Mardi : Canada

Rien ne va plus à Montréal dans la pension de famille des cœurs brisés. La jeune fille a eu tort de s'éprendre d'un Roméo qui a mauvais caractère et mauvais genre ; la vieille fille hésite entre la nymphomanie et le suicide, et celui qu'elle aime choisit l'égoïsme en croyant choisir la liberté ; le beau ténébreux enfin est un conspirateur de cette race si rare, un conspirateur canadien ; et les deux tendres vieillards n'y peuvent rien, et leur douce vieille maison à la cour fleurie de lilas sur laquelle passe la chanson des cloches du mois de Marie devra disparaître et faire place à un building tandis qu'ils iront à l'hospice.

L'odeur des lilas est toujours un peu sucrée. Ainsi de cette comédie méli-mélo dramatique, découpée en sept tableaux de Greuze pour le bonheur des dames et des demoiselles. Il y a un accent canadien plein de charme dans les voix, et dans les sentiments, les comédiens sont émouvants à force de perfection dans la sincérité (Mmes Denise Pelletier, Huguette Oligny, MM. Jean Gascon, Georges Groulx, Jean-Louis Roux, etc.). Que nous sommes malheureux de n'être plus assez bons pour goûter tout à fait une soirée comme celle-là... (« Le Temps des Lilas », de M. Marcel Dubé, par le Théâtre du Nouveau-Monde, à la Comédie des Champs-Elysées).

Mercredi : Paris 1900

On remonte les pièces de Feydeau comme les vieilles montres, pour voir si elles marchent toujours. Ici, l'expérience est concluante, le mécanisme est intact. Ce sont les jeux à peine laborieux du cocuage et de l'hypnotisme dans ce petit monde fin de siècle dont l'adultère était le sport préféré. Le plaisir que nous prenons au théâtre de Feydeau est un plaisir à deux degrés, parce que nous rions de la pièce et peut-être plus encore de nos grands-parents qui étaient assez bêtes et assez heureux pour en rire les premiers. M. Georges Vitaly l'a parfaitement compris et aussi Mme Léonor Fini, qui est une vraie sorcière et qui sait avoir dans ses décors la bonne humeur d'une sorcière d'appartement. On commence par un acte très drôle d'Henry Murger, « Le Serment d'Horace », quelque chose comme un acte de Musset qui deviendrait branquignol. M. Jacques Dufilho triomphe dans les deux pièces, Mmes Monique Delaroche, Micheline Luccioni, MM. Claude Nicot, J.-H. Duval, etc., sont d'une grande drôlerie. Tous les amis que vous enverrez à ce spectacle cet été vous remercieront chaudement.

(Théâtre La Bruyère.)

Vendredi : Suède

La pièce de Strindberg qu'on a jouée tout l'hiver au Poche, « Créanciers », et une autre « Le Paria », que nous avons vue avec M. Serreau sont présentés au Théâtre des Nations par le Kungliga Dramatiska Teatern qui est à Strindberg ce que la Comédie-Française devrait être à Racine. Les acteurs (Mme Eva Dahlbeck, MM. Anders Henrikson, Olof Widgren, etc.) jouent d'une manière directe, simple, vraie, expressive et non expressionniste

Samedi : Russie

Quatre tableaux-chapitres tirés d'un roman-feuilleton de la jeunesse de Dostoïevsky (du moins de sa jeunesse littéraire : il a quarante ans). M. André Charpak les a bien encadrés et éclairés, même si son œuvre n'échappe pas tout à fait aux défauts ordinaires des adaptations de roman, et le metteur en scène, M. Grégory Chmara, a fait le reste avec un art consommé. Amante immolée par la faiblesse de son amant et la rouerie du père de ce jeune homme, Mme Loleh Bellon est rayonnante de tendresse et de vérité. M. Michel Bernardy, en grand progrès, trouve un rôle qui lui va comme un gant. C'est le meilleur spectacle « russe » d'une saison où la Russie a été à la mode (« Charme slave », « Les Parisiens », etc.). Si le Nouveau Théâtre de Poche, après « Créanciers » et « Humiliés et Offensés », continue dans la même voie, il y aura, la saison prochaine, 65, rue Rochechouart, un des plus grands théâtres de Paris (100 places environ).

AU CINÉMA

« L'EAU VIVE »

par SIMONE DUBREUILH

Un film de François Villiers (*Biarritz, Madeleine, Gaumont-Palace, Richelieu.*)

JEAN GIONO, poète provençal et grand écrivain français, n'a pas la tête cinématographique.

Il m'était arrivé de dire, avec d'autres, après « Angèle » par exemple : « C'est bien, c'est très bien. Ce serait sûrement mieux si Giono lui-même, et non Pagnol, avait adapté et dialogué son œuvre pour l'écran ! ».

Je me trompais. Nous nous trompions.

C'est tout autrement qu'il faut comprendre la récente affirmation d'Orson Welles : « Un film n'est réellement bon que lorsque la caméra est un œil dans la tête d'un poète ».

Jean Giono dont le style, imagé, est surtout descriptif, ne comprend, en effet, rien au cinéma qui est images...

Livré au cinéma, l'ermite de Manosque pense redondant, écrit confus. Sa riche langue romanesque devient verbiage, et verbeux son verbe poétique.

« L'Eau vive » dont il ne s'est pas contenté d'écrire le scénario, mais dont, pour la première fois, il a, seul, rédigé les dialogues, est un échec et, lorsque les personnages ouvrent la bouche, de la mauvaise littérature et de l'anti-cinéma.

Sur le vif

C'est que le cinéma est, en soi, un langage si impérieux qu'il ne supporte en aucune manière le frottement, la friction des mots inutiles. C'est que le cinéma hait l'éloquence. C'est que le cinéma est, ordinairement, meilleur lorsqu'il se tait ; c'est que le cinéma ne parle bien que lorsqu'il parle mal, c'est-à-dire ne finit pas ses phrases, ou se répète, lorsqu'il utilise un vocabulaire exigu, pour ne pas dire exsangue (« Mon Oncle », chef-d'œuvre de pur cinéma, ne comporte aucune scène « écoutable » à la radio).

Moyennant quoi le très bon dialoguiste de cinéma jouit, auprès de pas mal de gens de lettres, d'une réputation, solide, de fainéantise.

L'idée pourtant était belle : réclamer pour la réalisation d'un film quatre années, récuser maquettes et « transparences », tourner en somme « L'Eau vive » sur le vif. Utiliser un document vrai pour fond d'une aventure romanesque. Tenter de mettre en parallèle l'histoire d'un fleuve, ou plutôt d'une rivière torrentueuse — et celle d'une adolescente. Le fleuve, c'était la Durance dont on réaménage le cours, dont on recreuse la vallée, dont on emprisonne les eaux. L'adolescente, c'était Hortense, une orpheline du village d'Ubaye promis à l'engloutissement ; Hortense dont les proches, tuteurs, oncles et cousins, s'efforceront de capter l'héritage, qu'ils iront même jusqu'à séquestrer, puis à vouloir assassiner.

Mais Hortense sera sauvée.

Mais la Durance, forcée, subjuguée, torturée, reprendra, par-delà barrages et travaux, son libre cheminement...

Belle idée, entreprise courageuse, l'une comme l'autre avortées.

Les raisons de l'échec du film de François Villiers ?

Il s'agit là de la juxtaposition, non de la fusion, d'un beau documentaire, et de la malheureuse histoire d'Hortense. (Encore faudrait-il que les malheurs d'Hortense, comme ceux de Sophie, nous passionnent.)

Le procédé qui consiste à nous débiter une tranche de ceci, une tranche de cela ; puis, à nouveau, une tranche de ceci ; puis, à nouveau, une tranche de cela, précédant une troisième tranche de ceci et de cela, est maladroit, lassant et irritant.

Maladroit, parce que le documentaire a son style, et le récit romanesque le sien, et qu'il faut un poète de l'écran comme Flaherty ou Murnau pour que s'opère la fusion.

Lassant, parce que l'alternance systématique devient monotone.

Irritant, parce que c'est toujours au moment où le documentaire — sur la transhumance, les travaux du barrage ou le départ des habitants du village qu'on va noyer — commence à nous passionner qu'on nous en arrache pour nous replonger en plein mélo marseillais.

Ajoutons à cela l'inégalité technique, artistique aussi, des deux parties de l'ouvrage : s'il est un prestigieux opérateur de documentaire, Paul Soulignac ignore tout du studio et de la façon de manier les visages. Documentariste intelligent, François Villiers ignore, lui, tout de la direction des acteurs...

De belles bribes

Réduit aux dimensions qu'il n'aurait jamais dû dépasser (des contingences commerciales ont sûrement dicté, j'imagine, cette option bâtarde en faveur d'un documentaire à rallonge romanesque) : quarante minutes ou cinquante minutes, « L'Eau vive » eût été, sans nul doute, un film français hors série.

Les bribes demeurées — les images surtout de la transhumance — sont belles.

Pour la partie romanesque de l'ouvrage, elle est intégralement exécrable. Rien n'y manque, pas un trémolo, pas un roulement d'yeux, pas un grincement de dents, sans parler du pire accent marseillais — celui que les Marseillais eux-mêmes ont depuis longtemps abandonné !

D'une distribution apparemment brillante, puisque la bondissante Pascale Audret (Anne Frank) incarne l'adolescente martyre, je ne détacherai toutefois qu'un seul acteur : Blavette, qui joue vrai, qui joue simple, qui émeut...

Seule eau vraiment vive de ces mortes-eaux cinématographiques : la ravissante musique composée par Guy Béart et qu'il interprète à la guitare.

Une musique qui, elle, coule de source...

(Suite de la page 23.)

grammes. L'un des chefs-d'œuvre de Karlheinz Stockhausen, les « Zeitmasse » pour quintette à vent, fut donné ; on réentendit aussi le « Concerto pour jazz-band et orchestre », de Rolf Liebermann, sans parler de « Jeux », de Debussy, que Charles Munch dirigea au concert de clôture, et qui apparut là, quarante-cinq ans après sa composition, comme une œuvre d'une jeunesse et d'une audace prophétique des plus extraordinaires.

Parmi les premières auditions, un « Ritornell » pour orchestre du Suédois Ingvar Lidholm attira l'attention par son lyrisme et sa riche fantaisie sonore. Et la « Troisième symphonie », d'Henry Barraud, œuvre d'un angoissant sentiment tragique, obtint un succès des plus justifiés.

Toutes les œuvres présentées bénéficièrent d'excellentes interprétations. La palme revient à l'orchestre de Radio-Strasbourg sous la remarquable direction de Charles Bruck.

La pochette des « paras »
Il faut penser à tout

DISQUES

Esprit d'à propos

LES fabricants de bruits en tous genres, entendez les éditeurs de disques, ont le génie de l'actualité. La rentrée à Paris d'une vedette de music-hall, le concert d'un grand soliste, le centenaire des apparitions de Lourdes, ou la fête des mères, rien n'échappe à leurs magnétophones.

Seule, jusqu'à présent, la politique avait été épargnée par l'actualité enregistrée. Un discours d'investiture de président du Conseil, où les «bruits divers » recueillis à l'Assemblée nationale » ne semblaient pas, à première vue, des produits de grosse consommation.

Les récents événements d'Algérie ont modifié cet état de choses. A Alger, les disquaires ont manqué de « Marseillaise ». Les maisons parisiennes s'en sont immédiatement émues. L'une d'elles a assuré à un chanteur connu plus d'un million de royalties pour enregistrer en 45 tours un pot-pourri complet (« Une journée sur le Forum ») comprenant : « La Marseillaise », « Le Chant du Départ », « La Marche du 13 Mai » et « Le Chant des Africains ». Il a refusé.

Cette semaine, Decca annonce la sortie d'un 33 tours, « Para », qui comprend « des marches, sonneries et chansons de route en usage dans les unités parachutistes ». Sur la couverture : trois parachutistes, mitraillette au poing, patrouillant sur la terre d'Afrique.

Le tirage de ce microsillon est prévu à 10.000 exemplaires (à titre d'exemple, un microsillon classique a généralement un premier tirage de 2.500 à 3.000 exemplaires) dont les trois quarts au moins seront immédiatement envoyés de l'autre côté de la Méditerranée.

Remarquable esprit d'à-propos commercial. Un 45 tours longue durée de « L'Internationale » par les chœurs de l'Armée rouge est, n'en doutons pas, en chantier.

Il faut penser à tout.

CHRISTIANE COBLENCE.

EXPOSITIONS

Don Pança et Sancho Quichotte

DOUCET : Parisien, hâbleur, direct et trapu, d'une seule pièce, tout en muscles. Chavignier : rêveur et maigre, d'une gentillesse timide qui sent encore bon sa province, exposent ensemble.

Sous l'apparence de Sancho Pança, le premier — qui est peintre — a la fureur fantasque a l'impulsive générosité d'un Don Quichotte. Le second — qui est sculpteur — ressemble à Don Quichotte. Mais il a le bon sens et le courage tranquille d'un Sancho Pança.

S'il n'avait figuré, il y a quelques mois rue des Beaux-Arts (1), à côté de Giacometti, de Chadwick, de César, de Pénalba et de tant d'autres, Chavignier n'aurait peut-être pas eu de sitôt l'occasion de pouvoir, pour la première fois, montrer un ensemble de ses œuvres (2). Et d'avoir choisi des gouaches de Doucet (3) — l'un des meilleurs « jeunes peintres » actuels — pour orner les murs de cette exposition prouve que la bonne peinture et la bonne sculpture se marient aussi bien dans les galeries que dans les cabinets d'amateurs.

On imagine cependant avec difficulté deux tempéraments aussi différents que ceux de Don Pança-Doucet et de Sancho Quichotte-Chavignier. La vitalité brutale du peintre parvient paradoxalement à créer — par tous les moyens — des harmonies de couleurs qui ne sont pas sans évoquer — « à la moderne » — la vision méticuleuse et sensible des grands intimistes. Les rêveries du sculpteur se transforment en des œuvres aux arêtes nettes, audacieuses. Il a le rare secret de traduire le mouvement à travers l'immobilité des formes. Entre ses mains, le bronze et le plâtre deviennent de véritables « aspirateurs » d'espaces ».

La peinture de Doucet est intérieurement expressive, la sculpture de Chavignier monumentalement objective. Mais les meilleurs mariages sont ceux grâce auxquels des qualités différentes s'additionnent.

J.-E. CHABRUN.

(1) Galerie Claude Bernard.
(2) Galerie Legendre, rue Guénégaud.
(3) Toiles peintes à l'huile, Galerie Ariel, avenue de Messine.

DVORAK
STABAT MATER
Coffret luxe LPV 228/9
DANSES SLAVES
Coffret luxe LPV 214/5
Grand Orchestre Philharmonique Tchèque
Direction : VACLAV TALICH
SUPRAPHON

GALERIE LOUIS CARRÉ
GILIOLI
10 AVENUE DE MESSINE

Permanence de l'Ecole de Paris
Nous apprenons avec plaisir que le Grand Prix de Sculpture de la Biennale de Venise vient d'être attribué au jeune sculpteur espagnol Eduardo CHILLIDA, né en 1924 à Saint-Sébastien. CHILLIDA, après des études d'architecte à Madrid, a réalisé ses premières sculptures en fer forgé en 1947. A Paris, depuis 1949, il expose à la galerie Maeght où sa première exposition individuelle en 1956 a connu un grand retentissement.

GALERIE CLAUDE BERNARD
5 et 7, rue des Beaux-Arts - PARIS (VIe)
APPEL
GOUACHES ET CERAMIQUES
Du 19 juin au 19 juillet

ROR VOLMAR, 58, r. de Bourgogne
INV. 95-43, près Musée Rodin - Mo Invalides
100 VISAGES DE
ISA MIRANDA
par PAULO
GHIGLIA

Galerie Paul PETRIDES
53, rue La Boétie
AÏZPIRI
PEINTURES RECENTES
Vernissage vendredi 20 juin
Jusqu'au 12 juillet

DANIEL CORDIER
D'ORGEIX
PREMIERE EXPOSITION A PARIS
8, rue de Duras - Du 4 au 30 juin

Galerie du DRAGON
19, rue du Dragon
MATTA
ŒUVRES RECENTES

Jacques DUBOURG, 126, bd Haussmann
NICOLAS DE STAËL
PAPIERS COLLES
Jusqu'au 3 juillet

CALENDRIER DES GALERIES D'ART

GALERIE MAEGHT
« SUR QUATRE MURS »
BONNARD, MATISSE, BRAQUE, CHAGALL, KANDINSKY, BRANCUSI, LEGER, MIRO, GIACOMETTI, PICASSO, BAZAINE, TAL COAT
Vernissage vendredi 20 juin

Galerie DENISE RENE - 124, rue La Boétie
HOMMAGE à Léon DEGAND

Gal. ADRIEN MAEGHT, 42, r. du Bac (6e). LIT. 45-15
Gravures originales de BRAQUE, CHAGALL, MIRO, MATISSE, PICASSO, KANDINSKY, GIACOMETTI, BAZAINE, LEGER, A. de CARO.

Galerie DINA VIERNY, 36, rue Jacob, LIT. 23-18, du 22 au 30 JUIN. Cinq Maîtres primitifs : ROUSSEAU, BAUCHANT, SERAPHINE, BOMBOIS, VIVIN.

Galerie ST-GERMAIN - 202, bd St-Germain - LIT. 01-87
Otto FREUNDLICH
et J. KOSNIK-KLOSS

Gérard MOURGUE, 9, av. de l'Opéra - OPE. 52-07
F. PACANOWSKA Jusqu'au 2 juillet

GALERIE 93 - 93, Faubourg-Saint-Honoré
MANTRA
Du 13 juin au 5 juillet

Galerie LARA VINCY - 47, r. de Seine - DAN. 72-51
WOSTAN
Jusqu'au 6 juillet

J. BUCHER - 9 ter, boulevard Montparnasse
BISSIERE

RJ
Vient de paraître...
JULLIARD

Les naufragés du Roussillon

par Roger CUREL

François Dudieu est né en Afrique du Nord, fils d'une domestique et d'un sergent de la Légion Etrangère. Il est élevé par le président du tribunal de sa petite ville natale. Son enfance est influencée par ses camarades de toutes races, et c'est un homme au carrefour de deux civilisations qui nous conte son histoire et sa recherche du bonheur. François Dudieu est un cynique et un sentimental, un aventurier et un père de famille. S'il trouve comme il l'a cherché, ce bonheur tant attendu, c'est peut-être parce que les événements que nous connaissons et que nous avons tous traversés, le marquent, lui apprennent à la fois la résignation et la tendresse, comme à nous tous, et font de lui, un peu plus lucide, un peu plus amer peut-être, un Français moyen et un homme heureux.

Opération Deepfreeze

par George J. DUFEK

(Collection La Croix du Sud)

L'amiral Dufek est le chef de la participation américaine à l'année géophysique. Il commandait le premier avion qui réussit à se poser sur le plateau polaire au point précis du Pôle Sud géographique. Il raconte cette aventure, mais aussi il nous montre avec quelle minutie, quel luxe de moyens, quelle méthode la marine américaine a réussi à rassembler une masse d'informations et une documentation scientifique incomparable sur des régions encore inexplorées. Un tel ouvrage n'est nullement didactique ou sévère. Il contient un grand nombre d'anecdotes et de traits d'esprit, car Dufek, comme tant d'Américains, ajoute à l'amour du travail bien fait, une sorte d'humour à froid très yankee qui rend son livre particulièrement attachant.

JULLIARD

ROMANS

CETTE NIAISERIE, LA GUERRE

par MADELEINE CHAPSAL

RAPPROCHER ces deux livres n'est pas un artifice : tous deux racontent, différemment, une même défaite. La défaite de l'illusion démocratique.

Le récit de Pierre Herbart, « La ligne de force » (1), commence en 1930. L'auteur voyage alors en Indochine, en compagnie d'Andrée Viollis qui allait écrire un alarmant reportage sur la situation coloniale. Ensemble ils découvrent l'immense misère indigène, et Herbart en pressent la force explosive ; d'où venait que la métropole en tînt si peu compte ? Une vigilance administrative et policière repoussait les trop curieux ; quant aux officiels, comme le ministre des Colonies Paul Reynaud, ils n'inspectaient qu'un décor préparé d'avance.

Dès son retour en France, Herbart, révolté, s'inscrit au parti communiste. Actif militant, il bénéficie bientôt d'une invitation pour l'U.R.S.S. Mais la désillusion l'y attend. Staline commence ses grandes épurations et chacun vit dans la peur. Affecté à la direction d'une revue littéraire, Herbart est contrôlé par des censeurs qui, finalement, substituent leur autorité à la sienne.

Une angoissante visite au Komintern lui fait évoquer Kafka. Sa désapprobation devient visible et on l'invite, pour sa propre sécurité, à prendre des vacances en Crimée. Il y rencontre l'amour, mais de retour à Moscou un départ définitif se révèle urgent. Les déchirements de la séparation l'encouragent à condamner un régime si cruel aux sentiments, tandis qu'un dernier tour d'U.R.S.S., aux côtés d'André Gide, achève de le désabuser.

Il regagne la France décidé à rompre avec le parti communiste et part pour l'Espagne où la guerre vient d'éclater. Il y rencontre Malraux, mais ne restera pas : devenu suspect aux yeux des Russes, il les redoute presque autant que les franquistes. Son paysage politique achève ainsi de se brouiller, l'espoir de se défaire.

Puis c'est 1939, la guerre, la défaite, l'occupation. « Une grande chape de bêtise et d'ennui couvre l'Europe. » Si Herbart s'occupe de résistance, c'est, prétend-il, sans l'avoir fait exprès et sans y croire. Certes, la Libération fut un moment agréable, une explosion de joie, mais tout de suite abîmée par la vindicte des comités d'épuration, le renouveau meurtrier de la folie colonialiste.

La guerre, l'horreur continuent. Ont-elles jamais cessé ? Désormais, Herbart ne s'y laisse plus prendre. C'est que les hommes vieillissent plus vite que l'histoire. Si on veut donner un sens à sa vie, il faut, sans plus perdre de temps, le chercher ailleurs que dans ces « riens » — la guerre et la paix.

« AVONS-NOUS *jamais cessé d'être en guerre ?* » Telle est aussi la plainte et la constatation de Roger Grenier, dix ans après cette Libération où son tout jeune héros crut vivre une révolution.

Le livre, « Les embuscades » (2), est un roman, bon et mélancolique ; mais où les événements sont réels. Voici la défaite, l'occupation, la résistance, puis la prise de l'Hôtel de Ville, la libération de Paris, Charles de Gaulle, les Américains... et plus rien.

Pourtant, dans la fièvre d'août 1944, Pierre Marsan connut avec une jeune femme, Constance Klotz, et Prulières, un doux idéaliste, le simulacre de ce que pourrait être une vie enthousiaste ; une vie où on est prêt à mourir, mais où on ne tue personne. Le bonheur entrevu n'aura pas lieu ; la société se fige, réoccupe ses positions et ses haines. Bientôt le sang se remet à couler, en Indochine, en Grèce, en Corée, en Afrique du Nord, mille conflits que leur violence ne suffit pas à régler.

Pierre Marsan, ancien photographe artistique, puis correspondant de guerre, est le témoin fasciné de ces embuscades. Non qu'il aime la guerre, mais du moment où elle existe, où on massacre et tue quelque part, le reste paraît un *« décor vide, un mensonge »*.

Ceux qui le nient se trouvent coupés d'eux-mêmes, comme Constance Klotz qui demande à d'humiliantes aventures une morne sécurité — ou de la réalité, comme Prulières trompant ses rêves dans une agence de voyages. Il n'y a qu'un choix, dit avec talent Roger Grenier : ou on ferme les yeux, ou on les ouvre sur des ruines, des enfants mourants.

CE bilan tragique, Pierre Herbart et Roger Grenier l'établissent tous deux d'un ton assez désinvolte, même léger. Herbart mélange avec esprit ses plus mauvais souvenirs, et Grenier fait de la prise de l'Hôtel de Ville un tableau pétillant, héroïque même, mais un peu dédaigneux.

Est-ce une preuve d'indifférence ? De désenchantement plutôt. Pour ces bons démocrates, la révolution de la liberté était chose faite, ne fût-ce que dans les esprits. D'où leur surprise devant tout ce qui la nie. N'est-il pas stupide d'opprimer son semblable ou d'utiliser la violence pour convaincre un adversaire ? Et la guerre ? Quel petit jeu niais, auquel personne ne gagne ; on croyait, après 1914, que c'était compris. Malheureusement, elle règne.

Et les bons esprits se fatiguent d'entendre sans relâche rabâcher l'indigne langage des coups. « La ligne de force », « Les embuscades » avouent l'usure. Et l'ennui.

(1) « La ligne de force », par Pierre Herbart. Ed. Gallimard, 186 p., 500 fr.
(2) « Les embuscades », par Roger Grenier. Ed. Gallimard, 260 p., 650 fr.

RECHERCHES INTERNATIONALES
à la lumière du marxisme
Une réédition mise à jour :
CAHIER N° 1
LES ORIGINES DU FASCISME
1921-1958
192 pages.................. 500 francs
ÉDITIONS
DE LA NOUVELLE CRITIQUE
Service de vente : 24, rue Racine - PARIS (6e)

HISTOIRE

Histoire d'Espagne

par Ignacio Olague. Editions de Paris. 438 pages. 1.470 francs.

C'EST avec une lourde ironie que l'historien espagnol Ignacio Olague attaque dans ce manuel de 400 pages ce qu'il estime être les erreurs des historiens classiques. Dans ces pages, il prétend reconstruire non seulement l'histoire d'Espagne, mais, dans une certaine mesure, l'histoire d'Europe et même l'histoire universelle.

Quelle est la thèse d'Ignacio Olague ? Selon lui, l'histoire n'est que le développement d'idées-forces et le choc entre des idées-forces opposées.

Si l'on examine un cas concret, la conquête de l'Espagne par les Arabes, M. Olague commence par détruire la légende selon laquelle d'immenses armées arabes, sorties du désert, ont défait les chrétiens — après avoir conquis un vaste empire qui allait de l'Inde jusqu'au Maroc. Et il explique ensuite que la prétendue invasion arabe n'est que la cristallisation d'une idée-force — exprimée plus tard par la civilisation arabe — et qui se trouvait déjà largement reçue sur le pourtour du bassin méditerranéen, y compris en Espagne.

Mais il semble bien que dans ce cas, l'auteur parte en guerre contre des moulins à vent. Il ironise à plaisir sur cette prétendue armée sortie du désert — qui, dit-il est inhabité, par définition.

Mais prenons le manuel de Malet et Isaac, qui a permis à plusieurs millions de Français d'apprendre l'histoire. Il y est dit très expressément que la conquête de l'Espagne a été le fait de 300 Arabes, appuyés sur 7.000 Berbères venus du Maroc.

La seconde thèse d'Olague est tout aussi peu révolutionnaire. L'auteur prétend fonder l'histoire sur la géopolitique et expliquer une partie de l'histoire d'Espagne par les changements de climat qui auraient transformé en terres arides le fertile pourtour de la Méditerranée. Il y a très longtemps que l'on sait que le climat conditionne l'histoire d'un pays et sa civilisation.

C'est par ce mélange d'idées intéressantes mais exposées de façon polémique et superficielle, d'une part, et de lieux communs, d'autre part, que se caractérise un manuel qui prétend révolutionner l'histoire, mais dont la portée, pour l'instant, ne dépasse pas celle d'un brillant libelle.

Le style, semé d'hispanismes, ne favorise pas, tant s'en faut, la démonstration ; on trouve dans une même page des phrases comme celles-ci : *« Différents et éphémères princes se succèdent »*, *« les aryens prennent l'opposition »*, ou *« Swinthilla, levé sur le pavois »* (page 77), expressions qui sont toutes calquées sur l'espagnol.

Tout cela pour finir par dire que c'est la conjoncture des facteurs humains et naturels qui forme l'histoire d'un peuple. En assortissant cette idée de quelques principes puisés chez Spengler, c'est se donner beaucoup de mal pour ne rien démontrer.

BIOGRAPHIE

La vie de Sir Arthur Conan Doyle

par John Dickson Carr. Ed. Robert Laffont. 472 pages, 1.500 fr.

LE livre que John Dickson Carr consacre à Sir Arthur Conan Doyle constituera pour le lecteur français une accumulation de surprises.

Durant toute son existence, Conan Doyle a traîné comme un boulet le Sherlock Holmes qu'il avait créé et qui lui ressemblait trop pour qu'il puisse totalement le renier. Durant toute sa vie, il a cherché à s'en débarrasser, à le faire oublier, il l'a tué même : mais ses lecteurs et ses éditeurs l'obligèrent à le ressusciter. La réussite de l'auteur du « Chien des Baskerville » est cependant le résultat d'un colossal malentendu.

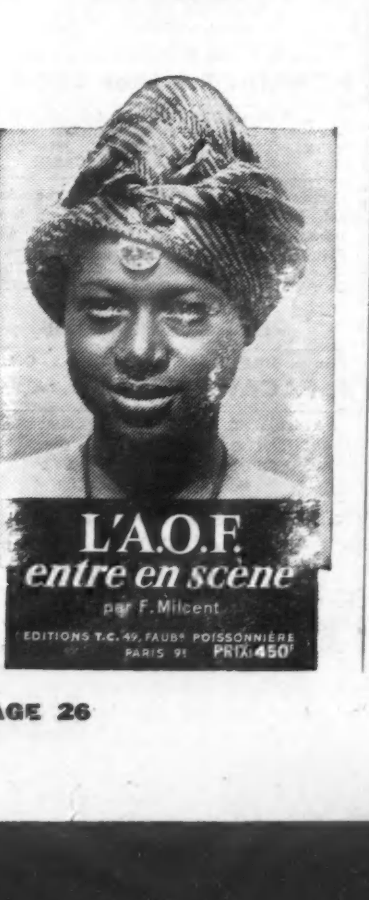
Conan Doyle couvre de son identité une surprenante galerie de personnages : le sportif — joueur de cricket, lutteur, skieur, motocycliste, automobiliste à une époque où l'automobile était réellement un sport ; l'érudit, épris de documentation, passionné un jour par la paléontologie et le lendemain par la numismatique ; le médecin, avec ses vastes connaissances et sa toute petite clientèle ; l'auteur de romans historiques, aussi scrupuleusement historiques qu'ils sont romancés ; l'homme politique, plein de bonnes intentions mais trop catholique pour être élu par des protestants ; le dramaturge occasionnel.

Cassandre contre les militaires

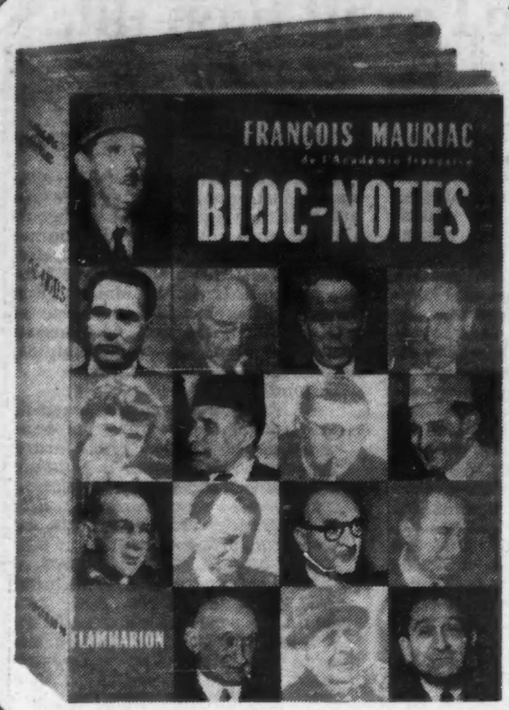
Deux personnages, cependant, semblent envahir la personnalité de Conan Doyle, l'un tout extérieur, l'autre plus dissimulé : l'Anglais patriote, redresseur de torts, et l'adepte du spiritisme.

Issu d'une interminable lignée de chevaliers, Conan Doyle se devait par hérédité d'être le défenseur de la patrie, de la veuve et de l'orphelin. Y consacrer plus de la moitié de son existence et la plus grande partie de ses revenus n'était pas, toutefois, moralement obligatoire.

Au moment de la guerre du Transvaal, Conan Doyle écrivain a déjà connu la gloire — et vient de tuer Sherlock Holmes. Il s'engage comme médecin, organise sur place un hôpital, fait des prodiges, échappe de jus-



L'Express vous présente :



NOUS sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs la sortie en librairie, cette semaine, de deux livres qui ont eu « L'Express » pour berceau.

Ils tombent bien. Et ils se complètent.

Le Bloc-Notes 52-57 décompose et éclaire, par le génie de François Mauriac, comment, de semaine en semaine, la nature des hommes, l'affaissement humain d'une classe dirigeante — et non pas la forme du « système » — ont engendré ce drame qui est le nôtre, et qui continue (1).

Et le résultat de cette désagrégation de la vie collective à sa racine — qui est la « politique » — nous le découvrons, saisissant et neuf, à travers ces portraits de la jeunesse par elle-même, réunis dans La Nouvelle Vague, de Françoise Giroud (2).

A partir de ces deux livres on peut concevoir les Français, imaginer ce qu'ensemble, en s'y prenant tout autrement, ils peuvent éventuellement devenir. Ce sont là deux instruments de travail : l'un d'analyse, l'autre de prévision. Ils chassent l'image de la fatalité et, livrant de ce qui nous mène et de ce qui nous entoure une description sans mythe, conduisent notre espoir.

Les lecteurs de « L'Express » y reconnaîtront ce qu'ils cherchent toujours dans notre journal, et qu'ils y trouvent parfois.

J.-J. S.-S.

(1) Flammarion. Voir la critique de Claude Roy en page 28.
(2) Gallimard.

tesse à une épidémie de typhoïde. Mais, surtout, il réfléchit, il examine, il enquête, et l'évidence se fait jour : les Anglais, sans cesse tenus en échec, se battent comme au temps de Napoléon, alors que les Boers ont en quelque sorte une guerre d'avance et utilisent une tactique qui sera celle de 1914.

Conan Doyle livre au public ses conclusions, et, avec modération, montre à quel point les experts militaires tiennent compte de données archaïques. Contre certains moulins, on ne peut se battre qu'inutilement, comme le montre la réponse d'un colonel de l'armée britannique aux idées révolutionnaires de Doyle :

> *« Il est certainement un peu prématuré de conclure, parce que dans cette campagne les conditions locales sont intervenues pour empêcher une seule vraie charge de cavalerie, que l'époque du sabre et de la lance est révolue... »*

Un marathon du spiritisme

Par la suite, Conan Doyle redevient pour un temps Sherlock Holmes en exerçant de réels talents de détective pour obtenir la réhabilitation de George Edalji, injustement accusé d'avoir éventré des bestiaux. Il entame ensuite une campagne pour dénoncer les atrocités commises par les Belges au Congo.

Sans se décourager, il s'efforce d'éviter à son pays les erreurs qu'il va commettre aux débuts de la guerre mondiale, en montrant que la maîtrise de la mer ne veut rien dire si les sous-marins ennemis peuvent couler les navires marchands et organiser ainsi le blocus économique. On ne l'écoute pas... C'est un Allemand, l'Amiral von Capelle, qui lui rendra publiquement hommage trois ans plus tard :

> *« Le seul prophète de la forme actuelle de la guerre économique a été Sir Arthur Conan Doyle. »*

Dès sa jeunesse, Doyle avait délibérément tourné le dos à la religion, refusant de croire ce qui ne pouvait être démontré. Il n'en demeure pas moins tourmenté durant toute son existence par le problème de la survie, par la communication avec l'au-delà. Il fait tourner les tables, fréquente les médiums, les spécialistes plus ou moins sérieux de la parapsychologie, et, en 1915, se déclare persuadé qu'il tient enfin la preuve tant cherchée, la démonstration logique d'une existence après la mort.

Et il se lance dans cette aventure avec autant de fougue, autant d'aveuglement qu'il en a mis à exposer ses théories stratégiques ou à défendre les innocents. Pendant quinze ans, au cours d'une tournée de conférences dans le monde pratiquement ininterrompue, il va hurler sa foi devant des spectateurs enthousiastes ou, bien souvent, consternés. Sans crainte du ridicule, il va consacrer la fin de sa vie, la fin de son œuvre, à cette tâche ingrate et épuisante.

Lorsqu'il meurt en 1930, Conan Doyle a définitivement en lui tué Sherlock Holmes.

JEAN CHAUMELY.

EN BREF

UN ROMAN

LES VOIES DU SALUT
par Pierre Boulle. Ed. Julliard, 256 pages, 690 fr.

DECOR : la Malaisie chère à Henri Fauconnier. Plus exactement une plantation de quelques milliers d'acres, au relief tourmenté, entourée de jungle, dirigée par trois ou quatre Européens et administrée de fort loin par ces êtres au teint pâle qui hantent la City de Londres ou la Bourse parisienne.

Personnages : cette poignée d'Européens, plus une Américaine, épouse de l'un d'eux, une Américaine à la Graham Greene, une Américaine « bien tranquille » qu'affole l'idée que les terroristes n'ont pas de moustiquaires. En face, dans la jungle, les terroristes. Deux univers mortellement hostiles. Entre ces deux univers hostiles (une société qui, protégée de sa place, cherche à bâtir et à exploiter, et une *société* qui cherche à détruire ce que la première société bâtit afin de prendre sa place), Pierre Boulle *s'amuse* à dresser l'exact parallèle : des deux côtés, semblable organisation hiérarchisée, petits et grands problèmes identiques, le terroriste chinois connaît, tout comme le planteur, les angoisses des inspections et des comptes rendus, les tracas du commandement.

Ce parallélisme systématique (qui vise à la démonstration) confère au récit de Pierre Boulle une ironie qui rappelle le conte voltairien. Un certain sourire désabusé. La belle terroriste chinoise, sauvée par l'Américaine au cœur innombrable, livre à ses camarades sa bien gênante bienfaitrice, à seule fin de s'envoler pour l'Europe capitaliste avec le mari. On reconnaît le ricanement, le haussement d'épaules un peu las en quoi se résumait la moralité grinçante du « Pont de la rivière Kwaï ».

(Cossera)

M. ET MME CONAN DOYLE
Comment tuer Sherlock Holmes ?

UN ESSAI

ADMIRABLE XIX^e SIÈCLE
par André Lebois. Ed. Denoël, 315 pages, 850 fr.

M. ANDRE LEBOIS, à qui l'on doit déjà un roman de valeur, « Christel et l'Albatros », publie aujourd'hui un recueil d'études : « Admirable XIX^e siècle ». Nous ne sommes plus, par bonheur, à l'époque où Léon Daudet qualifiait ce siècle-là de stupide. La seconde moitié du dix-neuvième siècle est digne, par sa richesse, de la première et l'on souscrit au jugement de ce critique : *« Le Grand Siècle ? Oui, c'est le XIX^e que je voulais dire. »*

Les sentiers battus n'intéressent pas M. Lebois qui préfère jouer un rôle de chercheur. Découvrir et mettre en lumière, tels sont ses buts. Il étudie l'œuvre d'Aloysius Bertrand, publie des lettres inédites de Jules Renard, montre les misères de Charles-Louis Philippe. Il établit un parallèle convaincant entre « La disparition du Grand Krause » de Jules Girardin et « Le Grand Meaulnes » d'Alain-Fournier, indiquant ainsi des sources irréfutables. Puis voici Emmanuel Chabrier et Berlioz, les seuls musiciens français du siècle dernier qui surent tenir une plume, et Paul-Louis Courier.

Les principales études sont consacrées à Baudelaire, à Mallarmé, à Verlaine. M. André Lebois met patiemment au jour des aspects peu connus de ces grands écrivains (l'attitude de Mallarmé devant la politique, par exemple). Sa manière vivante et l'étendue de ses connaissances littéraires font de lui un guide intéressant.

EN LIBRAIRIE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

NOUVELLES

MAREK HLASKO : Le premier pas dans les nuages (*Julliard*).

PHILOSOPHIE

GEORGES LUKACS : La destruction de la raison (*L'Arche*).

POLITIQUE

ALBERT CAMUS : Actuelles III. Chronique algérienne (*Gallimard*).

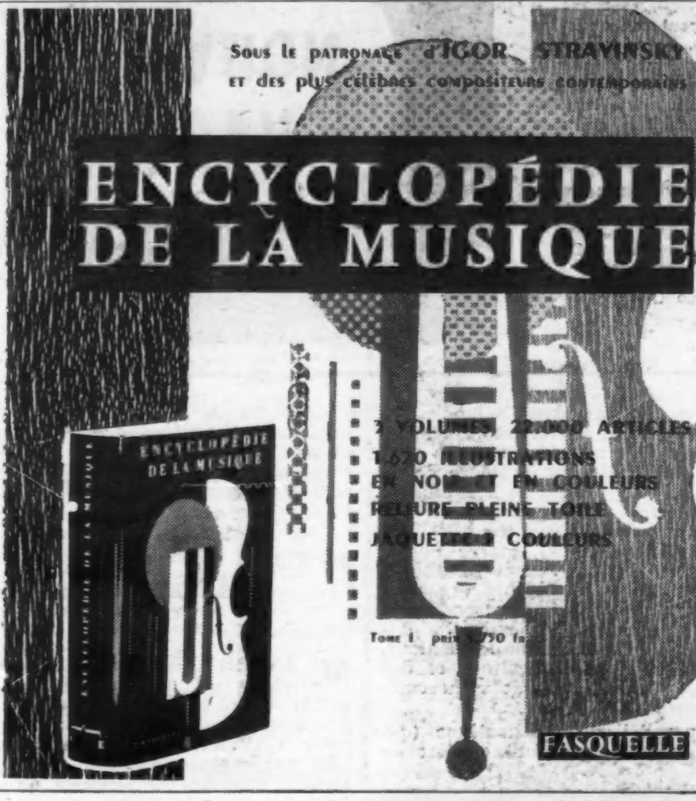
ESSAIS

ALBERT BÉGUIN : Poésie de la Présence (*Editions du Seuil*).

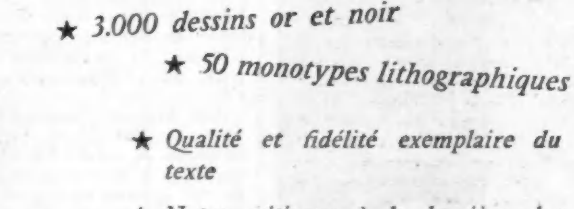
ŒUVRES POSTHUMES

JEAN GIRAUDOUX : Portugal (*Grasset*). La Menteuse et les Gracques (*Grasset*).

CRAPOUILLOT
Directeur : Jean GALTIER-BOISSIERE
ÉNIGMES
ET
IMPOSTURES
Jésus a-t-il existé ? - Le secret de Jeanne d'Arc - Le Masque de fer - Valmy, victoire post-fabriquée - Louis XVII et les faux dauphins - Le comte de Saint-Germain a-t-il vécu mille ans ? - La vérité sur Pearl Harbour - Les dessous de la Libération de Paris - Le mystère de Lurs - Enigmes littéraires
Le numéro spécial illustré : 500 francs
LA JEUNE PARQUE - 1, rue Caumartin



Un événement biblique sans précédent !
★
La grande édition illustrée
de la
BIBLE DE JERUSALEM
★ *Un volume 27 x 35*
★ *plus de 1.000 pages*
★ *3.000 dessins or et noir*
★ *50 monotypes lithographiques*
★ *Qualité et fidélité exemplaire du texte*
★ *Notes critiques à la lumière des dernières découvertes archéologiques*
★ *Pour la première fois dans l'imprimerie 3.000 illustrations en couleurs par un grand artiste de renommée mondiale : André Balint*
LA BIBLE DU XXe siècle
spécialement imprimée à votre nom
ÉDITIONS LABERGERIE



Dessin d'André BALINT
O. P. G. 58
BON Pour recevoir gratuitement la luxueuse documentation à la Bible de Jérusalem permettant de profiter des avantages exceptionnels accordés aux souscripteurs. Découpez ce bon et adressez-le à votre libraire ou à défaut aux Éditions LABERGERIE - 13, r. de Tournon, PARIS-6
Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....
4

Mauriac l'avait bien dit...

par CLAUDE ROY

A la fin de juin 1940, nous étions cent mille prisonniers des Allemands entre les murs d'une caserne française faite pour abriter quinze mille recrues, ou moins.

Explorant le camp, un matin, avec un compagnon de malheur, je découvris une étrange remise. On y avait entreposé en mai des centaines de poteaux indicateurs. Ils continuaient de tendre, dans la pénombre, leurs flèches bleues vers des villages aujourd'hui occupés : *Apremont, Rambucourt, Mars-la-Tour, Ligny-en-Barrois, Conflans-en-Janisy.* Jours et nuits, les sapeurs du génie avaient joué sur nos routes le jeu des oiseaux du Petit Poucet, arrachant les poteaux indicateurs, mangeant les miettes de pain pour effacer les pistes. En vain : l'Ogre vert avait tout de même trouvé son chemin : *Apremont, Rambucourt, Mars-la-Tour...* Ce hangar des pistes brouillées était la nécropole des occasions perdues.

Les oiseaux et les bœufs

J'ai ressenti un peu le même serrement de cœur en relisant ces jours-ci les *Blocs-Notes* de François Mauriac (1). D'octobre 1952 à décembre 1957, voici le journal des jours perdus, des avertissements inutiles, et des espérances déçues.

Les *malins* murmurent toujours qu'un François Mauriac ne l'est pas. Les professionnels à tête de bœuf entendent que les têtes d'oiseau se mêlent de ce qui les regarde, c'est-à-dire du ciel, des nuages et des lis de champs. Ce qui se passe sur terre est leur métier, à eux, têtes de bœuf, c'est leur *affaire.* Quel mot ! Ceux qui ont trop bonne vue sont mal vus des myopes. On leur accorde la générosité (si naïve), le talent (si suspect), les bonnes intentions (si niaises). Qu'ils s'en contentent. Les têtes de bœuf sont satisfaites de l'être. Ils disent des alouettes qu'elles sont assourdissantes. A leurs yeux globuleux, François Mauriac, ce n'est, après tout, qu'un homme d'esprit qui croit au Saint-Esprit — double faiblesse.

Mauriac a pourtant raison :

« Que Dieu préfère les imbéciles, c'est un bruit que depuis dix-neuf siècles les imbéciles font courir. »

Je ne suis guère dans la confidence de Dieu : s'Il a des préférences, je jurerais pourtant qu'elles vont à l'intelligence, qu'elles vont (par exemple) à Mauriac.

Musique et lucidité

On y sent ici à chaque page affleurer cette ressource secrète, cette nappe d'eaux vives, ce qu'il faut bien nommer, d'un mot que l'usage qu'on en fait ne parvient pas à avilir, la présence du *cœur.* Je suis de plus en plus assuré de ceci : le cœur n'a pas seulement ses raisons, il a aussi presque toujours raison. Il peut être sujet à des défaites provisoires (et c'en est une, à mes yeux, que cet élan récent du désespoir qui jeta notre ami vers l'abri si précaire de l'Homme Providentiel), jamais à des aveuglements constants.

Presque toutes les pages que Mauriac écrit au-jour-l'histoire célèbrent les noces admirables de la musique et de la lucidité. Ce beau chanteur a du champ. Alouette, oui. On ne rend pas compte des alouettes en disant seulement qu'elles ont la voix juste : elles ont aussi la vue perçante.

Ainsi ne rend-on pas compte des *Blocs-Notes* en disant simplement que Mauriac y parle comme personne de ce qui est à tout le monde : les arbres, les saisons, Mozart, le temps qui passe, et nous talonne, et nous dépasse, la mort, lièvre tapi au creux de nos sillons. Mauriac c'est aussi l'homme tranquille et anxieux qui écrivit il y a cinq ans, le jour où le Sultan du Maroc était renversé :

« Une guerre de Sécession : les Sudistes ont gagné la première manche... L'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, théâtre du même drame. Malan : un grand homme et un modèle pour Casablanca. »

Rien n'est plus beau qu'un sentiment juste quand il ouvre sur des pressentiments exacts. La bourgeoisie française conçoit la vie comme une interminable leçon par les disques *Assimil* : elle rêve d'être bercée par la Voix de Son Maître. Mais François Mauriac fait entendre la voix d'un maître qui ne consent pas d'être dupe de ces nostalgies, ni complice de ces songes.

Décembre 1953.

« Notre bourgeoisie, écrit-il, *continuera de savourer ce bonheur dont elle avait rêvé durant un demi-siècle, sans y pouvoir atteindre jamais (...) la chimère passionnément caressée (...). Elle l'a serré de près deux fois, ce bonheur, grâce à un général à la barbe blonde, et à son cheval, et plus tard grâce à ce capitaine juif, dont l'écriture, pour son malheur, ressemblait à celle du commandant Esterhazy. Ce désir immodéré d'un gouvernement modéré se manifestait avec violence dans nos familles comme dans la rue. Je me souviens de ce cousin, le plus inoffensif des hommes, et le plus doux, qui épouvantait mon enfance en roulant des yeux et en criant : « Un sabre ! Un sabre ! Je ne connais que ça, un sabre ! »*

Un amateur d'âmes

De même que la cavalerie s'est motorisée, l'appel au sabre s'est mécanisé. Le cousin des enfances Mauriac irait aujourd'hui en 403 klaxonner sur les Champs-Elysées, au rythme de trois-brèves-deux-longues. *Le désir immodéré d'un gouvernement modéré* s'exprime au volant de machines au capot immodérément long. Ces avertisseurs-là, Mauriac nous avait avertis depuis belle lurette du tapage qu'ils feraient un jour. Il avait observé avec tristesse la hâte des M.R.P. à s'enfoncer dans un *« tramway nommé pouvoir ».* A chaque carrefour du chemin, cet écrivain qu'on croit tout d'humeur, et de nerfs, met avec précision le doigt sur la carte, et prévoit l'impasse où le gros de la troupe des bœufs à tête de Laniel, de Bidault, de Mollet, nous engage en mugissant. Il les regarde s'affairer à déplacer ou à arracher les poteaux indicateurs, opération de magie sotte, qui n'empêche point les routes de conduire à l'abîme, mais risque pour un temps d'aveugler le troupeau. Plus que la brûlure des outrages, des menaces, de l'incompréhension et de la haine, on sent à chaque ligne, en relisant Mauriac, la blessure du seul malheur qui compte dans la vie, en dehors de la mort : que l'intelligence soit une passion inutile, et que d'avoir raison ne donne rien, sauf d'avoir raison.

Mais le drame que Mauriac nous fait revivre au fil de ses confidences, ce n'est jamais une abstraction, un jeu de forces mathématiques. Bon calculateur des tactiques et de leurs conséquences, Mauriac reste avant tout un grand observateur des h o m m e s. J'offenserais le croyant qu'il est en disant qu'il serait disproportionné de parler à son propos d'un *amateur d'âmes,* parce que, tout de même, le mot *âme* accolé aux noms Laniel, Bidault, ou Mollet, ah ! je n'y peux rien, ce mot-là *jure.* Mais j'entends d'ici la voix de notre ami me répondre que si même ceux-là ont une âme. Il y faut bien consentir. Et, ceci fait, relire (par exemple) ce qu'écrivait, il y a tout juste un an, François Mauriac de Guy Mollet :

« Le 6 février 1956, *il n'a pas capitulé une fois pour toutes. Il pourrait, comme Mlle de Lespinasse datait son amour, dater sa capitulation de tous les instants de sa vie — de sa vie ministérielle, qui aura été une capitulation continue. »*

J'aime l'ambiguïté de l'expression familière : « Il l'avait bien dit ». Grand prosateur, Mauriac dit bien tout ce qu'il dit. Mais c'est le couronnement d'un grand art que d'être inséparable des grandes vérités, et que le bien-disant soit aussi le clair-voyant. Mauriac l'avait dit bien. Mauriac l'avait bien dit...

(1) Le « Bloc-Notes 1952-1957 » est publié cette semaine par la librairie Flammarion.

DIGNES DE LA QUALITÉ D'HOMME

par DANIEL MAYER

DANS son annuaire démographique pour 1957, l'O. N. U. annonce que la population mondiale augmente actuellement de 47 millions d'âmes par an et qu'avant la fin du XX[e] siècle, elle aura plus que doublé son total actuel de 2.737.000.000 d'êtres humains.

Combien, parmi ces futurs citoyens du monde, seront venus au monde par la volonté délibérée de parents capables de les élever, de leur donner une alimentation suffisante et saine, une éducation et une instruction susceptibles de n'en point faire des parias, une hygiène physique et morale leur permettant de devenir des êtres complets ou, à tout le moins, dignes de la qualité d'homme ?

Selon l'O. M. S., dont la France fait partie, la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue, stipule encore la charte de l'Organisation mondiale de la Santé, l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale.

UNE MÈRE ITALIENNE ET SON ENFANT (Enzo Sellerio)

Combien, parmi ces futurs citoyens du monde...

Plus de facilité que de courage

Dans un monde où le seul problème du logement vient si douloureusement contrecarrer le droit au foyer et donc à la famille et à la procréation que chaque couple peut revendiquer, ne conviendrait-il pas de réexaminer les principes qui sont à l'origine de certaines lois portant répression de la propagande anticonceptionnelle dont, pour la France, la loi du 29 juillet 1920 est le triste prototype ?

D'une série de documents que je dois à l'obligeance de Mme le Dr Lagroua Weill-Hallé, il ressort que l'institution du « Birth control » ne saurait d'ailleurs être une entrave systématique à l'expansion démographique d'un pays (Aux Etats-Unis, où les méthodes de contraception sont le plus largement diffusées, la « Metropolitan Life Insurance Cy. » annonce 4.200.000 naissances en 1956 contre 4.091.000 en 1955). Mais, justement, la loi de 1920 a manqué son but et contribue seulement aujourd'hui « à laisser subsister dans les esprits la confusion qui règne entre l'avortement clandestin et la contraception ». Et le Dr Paul Chauchard, « savant chrétien », dissocie justement la conception évitée et « l'avortement-assassinat ». De son côté, le Conseil national de l'Eglise réformée admet, lui aussi, la légitimité d'un certain contrôle des naissances : « Il y aurait, dans une autre attitude, plus de facilité que de courage, plus d'hypocrisie que de vérité, et plus d'aveuglement que de clairvoyance ».

Un droit permanent

— Eh quoi ! me direz-vous, voilà un sujet bien étrange pour un homme politique ! Comme s'il n'y avait pas en ce moment en France suffisamment de sujets de controverses passionnées, voilà que vous en ajoutez un, et des plus scabreux aux yeux de certains, et dont l'actualité est plus que discutable.

— Pardon ! Le droit à l'amour et, pour la femme, le droit à la maternité libre est permanent, et la discussion n'en sera close que lorsqu'il sera définitivement obtenu, mais il ne s'agit pas que de cela...

— Je croyais que vous vous intéressiez surtout, comme tous les Français, quelle que soit leur opinion sur le fond, à ce qui nous tient présentement le plus à cœur, à la solution du problème algérien ou encore aux vastes questions qui touchent aux rapports entre les anciens peuples colonisés et l'homme blanc, à la misère des peuples asiatiques ? Pourquoi ne parlez-vous pas plutôt de cela ?

— Mais justement, n'en ai-je pas parlé par prétérition ? La population musulmane d'Algérie, qui comptait 5.800.000 habitants en 1920 et environ 10.000.000 il y a deux ans, en comptera 18.000.000 en 1980 et 36.000.000 en l'an 2000 si la fécondité y est constante. Comment pourrait-on harmoniser cette démographie hallucinante et une loyale politique d'intégration, et, en même temps, préserver les valeurs occidentales auxquelles nous prétendons être attachés ?

— Quelle autre solution puisque le Coran...

— J'allais y venir. C'est en 1937, déjà, que le grand mufti, à une question posée par un fidèle, répondait, après avoir consulté les hommes de loi de Hamafy School, la plus importante des quatre écoles de la loi et de la religion islamiques : « Il est permis au mari ou à la femme, et avec leur mutuel consentement, de prendre des mesures en vue de prévenir la conception. Il n'est même pas besoin du consentement mutuel si l'un ou l'autre des conjoints a une raison valable pour éviter la conception... Telle est notre réponse, et Allah, qu'il soit béni et exalté, sait mieux. » (1).

En termes clairs

— Ce qui, en termes clairs, signifie...

— Ce qui signifie que seuls les Musulmans, comme d'ailleurs les tenants de toutes les autres religions, pouvent interpréter leurs propres textes sacrés. Seuls Mohamed V ou Habib Bourguiba pouvaient parler du divorce ou de la monogamie ou de l'émancipation des femmes sans susciter les explosions de fanatisme que des conclusions semblables auraient provoquées si elles avaient été formulées par des Européens, et, a fortiori, par les représentants d'une colonisation périmée.

— Vous opposez donc l'autodétermination à l'intégration.

— Je crains bien que ce ne soient les faits qui les opposent effectivement.

---

(1) Cité par Mme Lagroua Weill-Hallé dans « La Semaine médicale » du 22 mars 1953.

PONT - L'ÉVÊQUE

☆

LEVASSEUR

toujours

LE MEILLEUR

Mauvais angle de prise de vue

LES CINQ ÉCUEILS...
L'appareil a bougé

IMAGES

Souvenirs en couleurs

PHOTOGRAPHIE et cinéma en couleurs font d'année en année plus d'adeptes.

En 1957, la maison Kodak a vendu, pour la France seule, onze fois plus de pellicules Kodachrome qu'en 1951, et six fois plus de films 8 et 16 mm Kodachrome.

La prise de vue polychrome étant beaucoup plus évocatrice et, quoi qu'il en paraisse, plus facile à réussir que l'image en noir et blanc, ce succès ira croissant.

La période de pointe, c'est-à-dire les vacances, approchant, Mme Express se permet de donner quelques directives aux amateurs photographes débutants.

L'équipement

Les bons ouvriers ayant toujours de bons outils, il faut posséder l'équipement minimum suivant :

- Un appareil à grande ouverture, f/3,5 minimum, qui permette la prise de vue même par temps gris.

Si l'on possède un appareil simple, à la condition qu'il soit équipé d'un objectif anastigmat, on peut tout de même avoir de bons résultats en opérant par grand soleil.

- Un posemètre ou cellule photo-électrique qui indique exactement le temps de pose et le diaphragme en fonction de la lumière que le sujet renvoie sur l'objectif. C'est un achat indispensable. (Cellophot fabriqué par Chauvin-Arnoux: 13.614 fr. En vente chez Natkin, 18, avenue Victor-Hugo.)
- Un filtre spécial que l'on utilise lorsque la lumière est chargée de radiations ultraviolettes, en haute montagne ou en bord de mer par exemple.

Les 10 Commandements du parfait photographe

- LIRE attentivement les indications portées sur tous les appareils modernes (table sur les 6×6, bague sur les 24×36) qui permettent de régler l'ouverture de l'objectif en fonction de la profondeur de champ.

(La mise au point étant faite sur le sujet, on appelle profondeur de champ l'espace en avant et en arrière du sujet dans lequel l'image sera nette.)

- EVITER de prendre des photos couleurs au lever ou au coucher du soleil, périodes où la lumière est particulièrement chargée de radiations rouges.
- SAVOIR qu'un premier plan dans un paysage donne une sensation de profondeur.
- ECLAIRER le sujet un peu de côté pour ne pas avoir des ombres plates (un bon truc : lorsque l'on a le soleil dans le dos, s'il chauffe l'oreille droite ou l'oreille gauche de l'opérateur, c'est que le sujet est bien éclairé).
- PROFITER du soleil en lumière frisante, excellent éclairage pour obtenir le grain de la pierre d'un monument, l'écorce d'un arbre, le volume d'un bas-relief.
- PLACER la ligne d'horizon aux 2/3 supérieurs de l'image si le sol présente plus d'intérêt photographique que le ciel.

Si c'est le ciel qui est intéressant, placer la ligne d'horizon au 1/3 inférieur de l'image.

- POSER sur les parties éclairées pour réussir les photos couleurs en contre-jour.
- EMPLOYER des lampes flash bleues pour la photo couleur, qui permettront de pallier le manque de lumière si l'appareil utilisé est de faible ouverture.
- ABOLIR le style « carte d'échantillonnage », défaut de tous les débutants. L'excès de couleurs tue la couleur.
- METTRE le sujet principal en valeur par sa brillance, et ne pas accumuler les couleurs autour du centre d'intérêt sous peine d'en distraire l'attention.

Pour ceux qui préfèrent filmer

Toutes les recommandations utiles au photographe sont valables pour le « cameraman » débutant, qui doit en outre savoir que :

- Le cinéma est avant tout la reproduction du mouvement, et que c'est le sujet qui doit bouger, et non pas la caméra (sauf cas exceptionnels) contrairement à l'habitude de ceux qui filment pour la première fois.
- L'animation d'un film s'obtient par les moyens classiques :

— mouvement du sujet,

— mouvement de la caméra (panoramique, travelling),

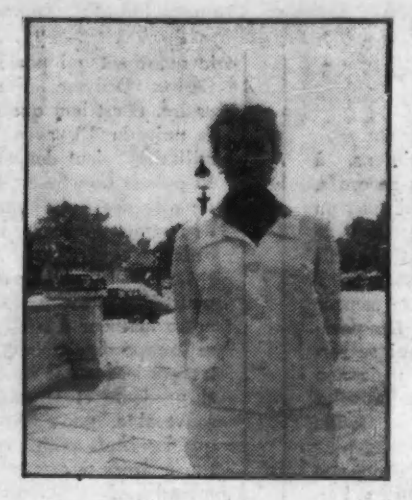
— changement de plans,

— changement de l'angle de prise de vue,

- En matière de cinéma en couleurs, mieux vaut sous-exposer que sur-exposer. En cinéma comme en photo-

...DU PHOTOGRAPHE DÉBUTANT
Erreur d'ouverture et de pose

Sujet pris de trop loin



Sujet placé à contre-jour

graphie, plus encore peut-être, un posemètre est indispensable.

Quelques prix

Il n'y a pas de limite au prix que peut atteindre un appareil de photo ou une caméra ni aux satisfactions qu'ils donnent aux amateurs.

Mais il faut commencer par le commencement. Pour faire ses classes en matière de photo, l'appareil ultra-perfectionné est inutile. L'appareil médiocre n'est jamais vraiment bon marché, et peut dégoûter de persévérer.

Voici quelles dépenses doit engager le néophyte sérieux pour débuter avec plaisir dans le noir et dans la couleur, et avec de bons résultats :

● PHOTO : En format 24 × 36 : Foca sport F/3,5 : 24.890 francs.

● En format 6 × 6: Semflex F/3,5: 31.954 francs.

● Visionneuse depuis 2.500 francs.

● Lanterne de projection pour clichés transparents Kodak 100 watts : 14.490 francs.

● CINÉMA : Nous donnons ici des prix de caméras pour les formats 8 et 9,5. Le 16 mm. coûte beaucoup plus cher et nous ne le conseillons pas aux amateurs débutants.

● En 8 mm. : la Ercsam type GL, objectif 1,9, viseur à cadre, 4 vitesses : 47.734 francs.

● En 8 mm. : la Paillard C.8, caméra à objectif 1,9, 7 vitesses, viseur à grossissement variable : 58.180 fr.

● En 9,5 mm. : la Pathé-Lido, 4 vitesses, objectif 1,9, viseur à cadre : 58.014 francs.

● Projecteur cinéma Emel pour 8 mm. : 56.000 francs.

● Projecteur Pathé pour 9,5 mm. : 58.310 francs.

Les films

● POUR LA PHOTO : toutes les grandes marques fabriquent des films réversibles couleurs qui se vendent développement compris :

Format 24×36 (Kodachrome) 36 vues : 2.630 francs.

Format 6×6 (Agfacolor) 12 vues : 1.385 francs.

Le procédé négatif-positif revient plus cher :

Format 24×36 (Ferrania) 20 vues : 753 francs. Développement : 345 fr.

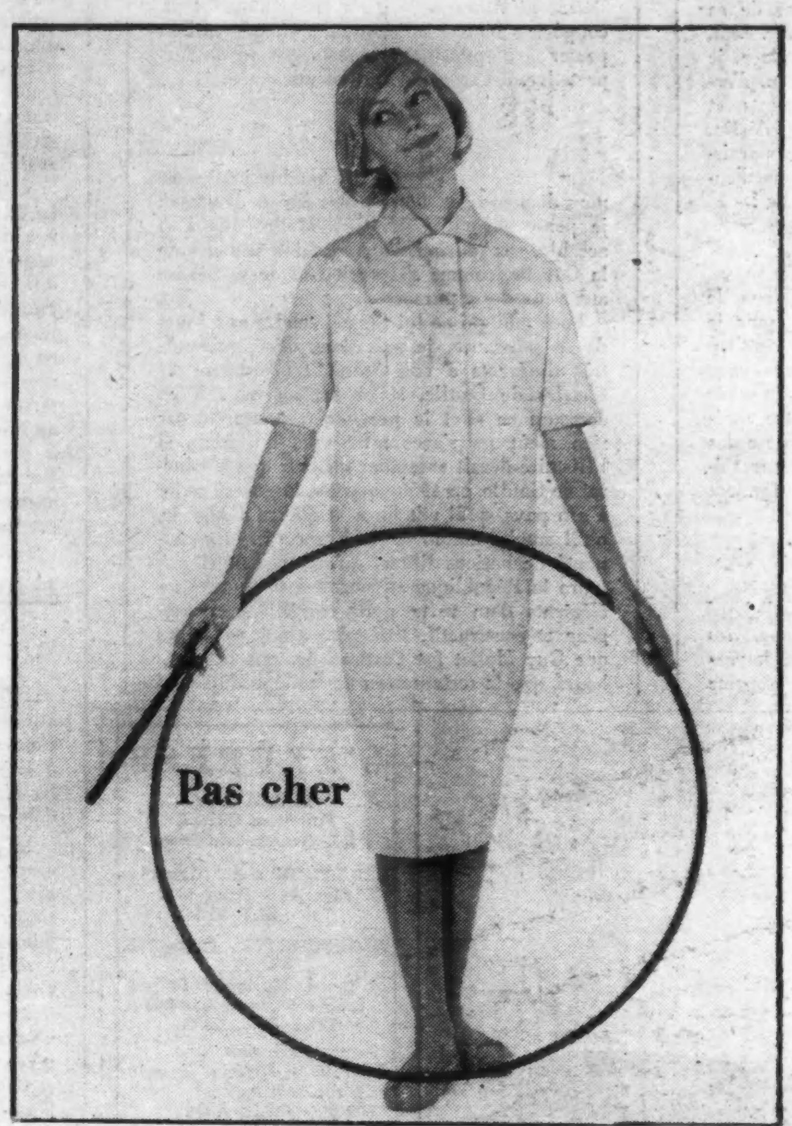
Tirage sur papier, l'épreuve 9×9 : 232 francs.

Format 6×6 (Gevaert) 12 vues : 637 francs. Développement : 345 francs.

Tirage sur papier, l'épreuve 9×12 : 232 francs.

● POUR LE CINÉMA : Comme pour la photo, les films se vendent développement compris. Film 8 mm., 15 mètres projetables : 2.141 francs (Kodachrome).

Film 9,5 mm. : 1.770 francs (Kodachrome).



(Jacqueline Melzanard)

POUR TRAVAILLER PAR TEMPS CHAUD

Mme Express signale cette semaine, à toutes celles qui travaillent et doivent adopter des tenues fraîches mais discrètes, un bon numéro chaleur-bureau. A 6.000 francs cette robe droite, style chemise d'homme, en gabardine de coton lavable, n'est pas chère (Prisunic).

RECETTE

La crème au citron

(pour 4)
2 verres de vin blanc sec,
125 gr. de sucre en poudre,
2 citrons,
2 œufs.

● Verser le vin blanc dans une casserole ● Ajouter : le sucre, le jus des deux citrons et les jaunes des deux œufs ● Travailler en tournant doucement, la casserole étant sur un feu TRES DOUX ● Continuer à tourner à la cuiller de bois jusqu'à ce que la crème prenne ● Sortir la casserole hors du feu ● Monter les blancs d'œufs en neige très ferme, et les incorporer à la crème ● Mettre au frais. SERVIR TRES FROID, en petites coupes individuelles.

JAMIQUA
ROBES PLEIN ÉTÉ
6, RUE MARBEUF

PURETÉ ABSOLUE de L'ÉPIDERME...!
Condition essentielle de Beauté !

LAIT DÉMAQUILLEUR
Composé d'huiles émollientes, ce lait onctueux pénètre profondément dans l'épiderme, élimine toutes les impuretés. Spécialement recommandé pour les peaux grasses.

VELVA SMOOTH LOTION
Purifiante, délicieusement rafraichissante, ses qualités aseptiques préviennent toutes irritations. Rend le maquillage éclatant et sans défauts.

Elizabeth Arden
7, PLACE VENDOME - PARIS
et chez ses Dépositaires agréés

Quickbronze
Active le brunissement en laissant agir toutes les ondes solaires supérieures à 3.200 Angströms. Mobilise le système d'auto-défense de l'épiderme et immunise la peau contre l'attaque solaire. Résiste à l'eau et au sable. Garde la peau absolument mate, souple et veloutée.

Helena Rubinstein
Le Duo Coiffure-Maquillage : 3.750 Frs. Cette formule très pratique combine "l'heure de Beauté" (nettoyage, massage, maquillage) et la Coiffure (rinçage ou Coupe). Salons Helena Rubinstein 52, Fbg Saint-Honoré - ANJ. 88-46.

Perfection technique
et sécurité d'emploi
avec caméras
et projecteurs
PAILLARD BOLEX

PAILLARD
22, 24, Avenue Hoche - PARIS-8e
Démonstration et vente chez les concessionnaires PAILLARD BOLEX.

LA REINE BLANCHE
BAGUES DE FIANÇAILLES

CETTE BAGUE
PRIX "EXPRESS"
39.000 Fr.
9 h. à 19 h. 30 sauf dim. et lundis matin
GOB. 43-48
35, Ave DES GOBELINS

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

14 JUIN

QUE nos violons, à « L'Express » ne soient plus toujours accordés, les gens s'en irritent, ou se scandalisent, ou font semblant. Je le leur demande : qui de nous, depuis un mois, n'a été divisé jusqu'à l'angoisse, passant de la honte à l'espérance ? Une République qui s'effondre sous la menace des soldats, c'est la pire humiliation. Les parachutistes et les forces ténébreuses qui se servaient d'eux nous faisaient horreur, mais non de Gaulle qu'ici-même je n'ai cessé d'appeler durant ces années de malheur, ce de Gaulle dont chaque parole rend un son humain, plus humain, il me semble, qu'autrefois, comme si « la grande pitié du royaume de France », loin de le durcir, l'avait attendri, comme si l'approche du soir, sans rien lui enlever de sa force, l'avait incliné à plus de douceur. Moi, son aîné, je pressens à mon humble place, je mesure l'épreuve, à l'âge qui est le sien, d'assumer ce qu'il assume devant les morts et devant les générations qui montent. Au déclin, que nous sommes faibles, même si nous paraissons forts ! Si pressés que nous soyons d'ennemis et d'amis, que nous sommes seuls !

EH bien ! si chacun de nous a été divisé contre lui-même depuis le 13 mai, comment notre journal ne le serait-il pas, — ce journal au centre de toutes nos pensées et de toutes nos passions, et de notre douleur, et de notre colère, et de notre espérance, et qui en multiplie et en oppose les échos ? A chacun de faire un effort sur soi-même pour que ces dissonances se fondent enfin dans un accord fondamental.

S'AIMER, c'est d'abord se comprendre. « *Sombre fidélité pour les choses tombées...* » Je ne trouve pas que le vers de Hugo convienne ici. Mais enfin je respecte le sentiment qui porte Pierre Mendès France, Gaston Defferre, François Mitterrand à le croire. Il est bon que les principes violés dans la nuit du 13, avec la complicité des chefs militaires, aient des répondants de cette taille. Et puis la Gauche est à réinventer, qui le nie ? Le rôle des trois hommes d'Etat que je viens de nommer demeure de premier plan, dans cet ordre.

Le pire n'arrive pas toujours. Nous devons pourtant l'attendre, nous y préparer : que pour notre malheur à tous, la barque de de Gaulle se rompe finalement sur l'un des écueils à travers lesquels il fonce, d'une allure à la fois si prudente et si rapide, avec cette aisance souveraine, nous serions alors trop heureux que les chefs politiques d'une Gauche reconstituée grâce à eux se fussent gardés pour ce moment-là, — qui ne viendra pas, s'il plaît à Dieu. Et s'il ne vient pas, Mendès France, Defferre, Mitterrand n'ont pas, après tout, coupé les ponts : ils peuvent à chaque instant passer de l'opposition respectueuse ou de l'expectative, à une collaboration raisonnée.

LEUR rendre justice ne nous dispense pas d'être justes envers d'autres : je pense surtout à M. Guy Mollet que l'on accable, ces jours-ci, dans certains secteurs de la Gauche, comme s'il avait fini de se perdre aux yeux des « purs ».

Pour moi qui ne lui fus pas tendre aux jours de sa puissance, je suis dans des sentiments très différents à son égard. L'investiture de Charles de Gaulle, si ce fut un mal, il en demeure en effet le premier responsable, car rien n'eût pu s'accomplir sans lui. Mais si l'Histoire devait enseigner un jour que le général de Gaulle, en 1958, épargna la guerre civile à son pays, qu'il mit fin à la guerre d'Algérie, qu'il suscita autour de la France une communauté de nations libres, qu'en un mot il restaura la République et fournit à la Gauche les éléments d'un vaste parti travailliste, homogène et constructif, l'Histoire ajouterait alors que Guy Mollet fut l'artisan de tous ces bonheurs, que la restauration de la République lui dut être attribuée pour une large part, qu'il y risqua son autorité et son prestige de chef socialiste et racheta d'un seul coup toutes ses erreurs, en préférant la patrie à lui-même.

L'absolu n'existe pas en politique. Qu'on me traite de « vieille girouette grinçante », j'y consens plutôt que de renoncer à serrer, ici et maintenant, du plus près possible, ce que je crois vrai. Bien sûr, il suffirait d'un mot, d'un geste pour effaroucher nos tremblants espoirs, à peine posés autour du charmeur. Le duc d'Enghien peut à chaque instant être assassiné...

15 JUIN

JE ne suis pas accoutumé à être gâté par mes frères catholiques. Le bel article que le R. P. Guissard consacre aujourd'hui dans « La Croix » à « Dieu et Mammon » (Grasset le réédite ces jours-ci avec « Souffrance et Bonheur du Chrétien » et d'autres textes anciens auxquels je tiens beaucoup), cet article me touche d'autant plus que les élections avaient suscité entre nous quelques piques dont le « Bloc-Notes » garde les traces... piquantes. Le Père Guissard ne me juge pas du point de vue de l'orthodoxie. Il ne me traite pas en suspect — enfin ! — et ne veut voir en moi que le fidèle qu'à travers tant d'infidélités j'aurai été depuis l'enfance, et le témoin que je demeure et qui n'a jamais rougi de Celui en qui il a cru. Ces titres-là, je les revendique, non par orgueil, bien sûr — mais nous les serrons jalousement contre notre cœur, aux approches du dernier sommeil, ces seuls titres à « *la douce pitié de Dieu* », comme disait Bernanos — nous qui depuis le commencement aurons toujours été « *de ceux qui étaient avec cet Homme...* ».

16 JUIN

CE matin, je n'arrache pas les bandes des journaux. Je ne suis ni anxieux ni même impatient. Le président du Conseil a eu droit au week-end. Il s'est rendu à l'église en famille, comme un ministre de Sa Gracieuse Majesté. Il a pu dormir, se détendre.

Le régime du cerf forcé par la meute, ou du taureau hérissé de banderilles, déjà à demi-mort avant d'être estoqué, ce fut celui que subirent « les hommes du système ». Durant le ministère Mendès France, j'ai suivi de près la corrida. Ce harcèlement féroce, inhumain, les victimes y consentaient. C'était la règle du jeu qui ne se discute pas. Peut-être même y trouvaient-ils un horrible charme. Peut-être, à la place de de Gaulle, s'ennuieraient-ils. Et leurs regards nostalgiques se tourneraient vers l'arène aujourd'hui déserte, où il leur fallait tenir tête à tant d'adversaires, où le pouvoir devait être défendu le jour et la nuit, de sorte que le sommeil était interdit à un président du Conseil français, et qu'à la fin il ne tenait plus debout qu'avec des piqûres.

F. M.

CRÉATION SOURCE PERRIER

L'EXPRESS

DIRECTION :
Françoise Giroud,
J.-J. Servan-Schreiber.

REDACTION : 91, Champs-Elysées - Paris (8e).
Tél. : ELY. 88-61.

ABONNEMENTS - PUBLICITE VENTE :
29, rue de Marignan, Paris-8e
(angle Champs-Elysées)
Tél. : BAL. 19-68.

PAR AVION

5.400 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
8.000 fr. - A.E.F., A.O.F.
8.300 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye
6.000 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
12.200 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
11.900 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
13.500 fr. - Afrique du Sud.
12.200 fr. - Etats - Unis, Canada.
14.800 fr. - Argentine, Bolivie Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
20.000 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1 fr. 90.**
Belgique et Luxembourg : **18 francs.**
Italie : **250 lires.**

Règlement par chèque bancaire au C.C.P. 73 78-19 Paris.